

Thèmes environnementaux



Commission européenne

Divers

Eaux

Sol

Air

Industrie

Déchets

Nature

Urbanisme

Financement

Législation

Économie

Évaluation

Nucléaire

Risques

Éducation

Troisième étude annuelle sur la mise en oeuvre et le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement

Janvier 2000 à décembre 2001



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-894-3900-9



9 789289 439008

Voir notre catalogue des publications:
<http://europa.eu.int/comm/environment/pubs/home.htm>

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2002

ISBN 92-894-3900-9

© Communautés européennes, 2002
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 1.10.2002
SEC(2002) 1041

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

Troisième étude annuelle

sur la mise en œuvre

et le contrôle de l'application

du droit communautaire de l'environnement

Janvier 2000 à décembre 2001

AVANT-PROPOS

La Commission reçoit en nombre croissant chaque année des plaintes dénonçant tel ou tel manquement des États membres dans l'application du droit communautaire de l'environnement. Cette tendance indique clairement que les citoyens européens se préoccupent de plus en plus de l'état de l'environnement et du respect par les États membres du droit européen en la matière. Elle met également en lumière le fait que les structures et les mécanismes en place dans les États membres n'offrent pas toujours les voies appropriées pour la résolution de ces questions.

Depuis ma nomination comme commissaire chargée de l'environnement, j'ai régulièrement rappelé l'importance à ce que les États membres se conforment pleinement au droit communautaire de l'environnement. Le sixième programme d'action communautaire pour l'environnement¹ précise clairement que l'application, le respect et la mise en œuvre de manière intégrale de l'ensemble de la législation communautaire en matière d'environnement constituent une priorité stratégique pour l'Union européenne. Une législation environnementale efficace et rationnelle est essentielle afin d'atteindre un degré élevé de protection de l'environnement. Tout aussi essentielle est la nécessité d'assurer une surveillance systématique du respect de la législation et d'informer le public sur le bilan de chaque État membre en la matière.

C'est donc avec une satisfaction particulière que j'accueille la parution de cette troisième étude annuelle qui couvre la période 2000-2001. Ce document fait suite à la première étude annuelle (1996-1997)² et à la deuxième (1998-1999)³ en présentant une information actualisée sur l'application de la législation communautaire en matière d'environnement, comme le demandent la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement⁴ et les résolutions du Conseil⁵ et du Parlement européen.

Mon souhait est que les États membres trouvent dans cette étude une précieuse source d'informations et que sa parution les renforce dans leur résolution de mettre en œuvre, pleinement, correctement et dans les délais prévus, le droit communautaire de l'environnement.

Margot Wallström

Membre de la Commission

¹ COM(2001)31 final, 24.1.2001.

² SEC(1999) 592, 27.4.1999.

³ SEC(2000) 1219, 13.7.2000.

⁴ COM(96) 500 final, 22.10.1996.

⁵ JO C 321 du 22.10.1997, p. 1.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I: MISE EN ŒUVRE DU DROIT COMMUNAUTAIRE DE L'ENVIRONNEMENT EN 2001.....	6
1. Liberté d'accès à l'information	9
2. Évaluation de l'impact environnemental	10
3. Air	13
4. Eau	16
5. Nature.....	22
6. Bruit	30
7. Substances chimiques et biotechnologie.....	30
8. Déchets.....	32
9. Environnement et industrie	39
10. Radioprotection.....	40
11. Tendances et orientations.....	43
CHAPITRE II: IMPEL (RÉSEAU DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT).....	45
1. Contexte	45
2. Activités d'IMPEL.....	45
3. Base juridique.....	46
4. Participation d'autres pays.....	46
4.1. Pays d'Europe centrale et orientale, Chypre et Malte – coopération avec le réseau AC-IMPEL.....	46
4.2. Autres pays européens (EEE).....	48
5. Rapports IMPEL adoptés en 2000 et 2001	48
6. Projets et budgets en 2000 et en 2001	49
7. Conclusions et perspectives	50
8. INECE.....	50

CHAPITRE III: PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DES MESURES DE TRANSPOSITION DES ÉTATS MEMBRES COMMUNIQUÉES POUR LES DIRECTIVES COMMUNAUTAIRES À TRANSPOSER DURANT LA PÉRIODE ÉTUDIÉE (<i>NOTIFICATIONS REÇUES AU 31 DÉCEMBRE 2001</i>).....	52
ANNEXE I:EXTRAIT DU «DIX-HUITIÈME RAPPORT ANNUEL SUR LE CONTRÔLE DE L'APPLICATION DU DROIT COMMUNAUTAIRE (2000)» (<i>CHAPITRE ENVIRONNEMENT</i>).....	92
1. Liberté d'accès à l'information	94
2. Évaluation de l'impact environnemental	96
3. Air	98
4. Eau	100
5. Nature.....	105
6. Bruit	110
7. Substances chimiques et biotechnologie.....	110
8. Déchets.....	113
9. Environnement et industrie	117
10. Radioprotection.....	118
ANNEXE II: TABLEAU DE BORD PRÉSENTANT, PAR ÉTAT MEMBRE ET PAR SECTEUR, LE NOMBRE DE CAS DE NON-COMMUNICATION, DE NON- CONFORMITÉ ET DE MAUVAISE APPLICATION HORIZONTALE	123

INTRODUCTION

Cette troisième étude annuelle s'articule essentiellement autour de trois parties: la première décrit en détail les procédures d'infraction qui ont été engagées en 2001 par la Commission dans chaque secteur du droit communautaire de l'environnement. Les développements pendant l'année 2000 se trouvent en Annexe I et se compose d'un extrait du chapitre sur l'environnement dans le dix-huitième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire (2000). La deuxième partie est une mise à jour des travaux du réseau IMPEL (réseau de l'Union européenne pour l'application et le respect du droit de l'environnement). La troisième partie reprend les directives environnementales qui étaient à transposer par les États membres en 2000 et en 2001, en énumérant les mesures adoptées à cet effet au niveau national. L'annexe II présente un tableau de bord qui récapitule — par État membre et par secteur — les procédures d'infraction en cours pour défaut de notification ou de conformité, ainsi que les procédures concernant les cas de mauvaise application horizontale.

CHAPITRE I: MISE EN ŒUVRE DU DROIT COMMUNAUTAIRE DE L'ENVIRONNEMENT EN 2001

Le secteur de l'environnement a représenté plus du tiers des plaintes et des procédures d'infraction ressortissant aux cas de non-conformité au droit communautaire examinés par la Commission en 2001. La Commission a saisi la Cour de justice de 71 procédures contre des États membres et adressé 197 avis motivés en application de l'article 226 ou 228 du traité CE. Cela représente une augmentation d'environ 40 % par rapport aux chiffres correspondants de l'année précédente. À ce sujet, il est important de noter que la Commission se fixe comme but de régler les infractions présumées dès qu'elles sont découvertes, sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir des procédures formelles d'infraction.

La procédure prévue à l'article 228 s'est de nouveau avérée efficace en dernier ressort pour contraindre les États membres à se conformer aux arrêts rendus par la Cour. En 2001, trois décisions de saisine ont été prises, et 15 lettres de mise en demeure ainsi que 7 avis motivés ont été adressés pour non-communication, non-conformité ou application incorrecte. Deux des trois procédures portées devant la Cour en vertu de l'article 228 ont été retirées car l'Etat membre concerné a pris les mesures nécessaires pour se conformer au jugement de la Cour. Ces affaires sont évoquées plus en détail ci-après dans la partie consacrée aux différents secteurs.

La Commission continue à appliquer l'article 10 du traité, en vertu duquel les États membres sont tenus de coopérer loyalement avec les institutions communautaires lorsque toutes les demandes d'information de la Commission sont restées sans réponse. En effet, une absence de coopération met la Commission dans l'impossibilité de remplir efficacement son rôle de gardienne du traité.

S'agissant de la *communication par les États membres des mesures nationales d'exécution*, aucune évolution significative n'a pu être notée dans le domaine de l'environnement par rapport au précédent rapport. Les directives arrivées à échéance de transposition en 2001 sont les suivantes:

- directive 2000/71/CE de la Commission, du 7 novembre 2000, portant adaptation au progrès technique des méthodes de mesure fixées dans les annexes I, II, III et IV de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil conformément à son article 10⁶ (date de transposition: 01.01.2001);
- directive 1999/94/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 1999, concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation de voitures particulières neuves⁷ (date de transposition: 18.01.2001);
- directive 2000/21/CE de la Commission, du 25 avril 2000, concernant la liste des actes communautaires mentionnée à l'article 13, paragraphe 1, cinquième tiret, de la directive 67/548/CEE du Conseil⁸ (date de transposition: 01.04.2001);

⁶ JO L 287 du 14.11.2000, p. 46-50.

⁷ JO L 12 du 18.01.2000, p. 16-23.

⁸ JO L 103 du 28.04.2000, p. 70-71.

- directive 1999/13/CE du Conseil, du 11 mars 1999, relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations⁹ (date de transposition: 01.04.2001);
- directive 2000/32/CE de la Commission, du 19 mai 2000, portant vingt-sixième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses¹⁰ (date de transposition: 1.6.2001);
- directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments¹¹ (date de transposition: 3.7.2001);
- directive 1999/31/CE, du 26 avril 1999, concernant la mise en décharge de déchets¹² (date de transposition: 16.7.2001);
- directive 1999/30/CE du Conseil, du 22 avril 1999, relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant¹³ (date de transposition: 19.7.2001);
- directive 2000/33/CE de la Commission, du 25 avril 2000, portant vingt-septième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses¹⁴ (date de transposition: 01.10.2001);

Comme par le passé, la Commission a dû engager plusieurs procédures d'infraction pour non-communication de mesures de transposition. Des précisions sur ces procédures sont fournies ci-après dans les points relatifs aux différents secteurs et directives.

S'agissant de la *conformité des mesures nationales d'exécution*, il faut noter que des procédures pour non-conformité sont en cours dans tous les domaines de la législation environnementale et pour tous les États membres. Le contrôle de la mise en conformité des législations des États membres avec les obligations découlant des directives environnementales constitue une priorité pour la Commission. S'agissant de la transposition des dispositions communautaires, on a constaté une certaine amélioration pour ce qui est de la notification, en même temps que les actes réglementaires destinés à assurer la transposition des directives, d'explications circonstanciées et de tableaux de concordance. Cette remarque vaut pour l'Allemagne, la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, la France, ainsi que, dans certains cas, le Danemark et l'Irlande.

⁹ JO L 85 du 29.03.1999, p. 1-22.

¹⁰ JO L 136 du 08.06.2000, p. 1-89.

¹¹ JO L 162 du 03.07.2000, p. 1-78.

¹² JO L 182 du 16.07.1999, p. 1-19.

¹³ JO L 163 du 29.06.1999, p. 41-60.

¹⁴ JO L 136 du 08.06.2000, p. 90-107.

La Commission est également amenée à vérifier que les États membres *appliquent correctement le droit communautaire* (directives et règlements) *de l'environnement*, exercice qui constitue une part importante de la mission qui lui est confiée. Il lui incombe à cet égard de contrôler les mesures concrètes prises par les États membres pour satisfaire à certaines obligations générales (désignation de zones, élaboration de programmes, plans de gestion, etc.), et de se pencher sur des cas ponctuels où une pratique ou une décision administrative particulière est dénoncée comme contraire au droit communautaire. Les plaintes et pétitions des particuliers ou des organisations non gouvernementales, de même que les questions écrites et orales et les pétitions, adressées au Parlement européen portent le plus souvent sur une mauvaise application.

Le nombre de plaintes a continué à augmenter en 2001, suivant en cela l'évolution déjà constatée depuis 1996¹⁵. L'Espagne, la France, l'Italie et l'Allemagne ont fait l'objet du plus grand nombre de plaintes. Si on les classe en grandes catégories, tout en sachant qu'elles mentionnent fréquemment plusieurs problèmes, on observe que les plaintes enregistrées en 2001 évoquent la conservation de la nature dans un cas sur trois, l'impact environnemental dans un cas sur quatre, des problèmes liés aux déchets dans un cas sur six et la pollution de l'eau dans un cas sur dix; les autres domaines représentant entre 1 et 6 % des plaintes.

Comme le signalait le rapport précédent, la Commission est amenée, lorsqu'elle examine des cas particuliers, à analyser des situations de fait et de droit très concrètes et très proches des citoyens, ce qui n'est pas sans soulever certaines difficultés pratiques. C'est pourquoi, sans abandonner l'instruction des cas d'application incorrecte (en particulier ceux qui font ressortir des questions de principe ou d'intérêt général ou encore des pratiques administratives contraires aux directives), la Commission concentre ses efforts sur le traitement des problèmes de notification et de conformité.

La Commission a poursuivi en 2001 ses travaux de suivi de la communication adoptée en octobre 1996 («Mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement»), en particulier pour ce qui est des inspections environnementales. À ce sujet, l'adoption de la recommandation du Parlement européen et du Conseil prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales (2001/331/CE) est particulièrement à noter. La recommandation s'inspire très largement des travaux précédemment menés dans le cadre des projets IMPEL (*Implementation and Enforcement of EU Environmental Law* – réseau de mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement). Plusieurs tâches que le réseau IMPEL est spécifiquement invité à engager figurent dans la recommandation, et leur réalisation constituera un des grands axes du programme de travail d'IMPEL dans les prochaines années. Il s'agira notamment: de définir un système dans le cadre duquel les États membres établissent des rapports et proposent des conseils sur les missions et les procédures d'inspection dans les États membres; d'élaborer des critères minimaux pour les qualifications des inspecteurs environnementaux ainsi que des programmes de formation; et d'empêcher les pratiques transfrontières illégales en coordonnant les inspections des installations et des activités qui pourraient avoir un important impact transfrontier.

¹⁵ 1996 : 161, 1997 : 242, 1998 : 432, 1999 : 453, 2000 : 543, 2001 : 587.

1. Liberté d'accès à l'information

La directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement constitue une législation à vocation globale particulièrement importante, dans la mesure où la diffusion des informations auprès des citoyens permet une prise en compte de tous les problèmes environnementaux, encourage une participation effective aux choix collectifs et renforce le contrôle démocratique. La Commission estime que les citoyens, grâce à cet instrument, peuvent utilement contribuer à la protection de l'environnement.

Or, si tous les États membres ont communiqué les mesures nationales de transposition de la directive, plusieurs droits nationaux doivent encore être mis en conformité avec les prescriptions qu'elle contient.

La Commission a poursuivi le recours contre la France (affaire C-233/00) fondé sur le fait que les mesures de cet État membre n'assuraient pas une transposition formelle, explicite et conforme de plusieurs éléments de la directive, parmi lesquels l'obligation de motiver formellement les refus d'accès à l'information.

Elle a saisi la Cour d'un recours contre l'Autriche (affaire C-86/01) pour transposition incomplète des dispositions relatives à la liberté d'accès à l'information et les exceptions concernant celle-ci, ainsi que les dispositions relatives aux définitions des autorités et des organismes publics. Sur les six *Länder* initialement concernés, cinq ont modifié leur législation en cours de procédure et la transposition ne manque que pour un seul *Land* (la Styrie).

Deux cas de non-conformité, concernant l'Allemagne, ont pu être classés durant l'année 2001. Les procédures d'infraction engagées contre l'Allemagne en application de l'article 228 du traité pour non-exécution de l'arrêt rendu dans l'affaire C-217/97 ont été classées après que l'Allemagne ait notifié la législation modifiée obligeant les autorités à fournir des informations également durant les procédures administratives, à fournir des informations même partielles lorsqu'elles ne peuvent être fournies intégralement et à imposer le paiement d'une redevance uniquement dans le cas où des informations ont effectivement été communiquées. Un recours qui avait été engagé contre l'Allemagne (affaire C-29/00) a été classé après que cet État membre eut notifié la législation modifiée imposant le respect du délai de deux mois pour les réponses aux demandes d'information.

La Commission continue à recevoir des plaintes portant le plus souvent sur des questions telles que le refus des administrations nationales de donner suite aux demandes d'information, les délais de réponse, l'interprétation trop large par les administrations nationales des exceptions au principe de communication ou l'exigence de paiement de redevances excédant des montants raisonnables. La directive 90/313/CEE est l'une des rares directives qui contient une disposition en vertu de laquelle les États membres sont tenus d'instaurer des mécanismes de recours nationaux applicables en cas de demandes d'accès à l'information abusivement rejetées ou négligées ou de réponses non satisfaisantes de la part des autorités saisies de semblables demandes. Lorsque la Commission est saisie de plaintes dénonçant ce genre de situations, elle recommande aux plaignants de faire usage des voies de recours nationales qui permettent la mise en œuvre effective des objectifs de la directive.

2. Évaluation de l'impact environnemental

La directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/CE, demeure le principal instrument juridique pour tout ce qui touche aux questions d'environnement en général. Elle impose en effet une prise en compte des enjeux environnementaux dans le processus de décision de très nombreux projets.

La directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil a été adoptée le 27 juin 2001¹⁶. Les États membres doivent avant le 21 juillet 2004 mettre en application les règles internes nécessaires pour se conformer à la directive. Alors que la directive 85/337/CEE concerne des projets, cette nouvelle directive «d'évaluation environnementale stratégique», à caractère procédural, vise à s'assurer qu'une évaluation environnementale est effectuée pour certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Le délai de transposition de la directive 97/11/CE modifiant la directive 85/337/CEE a pris fin le 14 mars 1999. Fin 2001, quatre États membres (la Belgique, la France, la Grèce et le Luxembourg) n'avaient toujours pas communiqué leurs mesures de transposition à la Commission, raison pour laquelle celle-ci a poursuivi les recours engagés à leur encontre. Dans son arrêt du 25 octobre, la Cour a condamné le Luxembourg pour non-communication des mesures de transposition de la directive 97/11/CE. Les recours engagés devant la Cour à l'encontre de l'Allemagne et de l'Espagne pour manquement à l'obligation de communication ont pu être classés dans le courant de l'année 2001.

Le 22 octobre 1998, la Cour avait rendu un arrêt contre l'Allemagne (affaire C-301/95), constatant plusieurs manquements de cet État membre aux obligations lui incombant, par exemple en ayant exclu de l'obligation d'évaluation de leurs incidences sur l'environnement des classes entières de projets énumérées à l'annexe II de la directive. L'Allemagne n'ayant pas pris les mesures suffisantes pour se conformer à cet arrêt, la Commission a décidé d'engager une action au titre de l'article 228 du traité à son encontre (affaire C-41/01). Le recours a été retiré après que l'Allemagne eut adopté et notifié la réglementation requise à la Commission.

Le 21 janvier 1999, la Cour avait rendu son arrêt dans l'affaire C-150/97, arrêt constatant que le Portugal, en n'adoptant pas les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer pleinement et correctement aux dispositions de la directive 85/337/CEE, avait manqué aux obligations lui incombant en vertu de l'article 12, paragraphe 1, de ladite directive. Suivant les conclusions de l'avocat général Mischo, la Cour a constaté non seulement le non-respect de la date de transposition, mais également le fait que la législation portugaise¹⁷ transposant tardivement la directive ne s'appliquait pas aux projets dont la procédure d'approbation était en cours à la date de son entrée en vigueur, soit le 7 juin 1990. La Commission a pu classer la procédure engagée sur la base de l'article 228 du traité à l'encontre du Portugal, après que cet État membre eut modifié sa législation nationale pour se conformer à l'arrêt de la Cour.

¹⁶ JO L 197 du 21.7.2001, p. 30

¹⁷ Décret-loi 278/97, 8.10.1997.

Dans l'affaire C-392/96, la Cour a jugé que, en n'adoptant pas toutes les mesures nécessaires pour assurer la transposition correcte de l'article 4, paragraphe 2, en ce qui concerne les projets repris aux points 1(d) et 2(a) de l'annexe II de la directive 85/337/CEE, et en n'ayant que partiellement transposé l'article 2, paragraphes 3, 5 et 7 de celle-ci, l'Irlande avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12 de ladite directive. L'affaire portait notamment sur la fixation par l'Irlande de seuils pour certains types de projets, tels que les premiers reboisements lorsqu'ils risquent d'entraîner des transformations écologiques négatives, le défrichement de terres ou l'extraction de tourbe. Ces seuils étaient si élevés que, en pratique, de nombreux projets aux incidences sur l'environnement considérables échappaient à la procédure d'évaluation prévue par la directive. S'agissant de la non-transposition de l'article 2, paragraphes 3, 5 et 7 de la directive, l'Irlande ne contestait pas l'existence d'un manquement. L'Irlande n'ayant pas arrêté les mesures nécessaires afin d'exécuter l'arrêt, la Commission lui avait adressé un avis motivé en application de l'article 228 du traité. La réponse et la législation modifiée transmises par l'Irlande sont en cours d'examen.

Dans un arrêt rendu le 14 juin 2001 (affaire C-230/00), la Cour a condamné la Belgique qui se réservait la possibilité d'autoriser tacitement de nombreux types de plans et de projets relevant de la directive ainsi que de certaines autres directives. La Cour a estimé que l'autorisation tacite n'était pas compatible avec la directive 85/337 qui subordonne l'octroi d'une autorisation à des procédures d'évaluation préalables, ce qui entraîne pour les autorités nationales l'obligation d'examiner les demandes d'autorisation cas par cas.

À la suite de l'adoption et de la communication par l'Italie des modifications législatives nécessaires, la Commission a pu classer la procédure d'infraction (avis motivé envoyé en 2000) engagée à l'encontre de cet État membre pour avoir, dans cinq de ses régions, exclu des procédures d'évaluation de l'impact environnemental les projets pour lesquels une autorisation de réalisation avait été sollicitée avant l'entrée en vigueur des récentes lois régionales sur l'évaluation de l'impact environnemental, et ce bien que la directive soit applicable dans les États membres depuis le 3 juillet 1988, date limite de sa transposition en droit national. La conformité des lois nationales et régionales italiennes avec la directive est en cours d'examen.

La Commission a saisi la Cour d'un recours à l'encontre la Grèce, en raison de la mauvaise transposition faite par cet État membre de l'article 6, paragraphe 2, et de l'article 12 de la directive 85/337/CEE (affaire C-301/01). La Commission a, par ailleurs, poursuivi le recours introduit en 1999 contre l'Espagne (affaire C-474/99) pour non-communication des évaluations d'impact pour la plupart des projets relevant de l'annexe II.

S'agissant du recours qui avait été engagé contre l'Allemagne en 1999 (affaire C-24/99) pour avoir exclu de l'obligation d'une évaluation d'impact certains projets concernant le territoire de plusieurs *Länder*, la Commission a été en mesure de classer la procédure, l'Allemagne ayant adopté et communiqué les modifications nécessaires de sa législation.

Un avis motivé a été envoyé à la Belgique, celle-ci n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour assurer la transposition totale et correcte de l'article 8 de la directive en ce qui concerne la région flamande. En l'absence de réponse de la Belgique à son avis motivé, la Commission a décidé de porter l'affaire devant la Cour de justice européenne.

La Commission a également adressé un avis motivé au Royaume-Uni, fondé sur le fait que la transposition de la directive n'est pas complète pour certaines activités agricoles visées à l'annexe II. Elle a par ailleurs émis un avis motivé à l'encontre des Pays-Bas pour mauvaise transposition de plusieurs articles de la directive impliquant également les annexes III et IV. Les réponses transmises par le Royaume-Uni et par les Pays-Bas sont actuellement étudiées par la Commission.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué dans les précédents rapports sur le contrôle de l'application du droit communautaire, de nombreuses plaintes reçues par la Commission, de même que des questions orales et écrites déposées par le Parlement européen et de nombreuses pétitions présentées au Parlement européen, dénoncent, incidemment, l'application incorrecte par les autorités nationales de la directive 85/337/CEE, notamment pour les types de projets prévus à l'annexe II de ladite directive. Ces plaintes nécessitent souvent d'examiner si, dans leurs décisions d'exempter ces projets d'une étude d'impact sur l'environnement, les États membres n'ont pas outrepassé la marge d'appréciation dont ils disposent. Les plaintes mettant en cause la qualité des études d'impact et l'insuffisance de leur prise en considération posent d'importants problèmes aux services de la Commission, car le contrôle du respect de ces dispositions par les autorités nationales est des plus difficiles et la nature essentiellement procédurale de la directive permet peu de contester les choix opérés par les autorités nationales compétentes dès lors que la procédure prescrite par la directive a été respectée. Comme la Commission l'a déjà souligné, les cas de mauvaise application concernant cette directive soulèvent le plus souvent des questions de fait. Un contrôle des violations éventuelles a donc toutes chances de s'exercer le plus efficacement de manière décentralisée, notamment à travers les instances administratives et judiciaires nationales compétentes.

Certains cas d'application incorrecte ont donné lieu à l'ouverture de procédures.

La Commission a décidé de renvoyer devant la Cour le cas du Luxembourg qui a autorisé un projet d'autoroute sur son territoire sans observer la procédure d'évaluation d'impact requise par la directive. Elle a introduit une saisine de la Cour contre l'Espagne, ce pays n'ayant pas procédé à une étude d'impact dans le cadre du projet de modification de la ligne de chemin de fer Valence-Tarragone. Le recours contre l'Espagne, concernant l'infraction à la directive dans le cas du projet de voie rapide Oviedo-Llanera (Asturies) est en cours d'examen.

En l'absence de réponse à l'avis motivé qu'elle avait adressé à l'Italie pour n'avoir pas statué sur l'opportunité ou non de soumettre à la procédure d'évaluation de l'impact environnemental un projet routier relevant de l'annexe II de la directive, prévu dans la province de Teramo (Abruzzes), la Commission a décidé de traduire cet État membre devant la Cour.

La Commission a décidé de saisir la Cour contre le Portugal, en raison de l'absence d'une évaluation de l'impact sur l'environnement en ce qui concerne la construction d'une zone résidentielle dans le site naturel protégé de Sintra/Cascais.

La Commission a, en outre, adressé des avis motivés:

- à la France pour avoir exclu certains projets de petite taille de l'exigence de procéder à une évaluation de leur impact environnemental, alors même que ces projets pouvaient avoir des effets non négligeables sur l'environnement;

- au Portugal pour n'avoir pas suivi les procédures d'évaluation environnementale définies à l'article 5 et à l'article 6, paragraphe 2, de la directive, dans le cadre d'un projet de voie express reliant Lisbonne à l'Algarve¹⁸;
- au Royaume-Uni pour application incorrecte de l'article 4 de la directive en ce qui concerne l'aménagement d'un grand complexe de loisirs sur l'emplacement du Crystal Palace, projet qui relève de l'annexe II de la directive. Une réponse remise par le Royaume-Uni est à l'étude;
- à l'Espagne pour n'avoir pas appliqué de la manière prescrite par la directive la procédure d'évaluation de l'incidence environnementale en ce qui concerne la construction d'un dépôt de déchets toxiques près de l'aéroport de Sondika (Bilbao). La réponse de l'Espagne est actuellement examinée;
- aux Pays-Bas pour application incorrecte des critères visés à l'annexe III de la directive, en ce qui concerne certains projets de digues;
- à l'Irlande, ce pays n'ayant pas convenablement observé les procédures d'évaluation de l'incidence sur l'environnement pour une série de projets, parmi lesquels des projets d'urbanisme et des projets routiers. Un avis motivé, émis pour non-exécution des évaluations d'impact environnemental au sujet de plusieurs projets conjugués de développement urbain à Ballymun, comté de Dublin, est traité sous cette procédure. Une réponse transmise par l'Irlande sur ce sujet est actuellement examinée.
- à l'Irlande (deux avis motivés) pour n'avoir pas suivi la procédure d'évaluation environnementale en ce qui concerne certains projets d'extraction de tourbe.

La Commission a décidé d'envoyer un avis motivé supplémentaire à l'Italie qui a autorisé un projet de décharge de déchets urbains à Spoltore (Pescara) sans appliquer la procédure d'étude d'impact demandée par la directive.

S'agissant de l'avis motivé adressé au Portugal pour insuffisance de consultation publique en ce qui concerne certains projets de voie rapide, la Commission étudie actuellement la réponse communiquée par ce pays. À la suite de l'envoi d'un avis motivé à l'Espagne au sujet de l'étude d'impact du projet de construction d'un aéroport à Ciudad Real, la Commission a demandé un supplément d'informations aux autorités espagnoles et attend leur réponse.

Après avoir d'abord adressé un avis motivé pour infraction à la directive à propos de l'autorisation donnée au projet de voie express «Acceso Norte al Puerto de Algeciras», la Commission a jugé, après un examen technique détaillé, que le projet en question ne relevait pas de l'annexe I et a classé le dossier.

3. Air

La directive 96/62/CE du Conseil concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant constitue la base d'une série d'actes communautaires à adopter pour fixer de nouvelles valeurs limites pour les polluants atmosphériques, à commencer par ceux déjà couverts par les directives existantes, ainsi que pour déterminer des seuils d'information et d'alerte, pour harmoniser les méthodes d'évaluation de la qualité de l'air et pour permettre une

¹⁸ Voir également au chapitre «Nature» infra.

meilleure gestion de la qualité de l'air dans un souci de protection de la santé et des écosystèmes.

L'article 3 de la directive devait être transposé pour le 21 mai 1998. Fin 2001, tous les États membres à l'exception de l'Espagne s'étaient acquittés de leur obligation de notification des mesures de transposition de l'article 3 de la directive. Saisie par la Commission, la Cour a condamné l'Espagne, constatant que cet État membre n'avait pas adopté dans les délais prescrits les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour désigner les autorités compétentes et les organismes visés au premier alinéa de l'article 3 (arrêt du 13 septembre 2001 dans l'affaire C-417/99).

Tous les autres articles de la directive devaient être transposés au 19 juillet 2001. Fin 2001, la Belgique (région Flandre), le Royaume-Uni, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et l'Allemagne n'avaient toujours pas communiqué les mesures nationales de transposition concernant ces articles.

La directive 97/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers devait être transposée pour le 30 juin 1998 au plus tard. Fin 2001, tous les États membres avaient finalement transposé la directive. La France a adopté et communiqué à la Commission les mesures de transposition cette directive, après avoir été condamnée par la Cour pour non-communication des mesures nécessaires (arrêt du 23 novembre 2000 dans l'affaire C-320/99).

La directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 93/12/CEE du Conseil¹⁹ devait faire l'objet d'une transposition pour le 1^{er} juillet 1999 au plus tard. La Commission a saisi la Cour d'un recours contre le Royaume-Uni pour non-communication des mesures de transposition en ce qui concerne Gibraltar (affaire C-30/01), dans le cadre de l'action plus large qu'elle a engagée contre cet État membre au motif que celui-ci estime qu'il n'y a pas lieu de transposer la législation communautaire sur la libre circulation des marchandises dans le cas de Gibraltar (cf. infra). Fin 2001, tous les autres États membres avaient adopté et communiqué les mesures de transposition de la directive.

La directive 1999/32/CE du Conseil du 26 avril 1999 relative à la réduction de la teneur en soufre de quelques combustibles liquides, et à la modification de la directive 93/12/CEE²⁰ devait être transposée pour le 1^{er} juillet 2000. Fin 2001, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni (pour une partie de son territoire) ne s'étaient toujours pas conformés à leur obligation d'adopter et de transmettre leurs mesures de transposition. La Commission a donc poursuivi les procédures d'infraction pour non-communication des mesures de transposition, engagées contre ces États membres.

Plusieurs directives concernant le secteur de l'air devaient faire l'objet d'une transposition en 2001.

¹⁹ JO L 350 du 28.12.1998, p. 58.

²⁰ JO L 121 du 11.5.1999 p.13.

La directive 1999/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation de voitures particulières neuves²¹ devait être transposée pour le 18 janvier 2001 au plus tard. Fin 2001, plusieurs États membres (Allemagne, Espagne, France, Italie, Portugal, Royaume-Uni et Grèce) n'avaient toujours pas adopté et communiqué les mesures nécessaires à la Commission. Celle-ci a décidé d'entamer des poursuites pour non-communication contre ces États membres.

La décision n° 1753/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 2000 établissant un programme de surveillance de la moyenne des émissions spécifiques de CO₂ dues aux véhicules particuliers neufs fixe deux échéances pour les États membres: une concernant la collecte, la communication et le suivi des informations ainsi que la soumission des rapports de mise en œuvre (28 février 2001) et une autre pour la communication des données relatives aux émissions de CO₂ des véhicules particuliers (1^{er} juillet 2001). La Commission a engagé des procédures d'infraction contre onze États membres, fondées sur le fait que ceux-ci ne lui ont pas communiqué les informations voulues dans les délais prescrits.

La directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations²² venait à échéance de transposition au 1^{er} avril 2001. Fin 2001, seuls cinq États membres (l'Allemagne, le Luxembourg, le Portugal, la Suède et les Pays-Bas) avaient adopté la directive dans sa totalité et communiqué leurs mesures de transposition. La Commission a poursuivi les procédures d'infraction pour non-communication contre tous les autres États membres.

La directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant²³ devait être transposée pour le 19 juillet 2001. Fin 2001, seuls six États membres (l'Autriche, le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande, le Luxembourg et la Suède) avaient adopté et communiqué leurs mesures de transposition complètes à la Commission. Les procédures d'infraction pour non-communication sont maintenues contre tous les autres États membres.

S'agissant de la directive 2000/71/CE de la Commission du 7 novembre 2000 portant adaptation au progrès technique des méthodes de mesure fixées dans les annexes I, II, III et IV de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil, le délai de transposition expirait au 1^{er} janvier 2001. Fin 2001, trois États membres (l'Autriche, la Grèce et l'Italie) n'avaient toujours pas adopté et communiqué les mesures de transposition nécessaires à la Commission. Une saisine de la Cour a été effectuée à l'encontre de ces trois pays pour manquement à l'obligation de communication.

La Commission a engagé les actions suivantes à la suite de problèmes de non-conformité dans le secteur de l'air:

- elle a adressé un avis motivé à l'Italie, étant donné que la législation de cet État membre autorise l'emploi des HCFC dans certaines installations de lutte contre

²¹ JO L 12 du 18.1.2000, p.16.

²² JO L 85 du 29.3.1999, p. 1.

²³ JO L 163 du 29.6.1999, p. 41.

l'incendie, en violation du règlement (CE) n° 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

- elle a décidé d'envoyer un avis motivé à l'Autriche, du fait de l'incompatibilité de certaines dispositions de la législation de ce pays avec l'article 5 et avec l'annexe I de la directive 92/72/CE du Conseil concernant la pollution de l'air par l'ozone;
- elle a adressé un avis motivé à l'Autriche, en raison de l'absence de transposition de la directive 89/369/CEE du Conseil concernant la prévention de la pollution atmosphérique en provenance des installations nouvelles d'incinération des déchets municipaux. Jugeant que la réponse transmise par l'Autriche n'était pas satisfaisante, la Commission a décidé d'engager un recours devant la Cour contre cet État membre;
- elle a décidé d'émettre un avis motivé à l'encontre de la Suède, ce pays ayant donné au terme «installation nouvelle» une définition différente de celle de la directive 88/609/CEE du Conseil relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion.

Des actions ont en outre été engagées au titre d'une mauvaise application de la directive 89/369/CEE concernant la prévention de la pollution atmosphérique en provenance des installations nouvelles d'incinération des déchets municipaux. La Commission a poursuivi le recours introduit contre l'Espagne (affaire C-139/00) pour avoir autorisé des incinérateurs contrevenant à la directive et a saisi la Cour contre la France pour violation de cette même directive.

4. Eau

Le contrôle de la mise en œuvre de la législation communautaire relative à la qualité de l'eau continue de faire l'objet d'une activité importante de la part de la Commission. Cette situation s'explique par l'importance quantitative et qualitative des obligations découlant du droit communautaire qui pèsent sur les États membres en la matière, ainsi que par la sensibilité croissante des citoyens aux questions de protection de la qualité de l'eau.

S'agissant de la directive 75/440/CEE relative aux eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les États membres, plusieurs procédures d'infraction sont en cours. Ces dernières portent notamment sur l'établissement de plans d'action organiques (article 4, paragraphe 2), qui constituent un outil essentiel pour la protection de l'eau (nitrates, pesticides, etc.), ainsi que sur les conditions de mise en œuvre des dérogations prévues à l'article 4, paragraphe 3.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 8 mars 2001 (affaire C-266/99), la Cour a déclaré que, en s'abstenant de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que la qualité des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire est conforme aux valeurs fixées selon l'article 3 de la directive 75/440/CEE, la France avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 4 de ladite directive. La France ne s'étant pas conformée à l'arrêt, la Commission a décidé de lui adresser une lettre de mise en demeure sur le fondement de l'article 228 du traité CE.

Par ailleurs, la Commission a pu classer le recours (affaire C-375/00) qu'elle avait introduit contre l'Italie, concernant l'absence de tout programme d'action organique pour la Lombardie, après que ce pays lui eut communiqué le programme d'action nécessaire.

S'agissant de la directive 76/160/CEE relative à la qualité des eaux de baignade, le taux de surveillance des zones de baignade et la qualité des eaux tendent à augmenter. Cependant, malgré ces progrès, des procédures d'infraction se poursuivent contre la plupart des États membres, dans la mesure où les exigences de la directive sont encore loin d'être pleinement respectées.

La Commission, ayant constaté que toutes les eaux de baignade concernées étaient finalement conformes aux normes obligatoires applicables, a décidé de classer la procédure (affaire 85/01) qu'elle avait introduite en application de l'article 228 contre le Royaume-Uni pour non-exécution de l'arrêt de la Cour du 14 juillet 1993 concernant certaines eaux de baignade, le long de la côte de la Fylde, dans le nord-ouest de l'Angleterre.

La Commission a traduit l'Espagne devant la Cour (affaire C-278/01) suivant la procédure prévue à l'article 228 du traité, pour manquement à se conformer à l'arrêt du 12 février 1998 (affaire C-92/96) par lequel la Cour déclarait que l'Espagne n'avait pas agi pour amener la qualité des eaux de baignade intérieures aux valeurs obligatoires mentionnées par la directive.

Le 8 juin 1999, la Cour avait rendu son arrêt dans l'affaire C-198/97, établissant que l'Allemagne avait manqué à ses obligations concernant la qualité des eaux et la fréquence des échantillonnages. La Commission continue à suivre l'évolution de la situation dans les eaux de baignade allemandes à la lumière du rapport de la Commission sur la qualité des eaux de baignade. Fin 2001, la procédure d'infraction engagée en 2000 contre l'Allemagne sur la base de l'article 228 du traité pour non-exécution de l'arrêt précité restait ouverte.

Dans un arrêt du 25 mai 2000 (affaire C-307/98), la Cour avait condamné la Belgique pour avoir exclu du champ d'application de la directive, sans justifications appropriées, de nombreuses zones de baignade en eaux intérieures, et pour n'avoir pas adopté, dans un délai de dix ans à compter de la notification de cette directive, les mesures nécessaires pour que la qualité des eaux de baignade soit rendue conforme aux valeurs limites fixées par ladite directive. La Commission examine actuellement la réponse à la lettre de mise en demeure qui avait été adressée à la Belgique en application de l'article 228 du traité pour le non-respect de l'arrêt susmentionné.

La Commission publie régulièrement un rapport annuel sur la qualité des eaux de baignade afin de contrôler la conformité aux paramètres de qualité de l'eau et de fréquence d'échantillonnage de la directive 76/160/CEE. En 2001, les procédures d'infraction horizontales fondées sur les résultats de ces rapports se sont développées comme suit:

La Cour a condamné trois États membres en ce qui concerne la qualité des eaux et/ou la fréquence des échantillonnages: la France (affaire C-147/00, arrêt du 15 mars 2001), le Royaume-Uni (affaire C-427/00, arrêt du 13 novembre 2001) et la Suède (affaire C-368/00, arrêt du 14 juin 2001). La Commission a poursuivi la procédure engagée contre les Pays-Bas (affaire C-268/00) et a introduit des actions similaires contre le Portugal (affaire C-272/01) et contre le Danemark (affaire C-226/01). Les procédures d'infraction ouvertes pour le même

grief contre la Finlande et l'Italie ont été classées au vu des résultats apparaissant dans le rapport de la Commission sur la qualité des eaux de baignade pour la saison balnéaire 2000.

La Commission a en outre décidé de saisir la Cour d'un recours contre la France qui n'a pas transmis à la Commission les informations requises sur la qualité des eaux de baignade durant la saison balnéaire 1999.

Des procédures d'infraction ont été engagées à l'encontre de la plupart des États membres pour ce qui concerne la mise en œuvre de la directive 76/464/CEE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique, ainsi que des directives fixant des normes spécifiques par substance.

Fin 2001, la Cour avait rendu des arrêts contre le Luxembourg (affaire C-206/96), l'Espagne (affaire C-214/96), l'Italie (affaire C-285/96), la Belgique (affaire C-207/97), la Grèce (affaire C-384/97), l'Allemagne (affaire C-184/97), le Portugal (affaire C-261/98) et les Pays-Bas (affaire C-152/98), arrêts constatant que ces États membres avaient manqué à leurs obligations en n'établissant pas de programmes comprenant des objectifs de qualité afin de réduire la pollution par ces substances. Les pays concernés n'ont pas pour l'heure communiqué des mesures suffisantes pour la conformité avec l'article 7 de la directive. La Commission a poursuivi les procédures d'infraction pour non-exécution des arrêts précités, engagées sur la base de l'article 228 contre le Luxembourg, l'Espagne et l'Italie, et a par ailleurs ouvert des procédures semblables contre la Belgique, la Grèce et le Portugal. Les mesures communiquées par l'Allemagne et la Belgique à la fin de 2001 sont en cours d'examen dans les services de la Commission.

La Commission a saisi la Cour d'un recours similaire contre la France (affaire C-130/01). S'agissant des mesures supplémentaires communiquées par l'Irlande, la Commission a conclu, après les avoir examinées, que la décision qu'elle avait prise de saisir la Cour à l'encontre de ce pays était justifiée et a ordonné son exécution immédiate.

La Commission a été en mesure de classer la procédure engagée en application de l'article 228 contre la Grèce pour non-exécution de l'arrêt du 11 juin 1998 (affaires jointes C-232/95 et C-233/95), la Grèce ayant mis en place les programmes de réduction de la pollution par les substances de la liste II de la directive 76/464/CEE pour ce qui est du lac Vegoritis et du golfe Pagasétique.

La Commission entend faciliter l'adoption de programmes par les États membres conformément à l'article 7 de la directive 76/464/CEE en élaborant un document d'orientation en la matière. Ce document a pour objet d'aider les États membres à mettre en œuvre la directive existante (article 7 de la directive 76/464/CEE) et la nouvelle directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE). Huit aspects devant être inclus dans les programmes de réduction de la pollution y seront répertoriés.

Après examen des mesures prises en ce qui concerne une usine agro-alimentaire à Santo Tirso (construction d'une installation de traitement d'eau) et des conclusions du suivi effectué par les autorités portugaises, la Commission a estimé que les rejets d'eau étaient conformes aux exigences de la directive 76/464/CEE et a en conséquence classé le dossier.

Alors qu'elle avait décidé de saisir la Cour d'un recours contre le Royaume-Uni en raison de l'absence de désignation suffisante des eaux concernées par la directive 79/923/CEE relative aux eaux conchylicoles, ainsi que de programmes d'amélioration et de suivi approprié des eaux en question, la Commission a été en mesure de classer la procédure à la suite de la communication par les autorités britanniques d'un nombre considérable d'eaux conchylicoles ayant été désignées récemment et de programmes d'amélioration correspondants, ainsi que de mesures de contrôle.

La Commission a adressé un avis motivé à l'Irlande pour l'absence des programmes prévus par l'article 5 de la directive.

La Commission a poursuivi le recours contre l'Irlande (affaire C-316/00) pour application incorrecte de la directive 80/778/CEE, compte tenu de la présence importante de contaminants microbiologiques, décelés par l'Agence irlandaise pour la protection de l'environnement, dans des eaux destinées à la consommation humaine, en particulier en milieu rural.

La Commission a décidé de classer le recours engagé contre le Portugal pour n'avoir pas fixé, en ce qui concerne les Açores, de valeurs limites pour les paramètres énumérés à l'annexe I de la directive 80/778/CEE.

La Commission avait adressé un avis motivé à l'Espagne concernant la mauvaise qualité de l'eau potable dans plusieurs villes de la province d'Alicante (Javea, Denia, Teulada-Moraira, Benitachell, Muchamiel, Bussot et Aigues). La réponse des autorités espagnoles est actuellement à l'étude. La Commission a adressé une demande pour un supplément d'informations aux autorités espagnoles afin de conclure sur leurs précédentes réponses à l'avis motivé. Un autre avis motivé a été envoyé à l'Espagne, en raison de la pollution des eaux destinées à la consommation humaine due à l'augmentation des exploitations porcines dans la région de Baix Ter dans la province de Gérone (Catalogne).

La Commission a également adressé deux avis motivés à la France concernant la mauvaise application de la directive 80/778/CEE, mais a pu classer les deux dossiers sur la base de la réponse donnée par les autorités françaises. La première affaire concernait la concentration maximale de plomb dans l'eau potable dans 8 communes de France. La seconde concernait une contravention aux articles 7, 8 et 12 de la directive 80/778/CEE à la Martinique.

La directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, qui remplacera la directive 80/778/CEE à compter de 2003²⁴, devait être transposée en droit national pour le 25 décembre 2000. Les États membres pourraient devoir prendre des mesures sans tarder afin de garantir le respect des nouvelles valeurs limites fixées par la nouvelle directive. Fin 2001, six États membres (Belgique, France, Luxembourg, Espagne, Suède et Royaume-Uni) n'avaient toujours pas adopté et communiqué les mesures de transposition complète à la Commission en application de ladite directive. La Commission a donc décidé de saisir la Cour à l'encontre de ces États membres.

La législation communautaire comprend deux instruments juridiques visant à lutter contre le problème spécifique de la pollution par les phosphates et les nitrates, ainsi que de l'eutrophisation en résultant.

²⁴ JO L 330 du 5.12.1998, p. 32.

Le premier de ces instruments est la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. Elle impose aux États membres de veiller, à partir de 1998, 2000 ou 2005, selon la taille des agglomérations, à ce que celles-ci disposent de systèmes de collecte et de traitement des eaux usées. La Commission doit donc désormais contrôler, en plus de la communication des mesures de transposition et de la conformité desdites mesures, les cas d'application incorrecte. Cette directive étant fondamentale pour l'assainissement des eaux et la lutte contre l'eutrophisation, la Commission attache une importance particulière à ce qu'elle soit mise en œuvre en temps utile.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre l'Espagne (affaire C-419/01) pour identification insuffisante et incorrecte des zones sensibles en application de l'article 5 de la directive.

La Commission a poursuivi le recours contre l'Italie (affaire C-396/00) fondé sur l'absence de traitement des eaux urbaines résiduaires dans l'agglomération de Milan, ainsi que le recours contre l'Autriche pour non-conformité de la transposition de la directive en ce qui concerne les retards accusés dans le domaine de la collecte et du traitement des eaux urbaines résiduaires. Dans ses conclusions du 11 décembre 2001, l'avocat général a déclaré que, en n'assurant pas que, pour le 31 décembre au plus tard, les rejets d'eaux urbaines résiduaires de la ville de Milan seraient soumis à un traitement plus rigoureux que le traitement secondaire ou qu'un traitement équivalent prescrit par l'article 4 de la directive, l'Italie avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre l'Allemagne, principalement pour n'avoir pas démontré que les méthodes de contrôle appliquées en Allemagne sont équivalentes à celles prévues à l'annexe I, point D, de la directive.

La Commission a également décidé de saisir la Cour contre la Belgique, la France et la Grèce pour plusieurs infractions à la directive. Le dossier contre la Belgique concerne la mise en œuvre tardive de la directive sur le point de la construction d'égouts et d'installations de traitement des eaux usées. Le dossier contre la France concerne un manque dans l'identification des zones sensibles et des insuffisances dans le traitement de l'eau.

Au sujet de la Grèce, la Commission a décidé de saisir la Cour en raison de l'absence de conformité à l'article 3, paragraphe 1, et à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 91/271/CEE dans la région d'Elefsina. La Commission a en outre poursuivi la procédure d'infraction contre la Grèce, concernant deux projets de construction d'unités de traitement d'eau, la première à Psittalia-Athènes (saisine décidée en 2001) et la seconde à Thessalonique (avis motivé adressé en 2001).

La Commission a enfin adressé un avis motivé au Royaume-Uni pour n'avoir pas correctement désigné et répertorié les zones sensibles et moins sensibles en vertu de la directive 91/271/CEE. Une évaluation technique de la réponse donnée par le Royaume-Uni est en cours.

Le second instrument de la lutte contre l'eutrophisation est la directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution causée par les nitrates d'origine agricole.

La Commission a continué à accorder une grande importance aux procédures engagées pour faire respecter cette directive.

Par un arrêt du 13 avril 2000, la Cour a condamné l'Espagne (affaire C-274/98) pour n'avoir pas établi les programmes d'action visés à l'article 5 de la directive. La Commission a envoyé une lettre de mise en demeure fondée sur l'article 228 pour non-exécution de cet arrêt. Après avoir reçu de l'Espagne tous les programmes d'action nécessaires, la Commission a été en mesure de classer le dossier.

Le 8 novembre 2001, la Cour a rendu son arrêt dans l'affaire contre l'Italie concernant les programmes d'action et les exigences de rapport (affaire C-127/99). La Cour a condamné l'Italie, constatant que cet État membre n'avait pas établi de programmes d'action au sens de l'article 5 de la directive, ni effectué les opérations de contrôle prescrites par l'article 6 de ladite directive, ni non plus adressé à la Commission le rapport prévu à l'article 10 de la directive.

Dans ses conclusions du 29 novembre 2001 dans l'affaire C-258/00 contre la France, l'avocat général Geelhoed s'est rangé aux arguments de la Commission et a demandé que la Cour déclare que la France, en ne désignant pas de façon correcte les zones vulnérables, avait contrevenu à l'article 3 et à l'annexe I de la directive.

La Commission a traduit l'Irlande devant la Cour (affaire C-396/01) pour l'absence de désignation de toute zone vulnérable et a décidé de saisir la Cour contre la Belgique pour transposition non conforme en ce qui concerne les mesures nationales d'exécution, l'élaboration de codes de pratique et la désignation de zones vulnérables.

La Commission a envoyé un avis motivé à la fois au Portugal et à la Suède pour désignation insuffisante de zones vulnérables.

Les procédures intentées contre l'Allemagne (affaire C-161/00) en raison de la non-conformité des programmes d'action engagés, et contre les Pays-Bas (affaire C-322/00) pour plusieurs insuffisances des programmes d'action se poursuivent. Dans ses conclusions du 4 octobre 2001 dans l'affaire C-161/00, l'avocat général a estimé que l'Allemagne avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 4, et du point 2 de l'annexe III de la directive.

Par ailleurs, la saisine décidée contre la Grèce en 1999, en ce qui concerne le manque de programmes d'action, la non-adoption de codes de bonnes pratiques agricoles et certaines mesures de contrôle a été classée après que la Grèce eut pris toutes les mesures nécessaires.

La Commission a saisi la Cour contre la Belgique pour application incorrecte des articles 3, 5, 10 et 12 de la directive, eu égard notamment à l'identification insuffisante des eaux polluées ou des eaux menacées de pollution, à la désignation insuffisante des zones vulnérables et à l'absence de programmes d'action publiés pour les zones vulnérables.

Dans son arrêt du 7 décembre 2000 (affaire C-69/99), la Cour avait condamné le Royaume-Uni, constatant que cet État membre n'avait pas adopté toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux obligations visées à l'article 3, paragraphes 1 et 2 (désignation des zones vulnérables) et à l'article 5 (établissement de programmes d'action). Compte tenu que le

Royaume-Uni ne s'est toujours pas mis en conformité avec l'article 3, paragraphes 1 et 2, la Commission a envoyé une lettre de mise en demeure sur le fondement de l'article 228.

Par l'arrêt rendu le 8 mars 2001, la Cour a condamné le Luxembourg dans l'affaire C-266/00 pour manquement à adopter les mesures de transposition nécessaires pour se conformer à plusieurs dispositions de la directive.

S'agissant de la procédure ouverte contre la Finlande, dont les programmes d'action présentaient des insuffisances touchant aux périodes d'interdiction, à la capacité des cuves de stockage et aux règles applicables à l'épandage du lisier, la Commission a été en mesure de classer le dossier, cet État membre ayant adopté et communiqué de nouvelles mesures à la suite de l'avis motivé envoyé par la Commission.

Dans le secteur de l'eau, la Commission a également décidé de saisir la Cour à l'encontre de la Belgique au sujet de la directive 91/692/CEE visant à la standardisation et à la rationalisation des rapports. Il est en effet apparu, après examen des réponses présentées par la Belgique, que ce pays n'avait pas envoyé, en ce qui concerne la région Bruxelles-Capitale, tous les rapports nécessaires à plusieurs directives dans le secteur de l'eau.

Dans son arrêt du 12 décembre 2000 (affaire C-435/99), la Cour a condamné le Portugal pour n'avoir pas fourni de rapports dans le secteur de l'eau jusqu'en 1999. Comme il n'était pas possible d'obtenir l'information pour les années concernées, la Commission a classé l'affaire.

5. Nature

Les deux principaux instruments juridiques pour la protection de la nature sont la directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages et la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

S'agissant de la transposition de la directive 79/409/CEE, plusieurs problèmes de non-conformité subsistent, notamment pour ce qui est de la chasse et des dérogations (article 7, paragraphe 4, et article 9).

Ainsi, dans un arrêt rendu le 7 décembre 2000 contre la France concernant les dates d'ouverture et de clôture de la saison de chasse pour les oiseaux migrateurs (affaire C-38/99), la Cour a constaté que la France, en ne communiquant pas toutes les mesures de transposition applicables à l'ensemble de son territoire et en ne mettant pas en œuvre correctement la disposition précitée, n'avait pas transposé correctement l'article 7, paragraphe 4, de la directive. Le nouveau régime des périodes de chasse adopté par la France en 2000 pose toujours des problèmes eu égard à l'article 7, paragraphe 4, de la directive.

Dans son arrêt du 17 mai 2001 (affaire C-159/99), la Cour a déclaré qu'en établissant des règles pour la capture et la conservation des espèces *Passer italiae*, *Passer montanus* et *Sturnus vulgaris*, contrairement aux dispositions combinées des articles 5 et 7 de la directive, l'Italie a manqué aux obligations lui incombant en vertu de la directive.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre la Suède pour mauvaise transposition de l'article 4, paragraphe 4, de la directive 79/409/CEE, tel que remplacé par l'article 6,

paragraphes 3 et 4, de la directive 92/43/CEE, de l'article 6, paragraphe 3, et de l'article 9, paragraphe 2, de la directive 79/409/CEE.

La Commission a également décidé de saisir la Cour d'un recours contre la Grèce, concernant la durée de la période de chasse. L'exécution de cette décision a été repoussée afin d'examiner la modification d'une récente décision ministérielle relative à la période de chasse.

La Commission a adressé un avis motivé à l'Allemagne et a décidé de saisir la Cour à son encontre, au vu du fait que la législation sur la chasse de ce pays est contraire à l'article 7, paragraphe 4, et à l'article 8, paragraphe 1, de la directive 79/409/CEE.

En effet, la législation allemande déclare chassables plusieurs espèces de canards sauvages que la directive interdit de chasser. En outre, l'Allemagne autorise la chasse de certaines espèces durant des périodes interdites par la directive et durant la nuit.

La Commission a envoyé un avis motivé supplémentaire à la Finlande pour non-conformité à l'article 7, paragraphe 4, et à l'article 9 de la directive de la législation finlandaise relative à la chasse (chasse de certaines espèces d'oiseaux aquatiques pendant le printemps, et saison de chasse de certaines espèces d'oiseaux).

À la suite de l'avis motivé adressé à l'Espagne au début de 2000, concernant la chasse de certaines espèces d'oiseaux migrateurs dans la province de Guipúzcoa, une réponse est parvenue à la Commission qui est actuellement examinée.

La procédure d'infraction concernant les pratiques de chasse dans les deux zones françaises de protection spéciale de la Baie de Canche et du Platier d'Oye a été classée, faute d'avoir pu démontrer l'incompatibilité de ces pratiques avec les objectifs de conservation de la directive.

D'autres cas de non-conformité avec la directive 79/409/CEE ont été traités durant l'année 2000.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre la Belgique (affaire C-377/01) pour non-transposition de l'article 5, points c) et e), et de l'article 6, paragraphe 1, de la directive 79/409/CEE, ainsi que pour mauvaise transposition de l'article 4, paragraphes 1, 2 et 4, et de l'annexe I de la directive 79/409/CEE (affaire C-415/01).

La Commission a transmis un avis motivé aux Pays-Bas pour avoir autorisé à une grande échelle, l'enlèvement des œufs de vanneau (*Vanellus vanellus*), contrairement aux prescriptions des articles 5 et 9 de la directive.

La Commission a adressé un avis motivé à l'Espagne pour avoir autorisé la chasse à la glu (méthode qui n'est pas sélective) dans la communauté autonome de Valence, contrairement à l'article 8 et au point (a) de l'annexe IV de la directive.

La Commission a envoyé un avis motivé au Portugal en raison de l'autorisation de pratiques de chasse qui ne sont pas totalement conformes à l'article 7, paragraphes 3 et 4, et à l'article 8 de la directive.

Fin 2000, soit six ans et demi après l'expiration du délai fixé au mois de juin 1994, les derniers États membres avaient finalement notifié à la Commission les mesures de transposition de la directive 92/43/CEE. Toutefois, dans de nombreux cas, la transposition s'est avérée insuffisante, notamment en ce qui concerne l'article 6 (régime de protection des habitats intégrés dans les futures zones spéciales de conservation) et les articles 12 à 16 (régime de protection des espèces).

Ainsi, dans son arrêt du 6 juin 2000 (affaire C-256/98), la Cour a condamné la France pour n'avoir pas adopté dans le délai prescrit toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive. La France ayant à la fin décembre 2001 communiqué toutes les mesures de transposition de l'article 6 de la directive, les procédures d'infraction ouvertes à son encontre en application de l'article 228 du traité ont été classées.

La Commission a également décidé de renvoyer le Luxembourg (affaire C-75/01) et la Belgique (C-324/01) devant la Cour pour non-application d'un certain nombre de dispositions de la directive.

La Commission a décidé de citer le Portugal devant la Cour pour transposition incorrecte de plusieurs dispositions de la directive 92/43/CEE et de la directive 79/409/CEE.

La Cour a également été saisie d'un recours contre la Suède (affaire C-279/01) pour transposition incorrecte de l'article 4, paragraphe 5, de l'article 5, paragraphe 4, de l'article 6, paragraphes 2 à 4, ainsi que des articles 15 et 16 de la directive 92/43/CEE.

La Commission a décidé de saisir la Cour contre l'Italie pour mauvaise transposition des articles 5, 6 et 7 de la directive.

La Commission a adressé un avis motivé au Royaume-Uni pour défaut de transposition de plusieurs dispositions de la directive 92/43/CEE et aux Pays-Bas pour le même grief, auquel s'ajoute une mauvaise transposition de l'article 4, paragraphes 1 et 2 de la directive 79/409/CEE. Le Royaume-Uni a répondu et les compléments d'information qu'il a transmis font l'objet d'une évaluation technique.

La Commission a envoyé un avis motivé à la France pour non-conformité de sa législation avec la directive 92/43/CEE en ce qui concerne la protection des loups. Après analyse de la réponse de la France à l'avis motivé, et constatant que les dispositions concernées ont été abrogées, la Commission a pu classer le dossier.

S'agissant de l'application des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE, les principaux problèmes ont, comme par le passé, trait à la désignation et à la protection des sites présentant un intérêt naturel, qu'il s'agisse du classement de sites en zones de protection spéciale pour les oiseaux et de l'établissement de listes nationales pour d'autres sites devant rejoindre le réseau Natura 2000, ou de la protection de ces sites.

Comme l'indiquait la précédente édition du présent rapport, le classement, conformément à l'article 4 de la directive 79/409/CEE, de zones de protection spéciale (ZPS) pour les oiseaux sauvages dès lors que sont réunis les critères ornithologiques objectifs qui imposent ce classement, continue de soulever des difficultés vis-à-vis de plusieurs États membres.

La Commission poursuit des procédures d'infractions concernant plusieurs cas particuliers d'importance significative.

La Cour avait rendu en 1999 deux arrêts contre la France. Dans le premier (affaire C-166/97), elle reconnaissait le manquement de cet État membre en ce qui concerne le classement en zone de protection spéciale d'une superficie suffisante dans l'estuaire de la Seine, ainsi que l'adoption de mesures visant à conférer à la ZPS classée un statut juridique suffisant conformément à l'article 4, paragraphes 1 et 2, de la directive. La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la France pour ne pas avoir pris toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de cet arrêt en ce qui concerne le second grief.

Dans son second arrêt (affaire C-96/98), la Cour constatait que la France, en n'ayant pas classé en zone de protection spéciale, dans le délai prescrit, une superficie suffisante dans le Marais poitevin, en n'ayant pas adopté de mesures conférant aux zones de protection spéciale classées dans le Marais poitevin un statut juridique suffisant, et en n'ayant pas pris les mesures appropriées pour éviter la détérioration tant des sites du Marais poitevin classés en zones de protection spéciale que de certains de ceux qui auraient dû l'être, avait manqué à ses obligations. La Commission a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de la France pour non-exécution de cet arrêt, sur la base de l'article 228 du traité. Les mesures notifiées par cet État membre à la fin 2001 sont en cours d'examen à la Commission.

Le 7 décembre 2000, la Cour a rendu un nouvel arrêt (affaire C-374/98) contre la France pour des griefs similaires, estimant qu'en ne classant en ZPS aucun territoire du site des Basses Corbières et en omettant d'adopter pour ce site des mesures de conservation spéciale suffisantes quant à leur étendue géographique, elle ne s'était pas acquittée des obligations lui incombant en vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la directive. Dans cette affaire également, la Commission a décidé d'envoyer un avis motivé fondé sur l'article 228 à la France pour non-exécution de l'arrêt.

Alors que certaines zones auraient dû être classées en ZPS au moment de l'entrée en vigueur de la directive, soit en 1981, les sites existants dans plusieurs États membres sont toujours trop peu nombreux ou ont une superficie trop faible. La Commission privilégie actuellement la poursuite de procédures d'infractions générales contre cette insuffisance globale, plutôt que la poursuite de l'absence de classement et de protection de chaque site individuel.

Ainsi, la Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours concernant la France pour désignation insuffisante de zones de protection spéciale en vertu de l'article 4, paragraphes 1 et 2, de la directive. Les procédures engagées précédemment en ce qui concerne deux zones distinctes (la plaine des Maures et les basses vallées de l'Aude) ont été classées, cette zone ayant été désignée comme zone de protection spéciale et des mesures de protection du site ayant été adoptées.

La Commission a également engagé des recours contre d'autres États membres pour le même grief. Elle a poursuivi la saisine contre la Finlande (affaire C-240/00) et a introduit des poursuites du même type contre l'Italie (affaire C-378/01). Elle a par ailleurs, après avoir examiné les mesures communiquées par le Portugal, décidé d'exécuter sans autre délai sa précédente décision de saisir la Cour contre cet État membre. La Commission a également adressé un avis motivé à l'Irlande pour n'avoir pas classé un nombre suffisant de ZPS, ni

sauvegardé de façon adéquate des sites classés et non classés. Une récente réponse de l'Espagne au précédent avis motivé de la Commission pour classement d'un nombre suffisant de ZPS est en cours d'évaluation.

La Commission a été en mesure de clore un recours qui avait été institué contre l'Espagne (affaire C-354/00) pour classement d'un nombre insuffisant de ZPS dans la région de Murcie, cet État membre ayant procédé à des désignations supplémentaires.

Après avoir examiné un nombre important de nouvelles zones de protection spéciale classées par les Pays-Bas, la Commission a arrêté la procédure qui avait été engagée sur la base de l'article 228 pour amener cet État membre à se conformer à l'arrêt de la Cour du 19 mai 1998 (affaire C-3/96).

La question du classement d'un nombre insuffisant de ZPS par le Luxembourg est maintenant examinée dans le cadre d'une procédure plus générale portant sur l'insuffisance du cadre juridique national en ce qui concerne la protection des ZPS. Le dossier contre l'Allemagne a été classé, ce pays ayant beaucoup avancé dans la désignation des ZPS. Cette affaire était basée sur l'étude IBA (*International Bird Areas* – zones importantes pour la conservation des oiseaux) de 1989, mais elle n'exclut pas que soient relevés de nouveaux cas d'infraction fondés sur des études plus récentes, telle que l'étude IBA 2000.

Les États membres ont continué à proposer des zones de conservation conformément à l'article 4, paragraphe 1, au sens de la directive 92/43/CEE.

Dans son arrêt du 11 septembre 2001, la Cour a condamné l'Irlande (affaire C-67/99), l'Allemagne (affaire C-71/99) et la France (affaire C-220/99) pour ne pas avoir transmis à la Commission, dans les délais prescrits, la liste des sites visés à l'article 4, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 92/43/CEE. Dans la perspective de procédures éventuellement ouvertes sur la base de l'article 228 du traité, la Commission a envoyé une demande d'information sur les mesures prises par ces États membres pour se conformer à cet arrêt. L'Irlande, n'ayant pas donné de réponse en temps voulu, a fait l'objet d'une lettre de mise en demeure.

La Commission a décidé d'envoyer une lettre de mise en demeure supplémentaire à la Suède pour les insuffisances dans la «liste indicative» soumise par cet État membre.

S'agissant de la liste présentée par l'Autriche, la situation n'est pas entièrement satisfaisante (avis motivé envoyé en 1998); la poursuite de la procédure la concernant dépendra toutefois des séminaires biogéographiques prévus en 2002.

La liste complémentaire fournie par le Portugal à la suite de l'avis motivé envoyé en 2000 par la Commission est en cours d'examen.

Le Royaume-Uni a procédé à une révision minutieuse de ses listes nationales. La plupart des sites ainsi nouvellement identifiés ont été communiqués à la Commission. Ces nouveaux sites sont actuellement à l'étude et la Commission a décidé de maintenir la suspension de la saisine de la Cour décidée en 1999 en attendant que les sites restants aient été communiqués et que tous ces sites supplémentaires aient fait l'objet d'une évaluation formelle lors du prochain séminaire biogéographique.

La Commission a décidé de clore la procédure d'infraction contre les Pays-Bas, car il est apparu à la lumière du séminaire biogéographique atlantique que la liste complémentaire envoyée par cet État membre était substantielle et ne nécessitait que des adaptations mineures. En outre, l'affaire contre la Finlande a été classée après que ce pays eut informé la Commission que la liste qu'il avait communiquée pouvait maintenant être considérée comme définitive pour presque tous les sites initialement proposés.

La liste complémentaire de sites soumise par la Belgique en 2001 fait l'objet d'une analyse technique de la part de la Commission.

Durant 2001, la Commission a continué à définir les conditions à inclure dans les plans et programmes des Fonds structurels et dans les programmes de développement rural, imposant aux États membres de présenter les listes de sites encore en souffrance en vue de la constitution du réseau Natura 2000 conformément aux obligations qui leur incombent en vertu des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE.

La Commission continue par ailleurs de faire preuve de rigueur dans l'octroi des financements communautaires destinés à la conservation des sites dans le cadre du règlement LIFE sur les sites intégrés ou en voie d'intégration dans le réseau Natura 2000. Elle examine de plus avec vigilance le respect des règles environnementales lorsqu'elle reçoit des demandes de cofinancement au titre du Fonds de cohésion.

L'application du régime de protection spéciale conformément à l'article 4, paragraphe 4, de la directive 79/409/CEE et de l'article 6, paragraphes 2 à 4, de la directive 92/43/CEE continue à poser quelques problèmes (non-désignation de zones satisfaisant aux critères ornithologiques objectifs en tant que zones de protection spéciale et/ou refus d'octroi du régime de protection spéciale pour des projets concernant ces sites).

La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la France, compte tenu de l'insuffisance du cadre juridique national prévu pour la protection des ZPS conformément à l'article 4 de la directive 79/409/EEC. Les mesures notifiées par cet État membre à la fin de 2001 sont actuellement examinées par la Commission. Un avis motivé a été émis à l'encontre du Luxembourg pour un grief similaire.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre l'Autriche pour infraction à l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive 92/43/CEE dans le cadre d'une extension d'un terrain de golf situé dans la vallée de l'Enns qui affecte la zone de Wörschacher Moor (ZPS). La Commission examine la réponse donnée par la Belgique afin de décider de l'opportunité de poursuivre la saisine de la Cour contre la Belgique pour non-protection de la ZPS située dans la vallée de la Zwarte Beek.

La Commission a poursuivi le recours contre l'Irlande (affaire C-117/00) pour défaut d'adoption des mesures de protection contre le surpâturage des habitats des espèces d'oiseaux sauvages relevant de la directive 79/409/CEE et présents dans l'ouest de l'Irlande.

La Commission a adressé un avis motivé à la Finlande pour avoir autorisé, contrairement aux dispositions de l'article 4, paragraphe 4 de la directive 79/409/CEE, le projet de centrale

électrique et de lac artificiel de Vuotos affectant les marécages de Kemihaara, site qui aurait dû être classé ZPS.

La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la Suède pour le classement insuffisant d'une importante zone de protection pour les oiseaux (delta de l'Ume Älv) affectée par un projet de ligne de chemin de fer dans le nord de la Suède («Botniabanan»).

La Commission a décidé d'adresser un avis motivé au Portugal qui a autorisé la construction d'une digue détériorant une ZPS (Baixo Vouga) en contravention de l'article 4, paragraphe 4, de la directive 79/409/CEE.

La Commission a décidé d'envoyer un avis motivé à l'Autriche pour non-désignation de la zone de Steinfeld comme ZPS en vertu de la directive 79/409/CEE et d'un site d'importance communautaire (SIC) proposé en vertu de la directive 92/43/CEE, et pour défaut d'application de l'article 6 de cette dernière directive dans le cas de trois projets (un projet d'urbanisation, un projet de parc de loisirs et un projet d'extension d'aéroport) qui toucheront cette zone.

À la suite de l'arrêt du 7 décembre 2000 (affaire C-374/98), la Commission a dû envoyer au Portugal une lettre de mise en demeure supplémentaire, cette fois-ci sur la base de l'article 4, paragraphe 4, de la Directive 79/409/CEE, au sujet des incidences qu'aura le projet de barrage d'Abrilongo sur la ZPS de Campo Maior et sur les espèces devant être protégées conformément à ladite directive .

La Commission a adressé un avis motivé à ce même État membre pour avoir autorisé la réalisation d'un projet d'aménagement de voie rapide sans avoir procédé aux études d'impact appropriées sur le site de Castro Verde (ZPS) et sans suivre les exigences définies à l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE.

La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à l'Espagne, pour infraction à l'article 6 de la directive 92/43/CEE dans le cadre d'un plan d'irrigation affectant la ZPS de Villafáfila dans la province de Zamora.

La Commission a adressé un avis motivé à l'Autriche pour n'avoir pas délimité correctement le site de Feuchte Ebene-Leithaauen, ni appliqué correctement l'article 6, paragraphe 3, de la Directive 92/43/CEE en relation avec un projet d'aménagement d'un hippodrome affectant ce site de Basse Autriche (classé ZPS et proposé comme SIC).

La Commission a adressé un avis motivé à l'Italie, ce pays ayant négligé de prendre les mesures adéquates pour garantir que la zone d'Is Arenas (proposée comme site d'importance communautaire) ne sera pas détériorée, en violation de l'article 6, paragraphe 2 de la directive 92/43/CEE, du fait d'un projet de construction d'un village de vacances agrémenté d'un terrain de golf. La réponse donnée par l'Italie est en cours d'examen.

La Commission a envoyé un avis motivé au Portugal pour application incorrecte de l'article 6, paragraphes 3 et 4, dans le cas d'un projet de construction d'un barrage qui porte atteinte à un SIC proposé (Monchique).

La Commission a envoyé un avis motivé au Portugal pour application incorrecte de l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive 92/43/CEE et de l'article 5 de la directive 85/337/CEE sur

l'évaluation des incidences sur l'environnement dans le cas d'un projet de voie express reliant Lisbonne à la région de l'Algarve.

La Commission a envoyé un avis motivé à la France pour avoir omis la procédure prévue à l'article 6 de la directive 92/43/CEE au sujet de certains dommages causés à un site Natura 2000 dans l'est de la France.

Il faut également noter que certains problèmes d'application de la directive 92/43/CEE peuvent surgir en ce qui concerne la protection, non des sites classés ou désignés, mais des espèces. L'article 12 de la directive établit pour les espèces visées à l'annexe IV, point (a), de la directive, un régime de protection strict, auquel les États membres ne peuvent déroger qu'aux conditions indiquées à l'article 16, paragraphes 1 et 2.

Cela a par exemple amené la Commission à engager une procédure d'infraction contre la Grèce pour les menaces pesant sur une espèce de tortue (*Caretta caretta*) sur l'île de Zakynthos (affaire C-103/00). Dans ses conclusions du 25 octobre 2001, l'avocat général a déclaré que la Grèce avait violé l'article 12, paragraphe 1, points (b) et (d), en ne prenant pas les mesures nécessaires pour établir et mettre en œuvre un régime de protection strict et efficace pour cette espèce.

La Commission a également décidé d'adresser un avis motivé à l'Allemagne pour manquement à l'obligation de protéger de manière satisfaisante les habitats d'une espèce de hamster menacée d'extinction (le *Cricetus cricetus*) situés dans la Horbacher Börde, à proximité d'Aix-la-Chapelle, non loin de la frontière néerlandaise; ce site est l'un des sites les plus importants pour cette espèce dans le nord-ouest de l'Allemagne. Les mesures exécutées et envisagées par l'Allemagne pour la protection du hamster dans la zone sont en cours d'examen.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre le Royaume-Uni pour manquement à l'obligation d'assurer une protection satisfaisante au triton crêté (*Triturus cristatus*).

Elle a décidé d'envoyer un avis motivé à la France pour infraction à l'article 12, paragraphe 1, point (d), de la directive, ainsi que pour évaluation insuffisante des incidences que pourraient avoir sur l'insecte *Osmoderma eremita* le projet de voie rapide A28.

On relèvera enfin, s'agissant de l'application du règlement (CE) n° 338/97 mettant en œuvre dans la Communauté la convention de Washington de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (convention CITES), que les procédures d'infraction contre la Grèce avaient conduit celle-ci à communiquer en 1999 diverses mesures et décisions ministérielles intervenues pour compléter la loi n° 2637 du 27 août 1998 dans le cadre de la mise en œuvre du susdit règlement. La décision de porter l'affaire devant la Cour a été différée en attendant la vérification de la conformité de la législation grecque avec les exigences communautaires. Le dossier a été finalement classé, le nouveau cadre juridique communiqué à la Commission ayant été jugé conforme au règlement (CE) n° 338/97.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre la France en raison de la pollution de l'étang de Berre sur le littoral de la mer Méditerranée par d'importants rejets d'une centrale hydroélectrique.

6. Bruit

La directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments²⁵ venait à échéance de transposition au 3 juillet 2001. Cette directive abroge à compter du 3 janvier 2002 neuf directives concernant différents types d'équipement. La Commission a dû entamer des procédures d'infraction contre treize États membres. Fin 2001, des procédures d'infraction étaient toujours ouvertes contre onze États membres qui n'avaient pas encore adopté et communiqué leurs mesures de transposition, ou ne l'avaient pas fait sur la totalité de leur territoire.

7. Substances chimiques et biotechnologie

La législation communautaire relative aux substances chimiques et aux biotechnologies englobe plusieurs groupes de directives portant sur des produits ou des activités qui présentent des caractéristiques communes: complexité technique, évolution fréquente pour s'adapter aux nouvelles connaissances, champ d'application à la fois scientifique et industriel, et risques particuliers pour l'environnement.

La directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses se caractérise notamment par ses modifications fréquentes, rendues nécessaires par les progrès scientifiques et techniques. Ainsi, la directive 2000/32/CE de la Commission, du 19 mai 2000, portant vingt-sixième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE devait être transposée pour le 1^{er} juin 2001. Enfin, la date limite de transposition de la directive 2000/21/CE de la Commission, du 25 avril 2000, concernant la liste des actes communautaires communautaire mentionnée à l'article 13, paragraphe 1, cinquième tiret, de la directive 67/548/CEE était le 1^{er} avril 2001.

À cet égard, il arrive encore fréquemment que les États membres communiquent tardivement leurs mesures de transposition; toutefois, la Commission engage systématiquement des procédures à leur encontre afin de les amener à se conformer à leurs obligations.

La Commission étudie actuellement la réponse transmise par l'Allemagne à l'avis motivé qu'elle avait adressé à cet État membre pour non-conformité de la définition et du traitement des fibres (de silicates) vitreuses artificielles avec la directive 67/548/CEE.

Elle a également décidé de saisir la Cour à l'encontre du Royaume-Uni qui continue à soutenir qu'il n'y a pas lieu d'inclure le territoire de Gibraltar dans le champ d'application de la législation communautaire concernant le libre mouvement des marchandises. Ce pays n'a donc pas transposé la directive 67/548/CEE et ses directives modificatrices, la directive 93/12/CEE concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides, les directives du Conseil relatives au bruit (directive 79/113/CEE et autres) et la directive 94/62/CE du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballage.

²⁵ JO L 162 du 3.7.2000, p.1.

La directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 février 1998, concernant la mise sur le marché des produits biocides²⁶ devait être transposée par les États membres pour le 14 mai 2000 au plus tard. Fin 2001, sept États membres (Portugal, Espagne, Irlande, Royaume-Uni, Allemagne, Luxembourg et France) faisaient l'objet d'actions contentieuses devant la Cour pour non-communication des mesures de transposition.

Les expérimentations sur les animaux sont couvertes par la directive 86/609/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques.

Dans son arrêt du 18 octobre 2001, la Cour a constaté que l'Irlande n'avait pas adopté toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre correcte de l'article 2, point (d), de l'article 11 et de l'article 12 de la directive et n'avait pas non plus établi un système adéquat de pénalités pour non-conformité aux exigences de la directive (affaire C-354/99).

La Commission a poursuivi le recours engagé contre la France (affaire C-152/00), concernant la transposition incomplète et incorrecte de la directive.

La Commission a cité les Pays-Bas devant la Cour (affaire C-205/01) pour mauvaise transposition de la directive.

Afin de pouvoir examiner les récentes mesures prises par la Belgique, la Commission a décidé de suspendre la décision de traduire cet État membre devant la Cour pour l'octroi de dispenses trop nombreuses en vue de l'utilisation, à des fins expérimentales, de chats et de chiens n'ayant pas été élevés dans ce but.

La Commission a adressé un avis motivé à l'Espagne pour application incorrecte de la directive dans la communauté autonome d'Andalousie.

En ce qui concerne les micro-organismes génétiquement modifiés (MGM), leur usage est régi par la directive 90/219/CEE relative à leur usage confiné, modifiée par la directive 98/81/CE. S'agissant des organismes génétiquement modifiés (OGM), la directive 90/220/CEE, qui régit leur usage, sera remplacée par la directive 2001/18/CE (du 12 mars 2001) à compter du 17 octobre 2002, date à laquelle les États membres auront dû transposer ses dispositions. Conformément au principe de précaution, l'objectif de cette directive est de rapprocher les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres et de protéger la santé humaine et l'environnement lorsque des disséminations délibérées d'organismes génétiquement modifiés, y compris leur mise sur le marché, sont effectuées dans la Communauté.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre la France pour mauvaise transposition de plusieurs dispositions de la directive 90/219/CEE.

La directive 90/219/CEE a été modifiée par la directive 98/81/CE du Conseil du 26 octobre 1998 relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés²⁷, laquelle

²⁶ JO L 123 du 24.4.1998 p.1.

²⁷ JO L 330 du 5.12.1998, p.13.

devait être transposée pour le 5 juin 2000. Fin 2001, des procédures pour non-communication des mesures de transposition de cette directive restaient engagées à l'encontre de sept États membres, avec cinq d'entre eux déjà renvoyés devant la Cour.

Enfin, deux procédures pour application incorrecte de la directive 90/220/CEE ouvertes à l'encontre de la France sont toujours en cours.

Le premier manquement a trait aux étapes ultérieures de la procédure d'autorisation de mise sur le marché de produits consistant en OGM ou contenant des OGM. Conformément à la directive, lorsqu'une décision favorable a été prise en ce qui concerne la mise sur le marché d'un tel produit, l'autorité compétente de l'État membre qui a reçu la notification initiale doit donner son consentement par écrit à la notification de manière à permettre la mise sur le marché du produit. Or, la France n'a toujours pas donné son consentement en ce qui concerne deux décisions favorables adoptées en 1997. Cependant, dans une affaire similaire concernant du maïs, la Cour de justice avait été saisie d'une question préjudicielle posée par le Conseil d'État français (affaire C-6/99) lui demandant de se prononcer sur l'existence d'une marge d'appréciation des autorités nationales après adoption par la Commission d'une décision favorable au sens de l'article 13, paragraphe 4, de la directive 90/220/CEE. Dans sa décision du 21 mars 2000, la Cour a dit pour droit que, si, après transmission à la Commission d'une demande de mise sur le marché d'un OGM, aucun État membre n'a émis d'objection, ou si la Commission a pris une «décision favorable», l'autorité compétente qui a transmis la demande est tenue de délivrer le «consentement écrit» permettant la mise sur le marché du produit. Toutefois, si l'État membre concerné dispose entre-temps de nouveaux éléments d'information qui l'amènent à considérer que le produit en question peut présenter un risque pour la santé humaine et l'environnement, il ne sera pas tenu de donner son consentement, à condition qu'il en informe immédiatement la Commission et les autres États membres. Dans un récent arrêt, rendu le 4 novembre 2000, le Conseil d'État français a suivi la décision de la Cour, considérant qu'en l'absence de nouveaux éléments d'information concernant les risques, le ministère français ne pouvait pas remettre en question la décision prise par la Commission sur l'avis des trois comités scientifiques. La procédure contre la France demeure ouverte (elle en est actuellement au stade de l'avis motivé), la Commission examinant la possibilité d'appliquer la clause de sauvegarde prévue à l'article 16 de la directive 90/220/CEE.

La Commission a également décidé de saisir la Cour d'un recours contre la France pour non-transposition et mauvaise transposition de plusieurs dispositions de la directive 90/220/CEE.

8. Déchets

Les procédures d'infraction dans le domaine des déchets demeurent nombreuses et portent aussi bien sur la transposition formelle que sur l'application pratique. Ainsi qu'il était déjà indiqué dans la précédente édition du présent rapport, les difficultés à faire appliquer le droit communautaire dans ce secteur s'expliquent probablement autant par les nécessaires modifications des comportements des particuliers, des administrations et des entreprises, que par le coût de ces modifications.

S'agissant de la directive-cadre sur les déchets (directive 75/442/CEE, telle que modifiée par la directive 91/156/CEE), la mise en œuvre pleine et entière de ses dispositions dans les droits nationaux continue à poser des difficultés aux États membres:

- La Commission a saisi la Cour d'un recours contre l'Autriche (affaire C-194/01), celle-ci n'ayant pas transposé correctement la définition communautaire de déchets dans le droit autrichien (elle a prévu des exceptions qui ne sont pas couvertes par la définition communautaire et n'a pas transposé certaines annexes des directives 75/442/CEE et 91/689/CEE). La Commission a par ailleurs adressé un avis motivé à ce même État membre pour avoir défini «élimination» et «valorisation» autrement que dans l'annexe II de la directive 75/442/CEE et avoir négligé de transposer l'obligation d'inspection dans les législations de certains *Länder*.
- La Commission a saisi la Cour d'un recours contre le Luxembourg (affaire C-196/01) pour mauvaise transposition de la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets (catalogue) en application de la directive 75/442/CEE. Dans ses conclusions rendues le 13 décembre 2001; l'avocat général, M. Léger, marquait son accord avec la demande de la Commission.
- La Commission a adressé un avis motivé à l'Italie pour avoir établi un système de dérogation pour les installations de valorisation des déchets banals allant au-delà de l'article 11 de la directive 75/442/CEE.
- Après avoir adressé un avis motivé au Royaume-Uni et examiné la réponse reçue, la Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre cet État membre pour mauvaise transposition des articles 1 à 5, 8 et 12 à 14 de la directive 75/442/CEE.
- Ayant adressé un avis motivé à la Belgique, fondé sur le fait que les mesures de transposition adoptées par la Région wallonne ne faisaient pas entrer de définition correcte des déchets dans la législation d'application, la Commission a pu clore ce dossier après que la Belgique eut adopté et communiqué les mesures nécessaires en ce qui concerne la définition des déchets.

La plupart des difficultés rencontrées ont trait à l'application de la directive-cadre sur les déchets à des installations spécifiques. Celle-ci donne lieu à de nombreuses plaintes dénonçant essentiellement les décharges de déchets (décharges non contrôlées, contestation de la localisation des projets d'aménagement de décharges contrôlées, décharges légales mal exploitées, pollution de l'eau à la suite du déversement direct de déchets, etc.). En vertu de la directive, une autorisation préalable doit être obtenue pour la mise en exploitation d'installations d'élimination et de valorisation de déchets; dans le cas de l'élimination des déchets, cette autorisation doit d'ailleurs fixer des conditions d'exploitation qui en limitent les incidences sur l'environnement.

L'adoption par le Conseil, le 26 avril 1999, de la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets²⁸ devrait contribuer à clarifier le cadre juridique dans lequel les installations mettant en œuvre ce mode d'élimination sont autorisées dans les États membres. Cette directive devait être transposée pour le 16 juillet 2001. En ce qui concerne les décharges mises en service postérieurement, ainsi que celles existant à cette date, la directive impose des exigences plus strictes. Fin 2001, des procédures d'infraction étaient ouvertes à l'encontre de 11 États membres: la Belgique, la Finlande (pour la province d'Åland), l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni.

²⁸ JO L 182 du 16.7.1999, p.1.

Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, la Commission se fonde sur ce type de cas particuliers pour déceler d'éventuels problèmes plus généraux concernant une application incorrecte du droit communautaire, tels que l'absence ou l'inadéquation de plans de gestion des déchets, en partant de l'hypothèse qu'une décharge illégale peut révéler un besoin non satisfait de gestion des déchets.

Dans son arrêt du 4 juillet 2000, la Cour avait déclaré qu'en n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour assurer que, dans la région de La Canée, les déchets seront éliminés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans porter préjudice à l'environnement conformément aux articles 4 et 6 de la directive 75/442/CEE relative aux déchets, et à l'article 12 de la directive 78/319/CEE relative aux déchets toxiques et dangereux, la Grèce n'avait pas pris les mesures indispensables que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour du 7 avril 1992 et avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 171 (devenu article 228) du traité. Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, c'est la première fois que la Cour de justice des Communautés européennes décidait d'infliger une amende à un État membre en application de l'article 228 du traité. L'Union européenne a ainsi franchi une étape décisive à l'égard des États membres pour ce qui est du respect du droit communautaire en matière d'environnement.

Cette affaire concerne l'existence et le fonctionnement d'une décharge illégale de déchets solides située dans le ravin du Kouroupitos, dans la région de La Canée, où des déchets ménagers, des quantités limitées de déchets dangereux (comme des huiles usagées et des piles) et différents types de déchets commerciaux et industriels étaient déversés illégalement. La Cour a décidé d'infliger à la Grèce une astreinte de 20 000 euros par jour de retard dans la mise en œuvre des mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêt précité. La Commission a envoyé périodiquement aux autorités grecques des lettres demandant le paiement de l'astreinte journalière de 20 000 euros pour la période allant de juillet 2000 (à compter du 4) à février 2001 inclus. En mars 2001, le site a été fermé et les déchets traités dans une installation adéquate. La Commission a donc estimé que la Grèce s'était conformée à l'arrêt et a clôt le dossier. La Grèce a payé toutes les sommes dues, représentant un total de 5 400 00 euros, dans les délais fixés.

Dans un arrêt du 9 novembre 1999 (affaire C-365/97), la Cour a constaté que les autorités italiennes n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour que les déchets rejetés dans le cours d'eau qui traverse le vallon de San Rocco soient éliminés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans porter préjudice à l'environnement, et qu'elles n'avaient pas non plus pris les mesures nécessaires pour que les déchets recueillis dans une décharge illégale soient remis à un ramasseur privé ou public ou à une entreprise d'élimination. La Commission procède actuellement à l'examen de la réponse de l'Italie à la lettre de mise en demeure émise en application de l'article 228 pour défaut d'exécution de l'arrêt.

De plus, s'agissant de la mauvaise application de la directive-cadre sur les déchets, la Commission a pris les initiatives suivantes (qui parfois impliquaient aussi d'autres directives, telle que la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement):

- saisine de la Cour contre la Grèce (C-302/01) pour une décharge non contrôlée à Epitalio dans le Péloponnèse;
- saisine de la Cour contre l'Espagne (affaire C-446/01) concernant plusieurs décharges illégales;

- envoi d'un avis motivé à l'Espagne pour une décharge illégale à Bañeza (León);
- saisine de la Cour contre l'Espagne, concernant une exploitation porcine dans la région de Vera Almeria;
- renvoi de l'Irlande devant la Cour pour son manquement à assurer l'interdiction effective des décharges sauvages dans plusieurs parties du pays, la préservation des sites contre les mises en décharge, le respect des exigences attachées à l'octroi d'autorisations et la mise en place d'un réseau adéquat d'établissements d'élimination des déchets en application de la directive 75/442/CEE;
- envoi d'un avis motivé à l'Italie, en raison de l'autorisation de stocker des déchets dangereux sur le terrain d'une entreprise privée, en violation des articles 4 et 8 de la directive 75/442/CEE;
- envoi d'un avis motivé à l'Italie, au sujet du risque pour l'environnement résultant du stockage de déchets dangereux dans la région de Granciaro di Castelliri (Frosinone) et d'un autre avis motivé pour trois décharges de déchets urbains solides à Rodano (Milan) qui pourraient causer des pollutions de l'air, du sol et des eaux souterraines et représenter un danger pour la santé humaine;
- envoi d'un avis motivé à l'Italie pour exclusion de la législation de certaines régions certaines catégories de déchets alimentaires;
- envoi d'un avis motivé à l'Espagne concernant un projet de réaménagement d'une décharge à Zuazo, compte tenu, entre autres, qu'il n'y a pas eu d'évaluation des incidences sur l'environnement. La réponse fournie par les autorités espagnoles est actuellement examinée par la Commission;
- envoi d'un avis motivé à l'Espagne pour non-respect des exigences d'évaluation de l'impact environnemental de la directive 85/337/CEE, en ce qui concerne un projet de réalisation d'une décharge à Guancha, San Sebastián de la Gomera (îles Canaries);
- envoi d'un avis motivé à la Grèce pour autoriser l'exploitation non contrôlée d'une décharge à Pera Galini en Crète.

S'agissant de la directive 91/689/CEE relative aux déchets dangereux, sa transposition dans les législations nationales continue de poser des difficultés aux États membres. La Commission a décidé:

- de poursuivre le recours introduit à l'encontre de l'Italie (affaire C-65/00), fondé sur le fait que la législation italienne sur les déchets dangereux n'est pas conforme à la législation communautaire car elle exempte de l'obligation d'autorisation imposée par les directives 91/156/CEE et 91/689/CEE les entreprises procédant à la valorisation de déchets dangereux. Dans ses conclusions rendues le 20 septembre 2001, l'avocat général, M. Mischo, a déclaré que, par le fait de ne pas exiger d'autorisation pour ces entreprises, l'Italie se mettait en infraction vis-à-vis de l'article 3 de la directive 91/689/CEE;
- de citer l'Autriche devant la Cour pour mauvaise transposition de l'article 2, paragraphe 4, de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 5, paragraphe 2, de la directive;

- d'adresser un avis motivé au Royaume-Uni et, après examen de la réponse qui avait été transmise, de saisir la Cour contre cet État membre pour transposition incomplète de plusieurs dispositions de la directive;
- d'envoyer un avis motivé à la Belgique pour non-transposition de l'article 5, paragraphe 3, de la directive (exigence d'un formulaire d'identification).

Eu égard à l'importance de la planification en matière de gestion des déchets — ainsi que les exemples ci-dessus le montrent —, la Commission a décidé en octobre 1997 d'engager des procédures d'infraction à l'encontre de l'ensemble des États membres qui, à l'exception de l'Autriche, n'avaient pas instauré un système de planification pour la gestion des déchets. Ces procédures ont trait à divers manquements concernant, selon les cas, les plans requis par l'article 7 de la directive-cadre, les plans de gestion des déchets dangereux tels que prévus à l'article 6 de la directive 91/689/CEE, ainsi que les déchets d'emballages, pour lesquels l'article 14 de la directive 94/62/CE exige une planification spécifique.

Dans ses conclusions du 5 juillet 2001, l'avocat général a déclaré que, en n'établissant pas de plans de gestion de toutes les catégories de déchets pour l'ensemble du pays, et en n'y incluant pas un chapitre sur les déchets d'emballage, la France a contrevenu à l'article 7, paragraphe 1, de la directive-cadre sur les déchets, à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 91/689/CEE et à l'article 14 de la directive 94/62/CE.

La Commission a poursuivi les recours engagés contre le Royaume-Uni (affaire C-35/00) et contre l'Italie (affaire C-466/99) concernant les trois catégories de plans précitées. Dans les deux affaires, l'avocat général s'est prononcé dans le sens de la Commission (conclusions de M. Mischo du 20 septembre 2001 dans l'affaire C-466/99 et conclusions de M. Tizzano du 11 septembre 2001 dans l'affaire C-35/00).

Par ailleurs, la Commission a retiré les recours engagés à l'encontre de la Grèce (affaire C-132/00), du Luxembourg (C-401/00) et de l'Irlande (affaire C-461/99), ces États membres ayant fourni les plans en souffrance. La Commission a également décidé de classer un recours contre l'Espagne, après avoir reçu les plans nécessaires des autorités espagnoles.

Dans son arrêt du 11 décembre 2001, la Cour a déclaré que, en ne communiquant pas à la Commission, pour la période de 1995 à 1997, le rapport exigé en application de l'article 18 de la directive 75/439/CEE du Conseil, telle que modifiée par la directive 91/692/CEE, dans le délai fixé par cette disposition, la République italienne n'a pas rempli les obligations lui incombant en vertu de cette directive (affaire C-376/00).

S'agissant de la directive 91/689/CEE relative aux déchets dangereux, des procédures d'infraction avaient été engagées en 1998 contre plusieurs États membres pour non-communication de certaines informations requises portant sur les établissements et entreprises d'élimination et/ou de valorisation des déchets dangereux. En 2001, la Commission a saisi la Cour d'un recours contre la Grèce (affaire C-33/01) concernant cette question. Elle a pu par ailleurs classer la procédure engagée contre la France, cet État membre ayant fourni les informations complètes demandées par l'article 8, paragraphe 3, de la directive 91/689/CEE.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la directive relative aux piles et accumulateurs contenant certaines substances dangereuses (directive 91/157/CEE reprise par la directive 93/86/CEE), la Commission a adressé un avis motivé à l'Italie pour avoir autorisé la

commercialisation de piles alcalines au dioxyde de manganèse, contrairement aux exigences de la directive. Par ailleurs, à la suite des mesures prises par l'Autriche en réponse à l'avis motivé émis par la Commission, celle-ci a pu retirer le recours concernant la transposition et la mise en œuvre incomplète du programme à établir pour les piles en application de la directive.

La Commission poursuit les procédures d'infraction engagées à l'encontre des États membres qui n'ont pas encore établi les programmes prévus par l'article 6 de la directive. Elle a adressé un avis motivé à l'Allemagne parce que cet État membre n'a pas soumis de programme conformément à l'article 6 de la directive. Une réponse a été reçue de l'Allemagne et fait l'objet d'une évaluation technique.

On rappellera enfin que la directive 98/101/CE de la Commission du 22 décembre 1998 portant adaptation au progrès technique de la directive 91/157/CEE du Conseil relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses²⁹ devait être transposée pour le 1^{er} janvier 2000. En 2001, la Commission a été en mesure de classer les procédures engagées à l'encontre du Portugal, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Allemagne et des Pays-Bas, ces États membres ayant communiqué leurs mesures de transposition pour cette directive. La Commission a dû par contre saisir la Cour de recours contre le Royaume-Uni (affaire C-373/01) et contre l'Italie (affaire C-323/01) qui n'ont pas communiqué de mesures de transposition de la directive.

Dans son arrêt du 13 avril 2000 (affaire C-123/99), la Cour a déclaré que la Grèce n'avait pas adopté les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages. La Commission a classé la procédure ouverte précédemment contre la Grèce pour non-exécution de cet arrêt, après que cet État membre eut adopté et communiqué à la Commission les mesures de transposition nécessaires.

La Commission examine actuellement la note que les Pays-Bas lui ont fait parvenir en réponse à son avis motivé pour non-conformité de leur législation à plusieurs égards.

La Commission estime que le Danemark n'a pas transposé les objectifs visés à l'article 6, paragraphe 1, de la directive, non plus que les définitions reprises à l'article 3 de la directive. Elle a donc émis un avis motivé à son encontre.

La Commission a porté devant la Cour un recours à l'encontre de l'Allemagne, concernant sa réglementation sur les emballages (connue sous la dénomination «décret Töpfer») et compte tenu que le quota de réutilisation prévu par le décret précité constitue une source d'entrave aux échanges et une discrimination indirecte concernant les eaux minérales mises en bouteille à la source qui sont importées.

Les mesures de transposition doivent non seulement être communiquées à la Commission, mais également être conformes à la législation communautaire pertinente. La Commission considérant que tel n'était pas le cas au Danemark, elle a poursuivi la procédure engagée contre cet État membre devant la Cour (affaire C-246/99), concernant l'interdiction de vendre de la bière et des boissons gazeuses dans des boîtes métalliques ou autres types d'emballages

²⁹ JO L 1 du 5.1.1999, p. 1.

non réutilisables. La Commission estime que ces emballages doivent être eux aussi autorisés à la commercialisation aux termes de la directive. Dans les conclusions qu'il a rendues le 13 septembre 2001, l'avocat général a demandé à la Cour de dire que le Danemark n'a pas rempli les obligations que lui impose l'article 18, concurremment avec les articles 5, 7 et 9 de la directive 94/62/CE.

La Commission a poursuivi le recours contre l'Allemagne (affaire C-228/00) au sujet de l'application de différents critères permettant de distinguer les déchets valorisables des déchets à éliminer et, partant, de s'opposer à des transferts de déchets, en violation du règlement (CEE) n° 259/93 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Elle a également poursuivi le recours contre le Luxembourg (affaire C-458/00) pour non-respect du règlement (CEE) n° 259/93, consistant dans le refus d'autoriser le transport de déchets vers des incinérateurs français équipés à des fins énergétiques.

Des procédures d'infraction ont été ouvertes en 1999 à l'encontre de plusieurs États membres pour non-communication des rapports annuels visés à l'article 41 du règlement (CEE) n° 259/93.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre l'Allemagne, compte tenu que ce pays n'a pas adopté la terminologie «déchets dangereux» dans sa législation sur les déchets et que la législation de la Thuringe ne respecte pas l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 259/93 qui autorise les États membres à soulever des objections contre les transferts de déchets envisagés, pour les raisons citées.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre les Pays-Bas, concernant les transferts de déchets depuis les Pays-Bas vers d'autres pays.

S'agissant de la directive 75/439/CEE concernant l'élimination des huiles usagées, la Commission a ouvert des procédures à l'encontre de 11 États membres pour la non-conformité de leurs législations nationales avec plusieurs articles de la directive, en ce qui concerne particulièrement l'obligation de donner la priorité au traitement par régénération des huiles usagées, alors que les contraintes d'ordre technique, économique et organisationnel le permettaient. Elle a adressé des avis motivés à l'Autriche, à l'Irlande, au Portugal et au Royaume-Uni, et examine actuellement les réponses données par la France, la Finlande, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et le Danemark aux lettres de mise en demeure. La Commission a également adressé une lettre de mise en demeure à la Grèce.

Dans une affaire comparable ouverte depuis un certain temps déjà, la Commission a envoyé un avis motivé fondé sur l'article 228, pour non-exécution de l'arrêt de la Cour de justice du 9 septembre 1999 (affaire C-102/97) constatant le manquement de l'Allemagne à prendre les mesures nécessaires pour donner la priorité au traitement par régénération des huiles usagées alors que les contraintes d'ordre technique, économique et organisationnel le permettaient.

La Commission a par ailleurs poursuivi la saisine de la Cour à l'encontre du Portugal pour mauvaise transposition de la directive (affaire C-392/99).

En ce qui concerne l'élimination des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT), deux produits particulièrement dangereux, il convient de rappeler que la directive 96/59/CE, qui abroge l'ancienne directive 76/403/CEE, devait être transposée par les États membres pour le 16 mars 1998. La directive dispose que les États membres sont tenus d'établir, dans un délai de trois ans après son adoption, soit pour le 16 septembre 1999, un plan de décontamination et/ou d'élimination des appareils inventoriés et des PCB qu'ils contiennent et un projet concernant la collecte et l'élimination ultérieure de certains appareils conformément à l'article 11 de la directive, ainsi que de dresser des inventaires conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la directive. Toutefois, de nombreux États membres n'ont toujours pas communiqué les mesures nécessaires à la Commission. En conséquence, dans le cours de l'année 2001, la Commission:

- a saisi la Cour d'un recours contre le Luxembourg (affaire C-174/01), l'Italie (affaire C-46/01), l'Irlande (affaire C-120/01), la France (affaire C-177/01) et l'Espagne (affaire C-47/01);
- a saisi la Cour d'un recours contre l'Allemagne, a décidé de faire de même contre le Portugal et l'Autriche, et a enfin décidé de mettre immédiatement à exécution une précédente décision de citer la Grèce devant la Cour.

En outre, la Commission a poursuivi l'examen des dossiers (lettre de mise en demeure envoyée en 2000) contre la Belgique et le Royaume-Uni, ainsi que la réponse donnée par la Suède à l'avis motivé qui lui avait été transmis. La Commission a été en mesure de classer le dossier concernant le Danemark.

S'agissant, enfin, de la directive 86/278/CEE relative aux boues d'épuration, conformément à son article 10, les États membres doivent veiller à ce que des registres soient tenus à jour, dans lesquels sont notés les quantités de boues produites et celles livrées à l'agriculture, la composition et les caractéristiques des boues, ainsi que le type de traitement effectué, de manière à pouvoir vérifier que l'utilisation des boues d'épuration dans l'agriculture ne compromet pas la production alimentaire et la qualité des sols à long terme. En 2001, la Commission a été en mesure de classer la plupart des procédures d'infraction (concernant la Suède, l'Irlande et le Portugal) lancées en 2000 pour non-respect des obligations d'information et de surveillance qui leur incombent en vertu de cette directive. La réponse à l'avis motivé adressé à la Belgique est à l'étude. La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre l'Italie. Elle examine actuellement la réponse donnée par l'Autriche à l'avis motivé de la Commission pour non-transposition de plusieurs dispositions de cette directive.

9. Environnement et industrie

La directive 96/82/CE (dite «Seveso II»), qui remplace la directive 82/501/CEE (dite «Seveso I») à compter du 3 février 2001, devait être transposée pour le 3 février 1999 au plus tard. Durant 2001, la Commission a poursuivi les saisines lancées en 2000 contre la Belgique, l'Irlande et l'Allemagne pour communication toujours insuffisante des mesures de transposition de la directive, notamment pour ce qui concerne ses articles 11 et 12. Elle a également décidé d'engager une action devant la Cour à l'encontre de la France. Les saisines contre l'Autriche et le Portugal pour non-communication ont été retirées, ces États membres ayant communiqué la totalité des mesures nécessaires.

La Commission a poursuivi le recours engagé contre l'Espagne (affaire C-2000/139) pour avoir autorisé les îles Canaries (La Palma) à exploiter des incinérateurs non conformes à la

directive 89/369/CEE concernant la prévention de la pollution atmosphérique en provenance des installations nouvelles d'incinération des déchets municipaux, et a décidé d'introduire un recours contre la France (affaire C-60/01) au sujet du permis d'exploitation accordé à de nombreux incinérateurs rejetant d'importantes quantités de dioxine en violation du droit communautaire.

S'agissant de la directive 94/67/CE concernant l'incinération des déchets dangereux, la Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre l'Autriche pour mauvaise transposition de plusieurs articles de la directive.

Il faut rappeler que la directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive «IPPC»), adoptée le 24 septembre 1996, devait être transposée pour le 30 octobre 1999. L'année 2001 a vu se poursuivre des procédures pour non-communication des mesures de transposition à la Commission. Ainsi, la Commission a saisi la Cour de recours contre la Belgique, l'Espagne, la Grèce, le Royaume-Uni (en ce qui concerne l'Irlande du Nord et Gibraltar) et a décidé d'un autre recours contre le Luxembourg. Par ailleurs, les actions contentieuses concernant la Finlande et l'Allemagne ont été retirées après que ces États membres eurent communiqué des mesures de transposition complètes à la Commission.

10. Radioprotection

La législation communautaire en matière de radioprotection est fondée sur le chapitre III du traité Euratom relatif à la protection sanitaire. Elle couvre tous les aspects de la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes. Elle garantit de plus une protection indirecte de l'atmosphère, de l'eau et des sols dans la Communauté contre l'incidence des radiations. Une idée couramment répandue est que la radioprotection concerne essentiellement les risques d'exposition à l'énergie nucléaire, alors que les personnes sont en fait surtout exposées aux radiations liées à l'utilisation médicale de cette énergie. La Commission contrôle la mise en œuvre de la législation en matière de radioprotection conformément à l'article 124 et à la procédure prévue aux articles 141 et 143 du traité Euratom, qui correspondent respectivement à l'article 211 et aux articles 226 et 228 du traité CE.

Le droit primaire, c'est-à-dire le traité Euratom proprement dit, impose certaines obligations aux États membres dans ses articles 33 à 37, notamment en ce qui concerne l'éducation et la formation professionnelle, la surveillance de l'environnement et l'élimination des déchets radioactifs. En outre, la radioprotection fait actuellement l'objet de cinq directives principales et de trois règlements.

La particularité de la législation arrêtée sur la base du traité Euratom réside dans le fait que la Commission s'assure de la conformité des mesures de transposition nationales avant leur adoption définitive. Conformément à l'article 33 du traité Euratom, les États membres sont tenus de communiquer à la Commission tout projet de disposition propre à assurer le respect des normes de base en matière de radioprotection. La Commission fait toutes recommandations en vue d'assurer l'harmonisation de ces mesures. Même si les recommandations adressées en application de l'article 33 ne sont pas contraignantes, les États membres les suivent généralement très bien. Il est par conséquent moins souvent nécessaire d'ouvrir des procédures d'infraction pour non-conformité dans le domaine de la radioprotection.

En 2001 comme en 2000, le nombre de projets de législation nationale communiqués en application de l'article 33 du traité Euratom est resté élevé car de nombreux États membres ont continué à travailler à la transposition des deux principales directives en matière de radioprotection, les directives 96/29/Euratom et 97/43/Euratom, dont le délai normal était fixé à mai 2000. La Commission a reçu 13 notifications conformément à l'article 33 du traité Euratom. Certaines d'entre elles ont été examinées et discutées, bien qu'aucune recommandation formelle n'ait été émise en 2001. Néanmoins, dans les cas de communication tardive où une procédure d'infraction pour non-communication était en souffrance, les États membres ont été immédiatement informés qu'aucune recommandation ne serait émise, de manière à ce que la procédure législative nationale puisse être terminée sans autre retard.

L'article 35 du traité Euratom dispose que chaque État membre établit les installations nécessaires pour effectuer le contrôle permanent du taux de la radioactivité de l'atmosphère, des eaux et du sol, ainsi que le contrôle du respect des normes de base. La Commission peut vérifier le fonctionnement et l'efficacité de ces installations de contrôle. En 2001, la Commission a procédé à une vérification en vertu de l'article 35 en Autriche.

Conformément à l'article 36 du traité Euratom, les États membres communiquent des renseignements sur les taux de radioactivité mesurés dans l'environnement. La Commission peut ainsi s'assurer que les normes de base sont respectées. Depuis l'adoption des recommandations de la Commission concernant l'application de l'article 36 du traité Euratom (2000/473/Euratom), les États membres doivent se conformer aux dispositions relatives à la teneur des rapports et à leur soumission en temps utile. Ces dispositions sont entrées en vigueur en juin 2001 et s'appliquent aux données de l'année 2000.

L'article 37 vise à prévenir tout risque de contamination radioactive de l'environnement dans un autre État membre et, partant, à protéger la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants. En conséquence, chaque État membre est tenu de fournir à la Commission les données générales de tout projet d'évacuation des déchets radioactifs. La Commission examine ces données afin de déterminer si la mise en œuvre du projet en cause est susceptible d'entraîner une contamination radioactive des eaux, du sol ou de l'atmosphère d'un autre État membre. Elle émet ensuite un avis, que l'État membre doit prendre en considération lorsqu'il octroie une autorisation pour l'évacuation des déchets radioactifs. En 2001, la Commission a reçu 17 soumissions des États membres en vertu de l'article 30 du traité Euratom et a émis 6 avis.

En 2001, une procédure d'infraction était pendante en application de l'article 37: la Commission considérant que le Royaume-Uni avait manqué aux obligations qui lui incombaient en vertu de cet article en ne communiquant pas les données générales concernant le démantèlement du réacteur de recherche JASON. Comme les autorités britanniques considèrent que le traité Euratom (en particulier les dispositions du chapitre 3 du titre II) ne s'applique pas aux installations militaires, elles avaient fait savoir qu'aucune information au titre de l'article 37 du traité ne serait communiquée pour cette installation. Toutefois, la Commission ne partageant pas l'interprétation du Royaume-Uni, l'envoi d'une lettre de mise en demeure a été décidé en décembre 2001. Les autorités britanniques ont alors avisé la Commission que les opérations concernant JASON étaient terminées et ont maintenu leur position. La décision d'adresser un avis motivé a été prise en décembre 2001.

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le délai de transposition des deux principales directives en matière de radioprotection, à savoir la directive 96/29/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants (JO L 159 du 29.6.1996, p. 1) et la directive 97/43/Euratom du Conseil relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales (JO L 180 du 9.7.1997, p. 22), expirait le 13 mai 2000, date à laquelle ont été abrogées toutes les anciennes directives (adoptées depuis 1959) fixant des normes de base.

La directive concernant les normes de base introduit un champ plus large et un ensemble de dispositions plus détaillées afin de protéger la santé des travailleurs et de la population de manière efficace et complète. À cet effet, elle prévoit l'abaissement des limites de dose, fixe de nouvelles exigences en ce qui concerne la justification de toutes les pratiques mettant en jeu des rayonnements ionisants, et systématise le principe ALARA (*As Low As Reasonably Achievable*, c'est-à-dire le niveau le plus bas qu'il est raisonnablement possible d'atteindre). La directive s'applique aux pratiques, aux activités professionnelles, dans lesquelles est prise en compte l'exposition aux sources de rayonnement naturel, et aux situations d'intervention. Elle clarifie également les concepts de libération et d'exemption pour les matières contenant de la radioactivité. Enfin, elle fixe de nouvelles exigences pour l'évaluation des doses reçues par la population.

En janvier 2001, plusieurs procédures d'infraction étaient en cours contre la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni, en raison du fait que ces États membres n'avaient pas communiqué à la Commission les mesures de transposition définitives de la directive 96/29/Euratom. Cependant, dans le cours de l'année, la Commission a été en mesure de classer les procédures d'infraction concernant certains États membres (Belgique, Grèce, Luxembourg, Espagne et Suède) qui avaient entre temps communiqué toutes les mesures de transposition nécessaires. Les décisions de saisir la Cour contre la France et contre le Portugal ont été prises durant l'été et exécutées à l'automne 2001. Quant à l'Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, ces États membres ont beaucoup avancé dans la transposition de la directive 96/29/Euratom durant l'année 2001. Néanmoins, comme les mesures de transposition notifiées n'étaient toujours pas complètes, la Commission a décidé en décembre 2001 de saisir la Cour à l'encontre de ces États membres.

La directive 97/43/Euratom relative aux expositions à des fins médicales améliore le niveau de protection radiologique pour les patients et le personnel médical. Elle tient compte de l'évolution récente des traitements et des équipements médicaux. Elle s'appuie également sur l'expérience tirée de la mise en œuvre des anciennes directives dans la pratique, et complète la directive 96/29/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire. La nouvelle directive fournit une description plus précise du principe de justification, régule la répartition des responsabilités et fixe des critères pour les spécialistes qualifiés dans le domaine médical.

En janvier 2001, plusieurs procédures d'infraction étaient en cours contre la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni, en raison du fait que ces États membres n'avaient pas communiqué à la Commission les mesures de transposition définitives de la directive 97/43/Euratom. Cependant, dans le cours de l'année, la Commission a été en mesure de

classer les procédures d'infraction concernant certains États membres (Belgique, Danemark, Grèce, Luxembourg, Espagne et Suède) qui avaient entre temps communiqué toutes les mesures de transposition nécessaires. Les décisions de saisir la Cour contre la France et contre le Portugal ont été prises durant l'été et exécutées à l'automne 2001. Quant à l'Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, ces États membres ont beaucoup avancé dans la transposition de la directive 97/43/Euratom durant l'année 2001. Néanmoins, comme les mesures de transposition notifiées n'étaient toujours pas complètes, la Commission a décidé en décembre 2001 de saisir la Cour à l'encontre de ces États membres.

La directive 89/618/Euratom concernant l'information de la population comporte des dispositions relatives à l'information du grand public sur les mesures de protection sanitaire applicables et sur le comportement à adopter en cas d'urgence radiologique. En 2001, la Commission a décidé d'engager une action contentieuse à l'encontre la France, le contrôle de la conformité de la législation française ayant révélé que celle-ci n'était pas entièrement conforme à la directive en ce qui concerne les définitions, l'information préalable de la population en cas d'urgence et l'information du personnel d'intervention. La Commission a également décidé de traduire l'Allemagne devant la Cour étant donné que la législation allemande n'est pas entièrement conforme à cette directive. Une nouvelle législation remédiant aux insuffisances constatées dans la législation allemande a été publiée durant l'été 2001, ce qui a amené la Commission à retirer la requête déposée auprès de la Cour.

La directive 90/641/Euratom concernant la protection opérationnelle des travailleurs extérieurs exposés à un risque de rayonnements ionisants au cours de leur intervention en zone contrôlée assure aux travailleurs extérieurs une radioprotection opérationnelle équivalente à celle dont bénéficient les travailleurs employés à titre permanent par l'exploitant. Les travailleurs extérieurs sont des travailleurs employés par une entreprise autre que l'exploitant d'une installation autorisée conformément à la législation sur la radioprotection, qui sont exposés à un risque de rayonnements. Ils peuvent intervenir successivement dans plusieurs installations, dans un ou plusieurs États membres. Ils sont donc susceptibles d'être exposés à des rayonnements dans plusieurs zones contrôlées (où les risques sont importants). Ces conditions de travail particulières nécessitent un système de surveillance radiologique approprié, indispensable à leur protection sanitaire. En 2000, la Belgique n'étant pas parvenue à instaurer un système uniforme satisfaisant pleinement à la directive, la Commission avait décidé de la traduire devant la Cour. Cette décision a été exécutée au début de 2001.

11. Tendances et orientations

Ainsi qu'il a été dit précédemment, le nombre de nouvelles plaintes enregistrées par an connaît une forte augmentation depuis 1996. Le secteur de l'environnement a représenté plus du tiers des plaintes et des cas d'infraction concernant les cas de non-conformité au droit communautaire étudiés par la Commission en 2001. En 2001, environ 600 plaintes nouvelles concernant des questions environnementales sont parvenues à la Commission.

Cette augmentation du nombre d'affaires touchant au domaine de l'environnement est due à plusieurs facteurs que l'on peut énumérer comme suit:

- l'examen régulier par la Commission de la conformité des mesures nationales d'exécution communiquées par les États membres conformément à leur obligation de transposer les directives communautaires;

- le fait que le public se préoccupe de plus en plus de ce qui touche à l'environnement et qu'il connaît mieux le droit communautaire ainsi que la possibilité de porter les cas de non-conformité à l'attention de la Commission, en particulier dans le cadre du traitement des plaintes par la Commission³⁰;
- les difficultés organisationnelles qu'éprouvent les États membres pour se mettre en totale conformité avec le droit communautaire de l'environnement, difficultés qui naissent de leurs propres structures constitutionnelles et/ou administratives qui font que la responsabilité de la mise en œuvre relève souvent de plusieurs niveaux d'autorité (ministères différents, échelon central, régional ou local de l'administration, etc.);
- la législation communautaire de l'environnement, que reflètent en particulier les directives clés telles que la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la flore et de la faune sauvages ou la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/CE a une grande portée. Les deux directives comprennent des obligations d'évaluation environnementale d'une grande portée qui doivent être prises en compte lors de l'aménagement et de l'autorisation de tout projet. Elles impliquent, par conséquent, une prise de décision touchant de nombreux secteurs politiques qui sont souvent décentralisés à plusieurs autorités régionales et locales et qui attirent beaucoup l'attention du public.

Le nombre élevé de plaintes reçues par la Commission reflète l'inexistence et/ou le manque relatif d'efficacité des mécanismes de traitement des plaintes dans les États membres.

Le recours aux procédures d'infraction prévues par les articles 226 et 228 du traité CE n'est cependant pas le seul moyen, ni souvent le plus efficace, pour assurer la conformité avec les directives environnementales. Dans de nombreux cas, les plaignants peuvent obtenir satisfaction plus rapidement en utilisant les voies de recours prévues dans le droit national.

Pour sa part, la Commission, en particulier à travers sa Direction générale Environnement, s'est voulue encore plus active dans son rôle d'animation envers les États membres, leur apportant son aide pour qu'ils puissent mieux transposer et appliquer les directives environnementales. Plusieurs séminaires ont été organisés dans des États membres en 2001, au cours desquels les vues de la Commission sur la mise en œuvre correcte de directives environnementales particulièrement complexes ont été expliquées aux autorités compétentes en vue de prévenir, plutôt que de corriger, les cas de mauvaise application.

³⁰ Cf. formulaire type pour les plaintes à déposer auprès de la Commission, JO C 119 du 30.4.1999, p. 5

CHAPITRE II: IMPEL (RÉSEAU DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT)

1. Contexte

IMPEL (*Implementation and Enforcement of Environmental Law*) est un réseau informel des autorités environnementales des États membres et de la Commission qui existe depuis 1992. Il a été créé dans le but de consolider ce qui était perçu comme le maillon faible dans le processus réglementaire: le stade de l'application pratique, c'est-à-dire l'application du droit de l'environnement sur le terrain. Son objectif principal est de donner l'impulsion nécessaire dans la Communauté européenne pour assurer une application plus efficace du droit de l'environnement. Le réseau entend promouvoir l'échange d'informations et d'expériences ainsi qu'assurer une plus grande cohérence des approches suivies pour mettre en œuvre le droit de l'environnement, particulièrement celui de la Communauté, et contrôler son application.

À l'origine, il se préoccupait surtout de la mise en œuvre et du contrôle de l'application du droit de l'environnement, notamment en ce qui concerne les grands processus industriels. Il a depuis lors élargi progressivement le champ de ses activités pour couvrir d'autres volets du processus réglementaire. La première étude annuelle donnait une description complète de l'historique du réseau (paragraphe 3.5.1, p.19). La deuxième étude annuelle décrivait comment la structure d'IMPEL avait évolué jusqu'en juin 1999 et comment elle avait été alors rationalisée (paragraphe 4.2 et 4.3, pp. 27-28). Dans la nouvelle structure, les comités permanents et les assemblées plénières qui existaient auparavant sont remplacés par les réunions IMPEL bisannuelles qui s'ajoutent aux réunions tenues en liaison avec des projets ou des groupes de projets. La présente troisième étude annuelle examine comment IMPEL fonctionne à présent à la suite de ces transformations, quels résultats il a obtenus et comment il entend pérenniser sa valeur et son utilité à l'avenir.

2. Activités d'IMPEL

Les projets qu'il conduit sont l'essence même du réseau IMPEL. Pour la plupart, ces projets concernent la mise en œuvre et le contrôle de l'application de la législation environnementale, notamment pour les grands processus industriels. La démarche générale de ces projets consiste à faire tout d'abord le constat de l'existant en matière d'application et de contrôle de la législation pour ensuite définir les bonnes pratiques. Ces projets permettent à ceux qui y participent de se rendre compte qu'il existe différentes approches de la mise en œuvre et du contrôle: des séminaires et des rapports sur les projets réalisés mettent ces informations à la disposition des réseaux nationaux et des réseaux externes à l'UE.

L'adoption en avril 2001 de la recommandation du Parlement européen et du Conseil prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales (2001/331/CE) a fortement pesé sur les activités d'IMPEL. Cette recommandation s'inspire elle-même dans une large mesure des travaux menés dans les projets IMPEL antérieurs. Elle cite plusieurs tâches que le réseau IMPEL est spécifiquement invité à entreprendre, et dont la réalisation formera un des grands axes du programme de travail d'IMPEL dans les prochaines années. Ces tâches comprennent la création d'un système dans le cadre duquel les États membres établissent des rapports et proposent des conseils sur les missions et les procédures d'inspection dans les États membres; l'élaboration des critères minimaux concernant les qualifications des inspecteurs environnementaux; la mise en œuvre de programmes de formation afin de répondre à la

demande d'inspecteurs de l'environnement qualifiés; et la prévention des pratiques transfrontalières illégales en matière d'environnement à travers la coordination des inspections dans les installations et les activités qui pourraient avoir un important impact transfrontière. IMPEL a mis au point une trame d'analyse qui permet de soumettre à un examen systématique les services d'inspection et les procédures d'inspection. La première analyse de ce genre a eu lieu dans le Bade-Wurtemberg en Allemagne en octobre 2001. Enfin, un projet sur les critères minimaux applicables aux qualifications des inspecteurs environnementaux a été mis en route.

Un tournant important est récemment intervenu dans la mission d'IMPEL. Il s'agit de l'adoption, lors de la réunion de Namur en décembre, d'un programme de travail pluriannuel. Ce programme, élaboré sur la base de la recommandation prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales et du 6^e programme d'action environnemental, fournira le cadre des projets d'IMPEL pour la période quinquennale allant de 2002 à 2006. Il sera utilisé d'une façon souple et un suivi régulier permettra de s'assurer qu'il garde sa pertinence.

3. Base juridique

Le réseau IMPEL n'a pas de base juridique à proprement parler, bien que son rôle soit reconnu dans la communication de la Commission de 1996 sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement et dans la résolution du Conseil de juin 1997. Ainsi qu'il a été dit précédemment, le réseau IMPEL est cité dans la recommandation du Conseil 2001/331. Il y a également des références à IMPEL dans la position commune du Conseil sur le 6^e programme d'action environnemental. L'article 3, paragraphe 2, précise qu'il convient de favoriser une mise en œuvre et une application plus efficaces de la législation communautaire sur l'environnement, et qu'à cette fin, il faut entre autres:

- promouvoir l'amélioration des normes d'autorisation, d'inspection, de surveillance et de répression dans les États membres, et
- améliorer l'échange d'informations concernant les meilleures pratiques en matière de mise en œuvre, y compris par le biais du réseau IMPEL, dans le cadre de ses compétences.

4. Participation d'autres pays

4.1. Pays d'Europe centrale et orientale, Chypre et Malte – coopération avec le réseau AC-IMPEL

Le réseau parallèle pour les 12 pays candidats à l'adhésion, appelé AC-IMPEL, a été établi en janvier 1998 à Bruxelles (Belgique). Travaillant en collaboration étroite avec le réseau IMPEL, il a pour but d'aider les pays candidats dans les problèmes de mise en œuvre et d'application de la législation environnementale de l'UE pendant la phase de pré-adhésion. Il diffère du réseau IMPEL dans la mesure où les pays qui y participent ne sont pas encore des États membres et ne disposent donc pas encore de l'acquis communautaire en matière d'environnement. Au fur et à mesure qu'ils adhèrent à l'UE, ils deviendront des membres à part entière du réseau IMPEL et le réseau AC-IMPEL disparaîtra lorsque tous les pays candidats auront adhéré. Le réseau AC-IMPEL est également assisté par un secrétariat basé au sein de la Commission.

Lors de la réunion du réseau IMPEL qui a eu lieu à Paris en décembre 2000, les participants s'étaient interrogés sur la façon dont les liens entre les deux réseaux pouvaient être resserrés.

Une fusion complète avait à ce stade été écartée comme étant prématurée, mais il avait été convenu qu'une partie de la réunion suivante devant se tenir à Falun en Suède en juin 2001 serait une réunion commune entre les deux réseaux. Lors de la réunion commune, les participants ont confirmé, comme ils l'avaient dit à Paris, qu'il était trop tôt pour fusionner les deux réseaux, et ont opté pour une coopération renforcée entre les deux réseaux, en instituant comme première mesure une réunion conjointe annuelle qui permettrait de faire régulièrement le point sur les relations entre les deux réseaux et d'examiner les questions d'intérêt commun. La prochaine réunion conjointe aura lieu à Saint-Jacques-de-Compostelle durant la présidence espagnole, dans le même temps que la réunion IMPEL correspondante. Par ailleurs, les fonctionnaires des pays candidats continueront à être invités à participer aux séminaires et aux ateliers lorsque cela sera jugé nécessaire. Ils ont participé aux programmes d'échange d'inspecteurs (cf. infra) et les ont trouvés très utiles.

Des membres du réseau AC-IMPEL ont pris part à plusieurs projets IMPEL, tels que le projet irlandais sur les autorisations, la conférence sur la mise en œuvre du droit de l'environnement tenue à Villach en Autriche, le projet néerlandais sur la comparaison des produits alimentaires et le projet grec sur l'industrie agro-alimentaire. Le premier projet AC-IMPEL a été organisé en Italie avec la participation d'IMPEL; il concernait l'interaction entre les directives «évaluation des incidences sur l'environnement», «IPPC» et «Seveso» et le règlement EMAS, et était basé sur le projet IMPEL correspondant.

Des programmes spéciaux de formation aux questions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de l'application des réglementations sont préparés pour les douze pays candidats à l'horizon des prochaines années, afin d'aider ces pays à rapprocher leurs législations environnementales de celle de la Communauté (en se concentrant sur la formation des formateurs). Sont également organisées des «revues par les pairs» effectuées par des spécialistes d'IMPEL et d'AC-IMPEL dans les pays candidats et portant sur des aspects précis. En outre, un programme d'échange AC-IMPEL a été établi auquel peuvent également participer des membres d'IMPEL.

Quant aux productions d'AC-IMPEL, jusqu'à maintenant elles sont les suivantes:

- évaluation des structures et des pratiques environnementales d'application en Estonie et en Pologne;
- évaluation de la capacité de l'administration environnementale tchèque en matière d'octroi de licences, de contrôle et d'application;
- minibibliothèque couvrant les rapports et écrits d'IMPEL les plus importants et les plus pertinents;
- formation sur place d'inspecteurs dans le cadre d'AC-IMPEL (3 rapports: Pologne, Hongrie et Lettonie);
- capacités de la Slovénie en matière de mise en œuvre et de contrôle de l'application;
- étude faisant le point sur la mise en œuvre et le contrôle de la législation du secteur de l'environnement en Hongrie;
- analyse d'AC-IMPEL sur l'interaction entre les directives «évaluation des incidences sur l'environnement», «IPPC» et «Seveso» et le règlement EMAS;

- étude faisant le point sur les capacités de Chypre en matière de mise en œuvre et de contrôle de l'application (examinée lors la réunion plénière d'AC-IMPEL tenue à Chypre en juillet 2001).

Une étude visant à évaluer les capacités de la Lettonie en matière de mise en œuvre et de contrôle en relation avec l'acquis environnemental est en cours. Elle devrait être examinée à l'occasion de la prochaine réunion plénière d'AC-IMPEL qui aura lieu en Lettonie en février 2002.

4.2. *Autres pays européens (EEE)*

Les pays de l'Espace économique européen (Norvège, Islande et Liechtenstein) sont invités à participer aux groupes de travail si leur contribution est considérée comme souhaitable. La Norvège participe aux deux groupes de projets concernant la formation et les échanges, et les transferts transfrontaliers de déchets. La Norvège était présente aux réunions IMPEL de Porto et de Paris en 2000 et aux réunions de Falun et de Namur en 2001.

5. **Rapports IMPEL adoptés en 2000 et 2001**

Les rapports suivants ont été adoptés par IMPEL en 2000 et en 2001:

- *Complaint procedures and Access to Justice for citizens and NGOs in the field of the environment within the European Union* – procédures de plainte et d'accès à la justice pour les citoyens et les ONG dans le domaine de l'environnement au sein de l'Union européenne;
- *Fact Sheet for Printers (information on how to prevent, limit and control pollution from the printing industry)* – fiche d'information «imprimerie» (comment prévenir, limiter et maîtriser les pollutions produites par l'industrie de l'imprimerie);
- *IMPEL 2000 Conference on Compliance and Enforcement* – conférence sur le contrôle de la conformité et de l'application;
- *IMPEL Workshop on the use of Chlorinated Hydrocarbons in Industrial Plants* – atelier sur l'utilisation des hydrocarbures chlorés dans les installations industrielles;
- *Diffuse VOC Emissions (a review of estimation methods and measures for atmospheric emissions of Volatile Organic Compounds and proposed guidelines)* – émissions diffuses de COV (le point sur les méthodes d'estimation et les mesures relatives aux émissions atmosphériques de composés organiques volatils et lignes directrices proposées);
- *Finnish Comparison Programme (Self Monitoring and Electronic Reporting)* – programme comparatif finlandais (auto-surveillance et soumission de rapports par voie électronique);
- *IMPEL Workshop on Integrated Permitting (an examination of different approaches in Member States towards environmental permitting and thereby to help establish a consistent approach)* – atelier IMPEL sur les procédures intégrées d'octroi de permis (examen des différentes approches des États membres en matière d'autorisation, afin d'aider à mettre en place une approche cohérente);
- *The Changes in Industrial Operations (an investigation of good practice in supervision and control of changes in industrial operations)* – les changements dans les opérations industrielles (étude des bonnes pratiques en matière de surveillance et de maîtrise de l'évolution des opérations industrielles);

- *Report on Lessons Learnt from Accidents* – rapport sur les enseignements tirés des accidents;
- *IMPEL Review Initiative Phase 2: Assessment and test of Questionnaire and Guidance* – initiative IMPEL concernant une trame d'analyse systématique, phase 2: évaluation et test du questionnaire et orientations;
- *Best Practice in Compliance Monitoring* – meilleures pratiques en matière de contrôle de la conformité;
- *Integrated pollution control, compliance and enforcement of EU Environmental legislation to industries (IPPC and non IPPC) of the food production/processing sector* – réduction intégrée de la pollution et contrôle de la conformité et de l'application de la législation communautaire de l'environnement pour les industries (IPPC et non IPPC) de production/transformation des denrées alimentaires;
- *Dutch Comparison Programme (Condoning, Compliance Promotion, Communication and ISO/EMAS and One Page Permits)* – programme de comparaison néerlandais (exemption provisoire du contrôle; promotion de la conformité; communication, certification ISO/EMAS et formulaires d'autorisation succincts d'une page);
- *General Binding Rules (examines criteria that should be applied in developing General Binding Rules)* – prescriptions contraignantes générales (examen des critères à appliquer dans l'élaboration de prescriptions contraignantes générales);
- *IMPEL Review Initiative Phase 3: Testing of the Review Scheme: 1st Review: Mannheim, Baden Württemberg, Germany, 15-19 October 2001* – Initiative IMPEL concernant une trame d'analyse systématique, phase 3: test de la trame: 1^{ère} analyse: Mannheim, Bade-Wurtemberg, Allemagne, 15-19 octobre 2001.

Ces rapports sont disponibles sur le site Web d'IMPEL à l'adresse:

<http://europa.eu.int/comm/environment/impel/>

6. Projets et budgets en 2000 et en 2001

Depuis 1997, les projets IMPEL sont généralement cofinancés par la Commission et par l'État membre pilote du projet. L'apport de la Commission se situe dans une fourchette de 50-80 %, bien que la Commission ne contribue qu'aux coûts éligibles. Cela signifie que, par exemple, les États membres doivent supporter l'intégralité des coûts des personnels du secteur public affectés aux projets IMPEL, fait qui doit être gardé à l'esprit quand on examine l'investissement consenti dans les projets IMPEL. La somme allouée aux projets s'élevait en 2000 à 315 914 €, tandis qu'en 2001 elle était de 235 184 €.

L'activité du réseau IMPEL reste centrée sur la mise en œuvre et le contrôle de l'application de la législation de l'environnement, en ce qui concerne notamment les grands processus industriels. Le plus souvent, les projets IMPEL examinent les modalités existantes en matière d'application et de contrôle pour ensuite définir les bonnes pratiques. Le projet sur les procédures de plainte et d'accès à la justice pour les citoyens et les ONG dans le domaine de l'environnement dans l'Union européenne a donné des résultats qui se sont avérés particulièrement utiles à la Commission.

Le nombre et la qualité des rapports qu'IMPEL a produits en 2000 et en 2001 illustre le succès du réseau dans la réalisation de ses objectifs. Certains de ces rapports seront bénéfiques aux

petites et moyennes entreprises, par exemple la fiche d'information «imprimerie». Plusieurs rapports ont porté sur divers aspects de la mise en œuvre de la directive IPPC. La conférence IMPEL 2000 sur le contrôle de la conformité et de l'application a été une réussite notable et a contribué à faire connaître les travaux d'IMPEL à une audience élargie. Le réseau IMPEL a rapidement relevé le défi présenté par la recommandation prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales et a déjà établi le premier des comptes rendus de la série prévue en ce qui concerne les corps d'inspecteurs et les pratiques d'inspection.

Le site web est une réussite marquante et constitue un vecteur particulièrement efficace de promotion des activités d'IMPEL. Tous les rapports adoptés par IMPEL sont mis en ligne sur le site, où ils sont aisément accessibles à une très large audience.

7. Conclusions et perspectives

Le réseau IMPEL progresse constamment. Il continue à produire des travaux d'une très grande qualité, que le site web permet de faire connaître à une large audience. L'adoption du programme de travail pluriannuel (qui met la priorité sur la recommandation prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales et sur le 6^e programme d'action communautaire pour l'environnement) permettra de bien cadrer l'activité du réseau et contribuera sans nul doute à ce que les productions d'IMPEL conservent à l'avenir toute leur valeur et leur utilité. À la réunion IMPEL de Namur des 5-7 décembre 2001, un programme de travail pluriannuel couvrant les années 2000-2006 a été adopté.

8. INECE

L'INECE est le Réseau international pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit de l'environnement. Né en 1985, c'est aujourd'hui un réseau international majeur, avec des contacts dans plus de 130 pays. Il compte parmi ses réalisations:

- l'organisation de 5 conférences internationales,
- la publication de 5 éditions des comptes rendus des conférences,
- la production du bulletin INECE,
- un site web informatif,
- plusieurs initiatives de formation en coopération avec l'Institut de la Banque mondiale (WBI).

À intervalles de quelques années, l'INECE organise une conférence mondiale. La prochaine est prévue pour avril 2002 à San Jose au Costa Rica. Le titre de la conférence est «*Inaugurating a millennium of Implementation and Enforcement of Environmental Law*» (la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit de l'environnement dans le nouveau millénaire). Les principaux thèmes abordés seront la capacité institutionnelle et l'évaluation des performances, la prise de conscience de l'importance du contrôle de la conformité et de l'application de la législation environnementale et l'évolution du rôle du pouvoir judiciaire dans le contrôle de la conformité et de l'application de la législation environnementale. Il y aura des intervenants sur chacun des thèmes, ainsi que des ateliers d'accompagnement qui donneront aux participants la possibilité de débattre des thèmes en profondeur et de les

affiner. Vers la fin de la conférence, il y aura des réunions de réseaux régionaux qui donneront aux participants l'occasion de se rencontrer au sein des groupes régionaux.

Le comité exécutif planification de l'INECE a affirmé la nécessité de l'existence d'un programme de travail pluriannuel et de la valeur ajoutée fournie par les liens avec les réseaux régionaux, en complément des conférences internationales tenues tous les deux ans environ. Un projet de programme de travail a été établi sur la base de l'expérience puisée auprès des autres réseaux (y compris IMPEL et AC-IMPEL). Les principaux objectifs seront l'acquisition de compétences, l'efficacité des réseaux et la coopération en matière de contrôles au niveau des pays, des régions et du globe, ainsi qu'une meilleure prise de conscience de l'importance du contrôle de la conformité et de l'application de la législation environnementale. Deux projets potentiels ont déjà été identifiés: un programme de formation sur le thème des transferts illégaux de déchets dangereux entre pays et un projet pour rassembler et mettre à la disposition commune les décisions nationales innovantes.

**CHAPITRE III: PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DES MESURES DE
TRANSPOSITION DES ÉTATS MEMBRES COMMUNIQUÉES
POUR LES DIRECTIVES COMMUNAUTAIRES À TRANSPOSER
DURANT LA PÉRIODE ÉTUDIÉE
(NOTIFICATIONS REÇUES AU 31 DÉCEMBRE 2001)**

(2000)

- ❖ **Directive 97/43/Euratom du Conseil du 30 juin 1997 relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales, remplaçant la directive 84/466/Euratom**

JO L 180, 9.7.1997, p. 22-27

Date de transposition: 12.5.2000

Belgique	<ol style="list-style-type: none"> 01. Arrêté Royal du 20 juillet 2001 portant mise en vigueur de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, Moniteur belge du 30.8.2001, p. 28906 - F. 2001-2370 (C-2001/09537) 02. Arrêté Royal portant sur les attributions et la désignation des membres du Département de contrôle et de surveillance de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire chargée de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, Moniteur belge du 30.8.2001, p. 28907 - F. 2001-2370 (C-2001/09537) 03. Arrêté Royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population des travailleurs et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, Moniteur belge du 30.8.2001, p. 28909 - F. 2001-2370 (C-2001/09537)
Danemark	<ol style="list-style-type: none"> 01. Sundhedsstyrelsens bekendtgørelse nr. 823 af 31. oktober 1997 om dosisgrænser fo ioniserende stråling 02. Bekendtgørelse nr. 708 af 29. september 1998 om brugen af røntgenanlæg m.v. 03. Bekendtgørelse nr. 975 af 16. december 1998 om medicinske røntgenanlæg til undersøgelse af patienter 04. Bekendtgørelse nr. 48 af 25. januar 1999 om elektronacceleratorer til patientbehandling med energier fra 1 MeV til og med 50 MeV 05. Bekendtgørelse nr. 209 af 6. april 1999 om dentalrøntgenanlæg til intra-orale optagelser med spændinger til og med 70 kV 06. Bekendtgørelse nr. 663 af 16. august 1999 om større dentalrøntgenanlæg 07. Bekendtgørelse nr. 765 af 6. oktober 1999 om røntgenterapiapparater til patientbehandling 08. Bekendtgørelse nr. 954 af 23. oktober 2000 om anvendelse af abne radioaktive kilder pa sygehuse, laboratorier m.v.
Allemagne	<ol style="list-style-type: none"> 01. Gesetz zur Änderung atomrechtlicher Vorschriften für die Umsetzung von Euratom-Richtlinien zum Strahlenschutz, BGBl. Teil I Nr. 20 vom 10.5.2000, S. 636 02. Verordnung für die Umsetzung von Euratom-Richtlinien zum Strahlenschutz, BGBl. Teil I Nr. 38 vom 26.7.2001, S. 1714-1846

❖ **Directive 97/43/Euratom du Conseil du 30 juin 1997 relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales, remplaçant la directive 84/466/Euratom**

JO L 180, 9.7.1997, p. 22-27

Date de transposition: 12.5.2000

Grèce	01. Décision 1014, Efimerida tis Kyverniseos, FEK n° 216/B du 6.3.2001, p. 4343
Espagne	01. Real Decreto por el que se establecen los criterios de calidad en medicina nuclear, aprobado el 5 de diciembre de 1997 - RD 1841/97, Boletín Oficial del Estado número 303 de 19.12.1997 02. Real Decreto por el que se establecen los criterios de calidad en radioterapia nuclear, aprobado el 17 de julio de 1998 - RD 1566/98, Boletín Oficial del Estado número 206 de 28.8.1998 03. Real Decreto por el que se establecen los criterios de calidad en radiodiagnóstico, aprobado el 23 de diciembre de 1999 - RD 1976/99, Boletín Oficial del Estado número 311 de 29.12.1999 04. Real Decreto 815/2001 sobre justificación del uso de las radiaciones ionizantes para la protección radiológica de las personas con ocasión de exposiciones médicas, Boletín Oficial del Estado número 168 de 14.7.2001
France	01. Loi sur la sécurité sanitaire de 1998 02. Ordonnance n° 2001-270 du 28 mars 2001 relative à la transposition de directives communautaires dans le domaine de la protection contre les rayonnements ionisants, JORF du 31.3.2001, p. 5056 03. Décret n° 2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et au contrôle de qualité des dispositifs médicaux prévus à l'article L. 5212-1 du code de santé publique, JORF du 7.12.2001 p. 19481
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	01. Decreto legislativo 26 maggio 2000, n. 187, attuazione della Diretiva 97/43/Euratom in materia di protezione sanitaria delle persone contro i pericoli delle radiazioni ionizzanti connesse ad esposizioni mediche, GURI serie generale del 27.7.2000, n.105
Luxembourg	01. Règlement Grand Ducal du 16 mars 2001 relatif à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'exposition à des fins médicales, Memorial du GD du Luxembourg n° 66 du 6.6.2001, p. 1292
Pays-Bas	01. Wet van 9 juli 2000 tot wijziging van de Kernenergiewet 02. Besluit stralingsbescherming 03. Wijzigingen van het Besluit kerninstallaties, splijtstoffen en ertsen en het Besluit vervoer splijtstoffen, ertsen en radioactieve stoffen
Autriche	01. Verordnung über Maßnahmen zum Schutz des Lebens oder der Gesundheit von Menschen einschließlich ihrer Nachkommenschaft vor Schäden durch ionisierende Strahlen (Strahlenschutzverordnung) 12/01/1972, Bundesgesetzblatt Nr. 47, 18.2.1972, S. 481-565 02. Bundesgesetz über Maßnahmen zum Schutz des Lebens oder der Gesundheit von Menschen einschließlich ihrer Nachkommenschaft vor Schäden durch ionisierende Strahlen (Strahlenschutzgesetz), 11/06/1969, Bundesgesetzblatt Nr. 227, 8.7.1969, S. 1337-1349

❖ **Directive 97/43/Euratom du Conseil du 30 juin 1997 relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales, remplaçant la directive 84/466/Euratom**

JO L 180, 9.7.1997, p. 22-27

Date de transposition: 12.5.2000

-
03. Bundesgesetz mit dem das Arzneimittelgesetz geändert wird (Arzneimittelgesetz-Novelle 1993), Bundesgesetzblatt Nr. 107, 16.2.1994, 2021-2040.
 04. Bundesgesetz betreffend Medizinprodukte (MPG), Bundesgesetzblatt Nr. 657, 29.11.1996, S. 4579-4617
 05. Bundesgesetz mit dem Regelungen über Suchtgifte, psychotrope Stoffe und Vorläuferstoffe (Suchtmittelgesetz, SMG), Bundesgesetzblatt Nr. 112, 5.9.1997, S. 1401-1418
 06. Bundesgesetz: Änderung des Bundesgesetzes über die Regelung der gehobenen medizinisch-technischen Dienste (MTD-Gesetz), Bundesgesetzblatt n° 327, 9.7.1996, 2515-2523.
 07. Ärztegesetz 1998 und Änderung des Ausbildungsvorbehaltsgesetzes, Bundesgesetzblatt n° 169, 10.11.1998, 1933-2011.
 08. Verordnung über die Ausbildung zum Arzt für Allgemeinmedizin und zum Facharzt (Ärzte-Ausbildungsordnung), Bundesgesetzblatt n° 152, 4.3.1994, 2113-2262
 09. Erlass zum unmittelbaren Anwendbarkeit von Richtlinien auf dem Gebiete des Strahlenschutzes im Bereich der Medizin ab dem 13. mai 2000, vom 10. mai 2000, GZ. 32.240/2-IX/11/2000
 10. Qualitätssicherung und Qualitätskontrolle auf dem Gebiet des Strahlenschutzes im Bereich der Humanmedizin vom 3. Juli 2001, GZ. 32.240/2-IX/11/2001

Portugal

Aucune notification à ce jour

Finlande

01. Säteilylaki, 27/03/1991, SSK 592/1991, ja sen muutokset 1102/1992, 1334/1994, 594/1995 ja 1142/1998
 02. Säteilyasetus, 20/12/1991, SSK 1512/1991
 03. STM:n asetus säteilyn lääketieteellisestä käytöstä, 10/05/2000, SSK 423/2000
 04. Laki Säteilyturvakeskuksesta, 22/12/1983, SSK 1069/1983
 05. Laki lääketieteellisestä tutkimuksesta, 09/04/1999, SSK 488/1999
 06. Kansanterveyslaki, 28/01/1972, SSK 66/1972
 07. Kansanterveysasetus, 21/08/1992, SSK 802/1992
 08. Laki terveydenhuollon valtakunnallisista henkilörekistereistä, 09/06/1989, SSK 556/1989
 09. Asetus terveydenhuollon valtakunnallisista henkilörekistereistä, 01/09/1989, SSK 774/1989
 10. Laki terveydenhuollon ammattihenkilöistä, 28/06/1994, SSK 559/1994
 11. Asetus terveydenhuollon ammattihenkilöistä, 28/06/1994, SSK 564/1994
-

❖ **Directive 97/43/Euratom du Conseil du 30 juin 1997 relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales, remplaçant la directive 84/466/Euratom**

JO L 180, 9.7.1997, p. 22-27

Date de transposition: 12.5.2000

Suède	<ol style="list-style-type: none"> 01. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om allmänna skyldigheter vid medicinsk och odontologisk verksamhet med joniserande strålning - 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:1, 6.6.2000, s. 1-8 02. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om röntgendiagnostik - 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:2, 6.6.2000, s. 1-9 03. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter och allmänna råd om nukleärmedicin - 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:3, 6.6.2000, s. 1-9 04. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om medicinsk strålbehandling - 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:4, 6.6.2000, s. 1-6 05. Högskoleförordning - 04/02/1999, Svensk författningssamling 1993:100, 2.3.1993, s. 1-60 06. Lag om yrkesverksamhet på hälso- och sjukvårdens område - 11/06/1998, Svensk författningssamling 1998:531, 22.6.1998, s. 1-18 07. Förordning om yrkesverksamhet på hälso- och sjukvårdens område - 3/12/1998, Svensk författningssamling 1998:1513, 11.12.1998, s. 1-15 08. Socialstyrelsens föreskrifter - 04/11/1996, Socialstyrelsens författningssamling 1996:26(M), 29.11.1996, s. 3 09. Socialstyrelsens föreskrifter och allmänna råd. Kvalitetssystem I hälso- och Sjukvården - 25/10/1996, Socialstyrelsens författningssamling 1996:24(M), 20.12.1996, s. 3-20
Royaume-Uni	<ol style="list-style-type: none"> 01. The Ionizing Radiation (medical exposure) Regulations 2000, Statutory Instrument No 1059 of 2000, Great Britain 02. The Ionizing Radiation (medical exposure) Regulations (Northern Ireland) 2000, Statutory Instrument No 154 of 2000

❖ **Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants**

JO L 159, 29.6.1996, p. 1-14

Date de transposition: 13.5.2000

Belgique	<p>01. Arrêté royal du 20 juillet 2001 portant mise en vigueur de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, Moniteur belge du 30.8.2001, p. 28906 - F. 2001-2370 (C-2001/09537)</p> <p>02. Arrêté Royal portant sur les attributions et la désignation des membres du Département de contrôle et de surveillance de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire chargée de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, Moniteur belge du 30.8.2001, p. 28907 - F. 2001-2370 (C-2001/09537)</p> <p>03. Arrêté Royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population des travailleurs et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, Moniteur belge du 30.8.2001, p. 28909 - F. 2001-2370 (C-2001/09537)</p>
Danemark	<p>01. Sundhedsstyrelsens bekendtgørelse nr. 823 af 31. oktober 1997 om dosisgrænser fo ioniserende stråling</p> <p>02. Bekendtgørelse nr. 708 af 29. september 1998 om medicinske røntgenanlæg til undersøgelse af patienter</p> <p>03. Bekendtgørelse nr. 975 af 16. december 1998 om medicinske røntgenanlæg til undersøgelse af patienter</p> <p>04. Bekendtgørelse nr. 48 af 25. januar 1999 om elektronacceleratorer til patientbehandling med energier fra 1 MeV til og med 50 MeV</p> <p>05. Bekendtgørelse nr. 209 af 6. april 1999 om dentalrøntgenanlæg til intra-orale optagelser med spændinger til og med 70 kV</p> <p>06. Bekendtgørelse nr. 663 af 16. august 1999 om større dentalrøntgenanlæg</p> <p>07. Bekendtgørelse nr. 765 af 6. oktober 1999 om røntgenterapiapparater til patientbehandling</p> <p>08. Bekendtgørelse nr. 954 af 23. oktober 2000 om anvendelse af abne radioaktive kilder på sygehuse, laboratorier m.v.</p> <p>09. Bekendtgørelse om undtagelsesregler fra lov om radioaktive stoffer, SIS-udkast af 22. december 2000</p> <p>10. Bekendtgørelse nr. 120 af 26. februar 2001 om ændring af bekendtgørelse om lægelig kontrol med arbejde med ioniserende stråling</p> <p>11. Bekendtgørelse nr. 206 af 23. marts 1990 om lægelig kontrol med arbejde med ioniserende stråling, s. 1-2</p> <p>12. Bekendtgørelse nr. 1165 af 16. december 1992 om arbejdsmedicinske undersøgelser efter lov om arbejdsmiljø</p>

❖ **Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants**

JO L 159, 29.6.1996, p. 1-14

Date de transposition: 13.5.2000

Allemagne	01. Gesetz zur Änderung atomrechtlicher Vorschriften für die Umsetzung von Euratom-Richtlinien zum Strahlenschutz, BGBl. Teil I Nr. 20 vom 10.5.2000, S. 636
	02. Verordnung vom 20. Juli 2001 für die Umsetzung von EURATOM-Richtlinien zum Strahlenschutz, BGBl. Teil I Nr. 38 vom 26.7.2001, S. 1714
Grèce	01. Décision 1014, Efimerida tis Kyverniseos, FEK n° 216/B du 6.3.2001, p. 4343
Espagne	01. Real Decreto 783/2001, de 6 de julio de 2001, por el que se aprueba el Reglamento sobre protección sanitaria contra radiaciones ionizantes, Boletín Oficial del Estado número 178 de 26.7.2001, p. 27284
	02. Real Decreto 1836/1999, de 3 diciembre 1999, por el que se aprueba el Reglamento sobre instalaciones nucleares y radiactivas, Boletín Oficial del Estado número 313 de 31.12.1999
France	01. Décret n° 2001-215 du 8 mars 2001 modifiant le décret n° 66-450 du 20 juin 1966 relatif aux principes généraux de protection contre les rayonnements ionisants, JORF du 10.3.2001, p. 3869 - (NOR MESP0120118D)
	02. Ordonnance n° 2001-270 du 28 mars 2001 relative à la transposition de directives communautaires dans le domaine de la protection contre les rayonnements ionisants, JORF du 31.3.2001, p. 5056
Irlande	01. Radiological protection Act 1991 (No 9 of 1991)
	02. Energy (Miscellaneous provisions) Act 1995 (No 35 of 1995)
	03. Food Safety Authority of Ireland Act, 1998 (No 29 of 1998)
	04. Radiological protection Act 1991(ionizing radiation) Order, 2000, Statutory Instrument No 125 of 2000
	05. European Communities (Revocation of Regulations relating to ionizing radiation and protection of outside workers from such radiations) Regulations 2000, Statutory Instrument No 131 of 2000
Italie	01. Avviso di rettifica ed errata-corrigge al decreto legislativo 26 maggio 2000, n. 241 di attuazione della direttiva 96/29/Euratom del Consiglio del 13/05/1996, che stabilisce le norme fondamentali di sicurezza relative alla protezione sanitaria della popolazione e dei lavoratori contro I rischi derivanti dalle radiazioni ionizzanti, GURI, serie generale del 22.3.2001, n. 68
	02. Decreto legislativo 9 maggio 2001, n. 257, GURI serie generale del 4.7.2001, n. 153, p. 9
	03. Avviso di rettifica ed errata-corrigge al decreto legislativo 26 maggio 2000, n. 241 di attuazione della direttiva 96/29/Euratom del Consiglio del 13/05/1996, che stabilisce le norme fondamentali di sicurezza relative alla protezione sanitaria della popolazione e dei lavoratori contro I rischi derivanti dalle radiazioni ionizzanti, GURI serie generale del 22.3.2001, n. 68
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 14/12/2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, Mémorial A, N° 9 du 22.1.2001, p. 528

❖ **Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants**

JO L 159, 29.6.1996, p. 1-14

Date de transposition: 13.5.2000

Pays-Bas	01. Wet van 9 juli 2000 tot wijziging van de Kernenergiewet, Staatsblad 2000, 313 02. Besluit stralingsbescherming, Staatsblad 2001, 397
Autriche	01. Strahlenschutzgesetz, BGBl. Nr. 227/1969, idF 657/1996 02. Strahlenschutzverordnung, BGBl. Nr. 47/1972 03. Rundschreiben vom 14.9.2000 zur unmittelbaren Anwendbarkeit der Richtlinie 96/29/Euratom ab dem 13. mai 2000
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	01. Säteilylaki, 27/03/1991, SSK 592/1991 ja sen muutos 1142/1998 02. Säteilyasetus, 20/12/1991, SSK 1512/1991 ja sen muutos 1143/1998 03. Työterveyshuoltolaki, 29/09/1978, SSK 743/1978 04. Valtioneuvoston päätös terveystarkastuksista erityistä sairastumisen vaaraa aiheuttavissa töissä, 30/12/1992, SSK 1672/1992 05. Laki Säteilyturvakeskuksesta, 22/12/1983, SSK 1069/1983 06. Asetus säteilyturvakeskuksesta, 27/06/1997, SSK 618/1997 07. Säteilyn käytön vapauttaminen turvallisuusluvasta ja ilmoitusvelvollisuudesta, 01/07/1999, OHJE N:o ST 1.5, 01/07/1999, s. 0-10 08. Säteilysuojelutoimet työpaikalla: 29/12/1999, OHJE N:o ST 1.6 29/12/1999, s. 0-14 09. Hammasröntgenlaitteiden käyttö ja valvonta, 27/05/1999, OHJE N:o ST 3.1, 27/05/1999, s. 0-10 10. Radionuklidlaboratorioiden säteilyturvallisuusvaatimukset, 01/07/1999, OHJE N:o ST 6.1, 01/07/1999, s. 0-9 11. Radioaktiiviset jätteet: 01/07/1999, OHJE N:o ST 6.2, 01/07/1999, s. 0-9 12. Säteilyaltistuksen seuranta, 25/02/2000, OHJE N:o ST 7.1, 25/02/2000, s. 0-9 13. Säteilyaltistuksen enimmäisarvojen soveltaminen ja säteilyannoksen laskemisperusteet, 01/07/1999, OHJE N:o ST 7.2, 01/07/1999, s. 0-20 14. Sisäisestä säteilystä aiheutuvan annoksen laskeminen, 01/07/1999, OHJE N:o ST 7.3, 01/07/1999, page 0-90 15. Säteilyannosten rekisteröinti: 25/02/2000, OHJE N:o ST 7.4, 25/02/2000, s. 0-7 16. Säteilytyötä tekevien työntekijöiden terveystarkkailu: 29/12/1999, OHJE N:o ST 7.5, 29/12/1999, s. 0-12 17. Säteilyturvallisuus luonnonsäteilylle altistavassa toiminnassa, 06/04/2000, OHJE N:o ST 12.1, 06/04/2000, s. 0-15 18. Säteilyturvakeskuksen päätös 202/310/99 Hammasröntgenlaitteiden käytön vapauttaminen turvallisuusluvasta, 24/05/1999 19. Ydinergialaki ja muu säännöstö 20. Ydinenergiaki, 11/12/1987, SSK 990/1987, kuten viimeksi muutettuna 635/1999 21. Ydinenergia-asetus, 12/02/1988, SSK 161/1998, kuten viimeksi muutettuna

❖ **Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants**

JO L 159, 29.6.1996, p. 1-14

Date de transposition: 13.5.2000

	1069/1999
	22. Valtioneuvoston päätös ydinvoimalaitosten turvallisuutta koskevista yleisistä määräyksistä, 14/02/1991, SSK 395/1991
	23. Valtioneuvoston päätös ydinvoimalaitosten valmiusjärjestelyjä koskevista yleisistä määräyksistä, 14/02/1991, SSK 397/1991
	24. Ydinvoimalaitoksen ympäristön väestön säteilyannosten arviointi: 23/01/1997, OHJE N:o YVL 7.2, 23/01/1997, s. 0-11
	25. Ydinvoimalaitoksen valmiusjärjestelyt: 23/01/1997, OHJE N:o YVL 7.4, 23/01/1997, s. 0-18
	26. Ydinvoimalaitosten radioaktiivisten aineiden päästöjen mittaus: 13/07/1992, OHJE N:o YVL 7.6, 13/07/1992, s. 0-7
	27. Ydinvoimalaitoksen ympäristön säteilyvalvonta 11/12/1995, OHJE YVL N:o 7.7, 11/12/1995, s. 0-10
	28. Ydinvoimalaitosten työntekijöiden säteilysuojelu: 14/12/1992, OHJE N:o YVL 7.9, 14/12/1992, s. 0-9
	29. Ydinvoimalaitoksen työntekijöiden säteilyaltistuksen valvonta, 29/08/1994, OHJE N:o YVL 7.10, 29/08/1994, s. 0-9
	30. Ydinjätteiden vapauttaminen valvonnasta: 19/03/1992, OHJE N:o YVL 8.2, 19/03/1992, s. 0-6
Suède	01. Strålskyddslag, Svenska författningssamling (SFS) 1988:220
	02. Lag (2000:264) om ändring i strålskyddslagen (1988:220), SFS 2000:264, 9.5.2000
	03. Förordning (2000:808) om ändring i förordningen (1988:295) med instruktion för Statens strålskyddsinstitut, SFS 2000:808, 7.11.2000
	04. Förordning (2000:809) om ändring i strålskyddsförordningen (1988:293), SFS 2000:809, 7.11.2000
	05. Statens strålskyddsinstituts författningssamling, i det följande SSIFS : 1983:7; 1999:1; 1991:2; 1991:3; 1991:5; 1992:1; 1992:4; 1996:2; 1998:3; 1998:4; 1998:5; 1998:6; 2000:1; 2000:2; 2000:3; 2000:4; 2000:5; 2000:6; 2000:7; 2000:8; 2000:9; 2000:10; 2000:11
	06. Strålskyddslag, 19/05/1988 Svensk författningssamling 1988:220
	07. Strålskyddsförordning 19/05/1988, Svensk författningssamling 1988:293
	08. Förordning med instruktion för Statens strålskyddsinstitut 19/05/1988, Svensk författningssamling 1988:295
	09. Räddningstjänstlag 11/12/1986, Svensk författningssamling 1986:1102
	10. Räddningstjänstlagförordning 11/12/1986, Svensk författningssamling 1986:1107
	11. 9 kap. Miljöfarlig verksamhet och hälsoskydd, Svensk författningssamling 1988:808 - Arbetsmiljölagen 19/12/1977 Svensk författningssamling 1977:1160
	12. Lag om ändring i strålskyddslagen (1988:220) 27/04/2000, Svensk författningssamling 2000:264, 09.05.2000, s. 1-2

❖ **Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants**

JO L 159, 29.6.1996, p. 1-14

Date de transposition: 13.5.2000

-
13. Förordning om ändring i förordningen (1988:295) med instruktion för Statens strålskyddsinstitut 19/10/2000 Svensk författningssamling 2000:808, 7.11.2000, s. 1-2
 14. Förordning om ändring i strålskyddsförordningen (1988:293) 19/10/2000, Svensk författningssamling 2000:809, 7.11.2000, s. 1-7
 15. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter m.m. om icke kärnenergianknutet radioaktivt avfall: 20/12/1983, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1983:7
 16. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om strålskärmning av röntgenanläggningar för medicinsk diagnostik: 22/03/1991, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1991:1
 17. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om strålskärmning av röntgenanläggningar för odontologisk diagnostik : 22/03/1991, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1991:2
 18. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om strålskärmning av röntgenanläggningar för veterinärmedicinsk diagnostik, 22/03/1991, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1991:3
 19. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om bäringskikare och pejlkompasser försedda med tritiumljus, 24/02/1992, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1992:1
 20. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om brandvarnare som innehåller strålkälla med radioaktivt ämne, 02/11/1992, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1992:4
 21. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om utförsel av gods och olja från zonindelade områden vid kärntekniska anläggningar: 25/09/1996, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1996:2
 22. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om externa personer i verksamhet med joniserande strålning, 18/11/1996, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1996:3, s. 1-6
 23. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om kategoriindelning av arbetstagare och arbetsställen vid verksamhet med joniserande strålning, 29/10/1998, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1998:3
 24. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om dosgränser vid verksamhet med joniserande strålning, 29/10/1998, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1998:4
 25. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om mätning och rapportering av persondoser, 29/10/1998, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1998:5
 26. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om läkarundsökning för arbete med joniserande strålning, 29/10/1998, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 1998:6
 27. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om allmänna skyldigheter vid medicinsk och odontologisk verksamhet med joniserande strålning, 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:1, 6.6.2000, s. 1-8
-

❖ **Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants**

JO L 159, 29.6.1996, p. 1-14

Date de transposition: 13.5.2000

-
28. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om röntgendiagnostik, 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:2, 6.6.2000, s. 1-9
 29. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter och allmänna råd om nukleärmedicin, 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:3, 6.6.2000, s. 1-9
 30. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om medicinsk strålbehandling, 28/04/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:4, 6.6.2000, s. 1-6
 31. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter och allmänna råd om röntgenverksamhet inom veterinärmedicinen, 26/05/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:5, 09.08.2000, s. 1-9
 32. Statens strålskyddsinstituts allmänna råd om kompetens hos strålskyddsexperter, 6/05/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:6, 9.8.2000, s. 1-4
 33. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om laboratorieverksamhet med radioaktiva ämnen i form av öppna strålkällor, 26/05/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:7, 9.8.2000, s. 1-10
 34. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter och allmänna råd om radiografering, 26/05/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:8, 9.8.2000, s. 1-9
 35. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om verksamhet med acceleratorer och slutna strålkällor, 26/05/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:9, 9.8.2000, s. 1-6
 36. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om personsstrålskydd i verksamhet med joniserande strålning vid kärntekniska anläggningar, 26/05/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:10, 9.8.2000, s. 1-8
 37. Statens strålskyddsinstituts föreskrifter om strålskyddsföreståndare vid kärntekniska anläggningar, 26/05/2000, Statens strålskyddsinstituts författningssamling 2000:11, 9.8.2000, s. 1-2

Royaume-Uni

01. Health and Safety at work Act 1974 (last amended 1996 and 1997)
 02. The Medicines (Administration of Radioactive Substances) Regulations 1978 (1978 n° 1006) modifié par The Medicines (Administration of Radioactive Substances) amendment Regulations 1995 (No 2147) et The medicines (radioactive Substances) Order 1978 1978 No 1004
 03. Food Safety Act 1990
 04. Environment Act 1995
 05. Food and Environment protection Act 1985
 06. Ionizing Radiations Regulations (Great Britain) 1999 of 9.12.1999 (1999/3232)
 07. Ionising Radiations Regulations (Northern Ireland) 2000, Statutory Rules of Northern Ireland No 375
 08. Radioactive substances Act 1993 (27 mai) (GB) as amended by Environment Act 1995
-

❖ **Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants**

JO L 159, 29.6.1996, p. 1-14

Date de transposition: 13.5.2000

-
09. Radioactive (Basic standards) Scotland Regulation 2000 and Radioactive (Basic standards) Scotland Direction 2000 (Scottish SI 2000 No 100)
 10. The Radioactive Material (Road Transport) (Great Britain) Regulations 1996, Statutory Instrument 1350/1996, into force on 20/06/1996
 11. Health Protection (Ionising Radiation) Ordinance 2001 Interpretation and General Clauses Ordinance the Radiation (Emergency Preparedness and Public Information) Regulations 2001, Draft legal notice of 2001 Gibraltar Gazette
 12. The radiation (emergency preparedness and public information for Great Britain Regulations 2001 (2001 No 2975) of 20.9.2001
 13. Air navigation (cosmic radiation)(keeping of records) Regulations 2000 (No 1380) and air navigation (cosmic radiation) Order 2000 (No 1104)
 14. The radioactive substances (substances of low activity) exemption (amendment) Order 1992 (S.I. No 647)
 15. Nuclear reactors (environmental impact assessment for decommissioning) regulations 1999 (SI No 2892)
 16. Radiation (Emergency Preparedness and Public Information) Regulations 2001 (Great Britain) - (27/08/2001), SI 2001 N° 2975, entrée en vigueur 20/09/2001
 17. Radiation (Emergency Preparedness and Public Information) Regulations 2001 Northern Ireland (27/08/2001), SR of NI 2001 No 436
 18. Radioactive Substances (Clocks and Watches) England and Wales-Regulations 2001 – SI 2001 No 4005
 19. Requirements for the approval of Dosimetry services under the IRR 1999 (supplement on approval for emergency exposures during intervention)
-

❖ **Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché de produits biocides**

JO L 123, 24.4.1998, p. 1-63

Date de transposition: 13.5.2000

Belgique	01. Arrêté royal du 5 juin 1975 relatif à la conservation, au commerce et à l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques, Moniteur belge du 4.11.1975, p. 13864 02. Arrêté royal du 25 juillet 1985 modifiant l'arrêté royal du 5 juin 1975 relatif à la conservation, au commerce et à l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques, Moniteur belge du 18.12.1985 (N. 85-2623) 03. Arrêté royal du 5 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 5 juin 1975 relatif à la conservation, au commerce et à l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques, Moniteur belge du 19.12.1991 (N. 91-3783), p. 28911 04. Arrêté Royal du 5 septembre 2001 relatif à la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides, Moniteur belge du 12.10.2001, p. 35306
Denmark	01. Lov nr. 256 af 12 april 2000 am ændring af lov om kemiske stoffer og produkter 02. Bekendtgørelse af 5 maj 2000 om ændring af bekendtgørelse om bekæmpelsesmidler
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	01. Décret Présidentiel n° 205, Efimerida tis Kyverniseos, FEK 160A du 16.7.2001, p. 2429
Denmark	01. Lov nr. 256 af 12 april 2000 am ændring af lov om kemiske stoffer og produkter 02. Bekendtgørelse af 5 maj 2000 om ændring af bekendtgørelse om bekæmpelsesmidler
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	01. Ordonnance n° 2001-321 du 11/04/2001 relative à la transposition de directives communautaires et à la mise en oeuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement, JORF du 14.4.2001, p. 5820
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	01. Decreto legislativo 25/02/2000 n. 174, Supplemento ordinario alla Gazzetta ufficiale, serie generale, del 28/06/2000, n. 149, pag. 5
Luxembourg	Aucune notification à ce jour
Netherlands	01. Bestrijdingsmiddelenwet 1962 (12/07/1962), ADW, Kluwer, STB. 288 02. Regeling uitzondering bestrijdingsmiddelen (19/05/1978), ADW, Kluwer 03. Regeling samenstelling, indeling, verpakking en etikettering estrijdingsmiddelen (SIVEB) (22/02/1980), ADW, Kluwer 04. Regeling toelating bestrijdingsmiddelen 1995 (RTB'95) (23/02/1995), ADW, Kluwer 05. Besluit wijziging toelatingsvoorschriften bestrijdingsmiddelen, ADW, Kluwer (20/02/1995) 06. Bestrijdingsmiddelenbesluit (25/07/1964), ADW, Kluwer 07. Besluit andere taken College voor de toelating van bestrijdingsmiddelen (12/11/1999), ADW, Kluwer 08. Warenwetbesluit deponering informatie preparaten (21/12/1995), ADW, Kluwer 09. Besluit milieutoelatingseisen niet-landbouwbestrijdingsmiddelen (27/07/1998) 10. Wijziging van de Bestrijdingsmiddelenwet 1962 (implementatie biociden richtlijn), Tweede Kamer, vergaderjaar 1999-2000, 27 085, nrs 1-2, ADW, Kluwer

❖ **Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché de produits biocides**

JO L 123, 24.4.1998, p. 1-63

Date de transposition: 13.5.2000

Autriche	01. Bundesgesetz, mit dem ein Biozid-Produkte-Gesetz erlassen wird sowie das Lebensmittelgesetz 1975 und das Chemikaliengesetz 1996 geändert werden, BGBl. I Nr. 105/2000
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	01. Laki kemikaalilain muuttamisesta, SSK 1198/1999 02. Laki torjunta-ainelain muuttamisesta, SSK 1199/1999 03. Laki terveydensuojelulain 21 §:n muuttamisesta, SSK 1200/1999 04. Valtioneuvoston asetus biosidivamisteista, SSK 466/2000 05. Sosiaali- ja terveysministeriön asetus biosidivalmisteiden pakkaamisesta ja merkinnöistä, SSK 422/2000 06. Ympäristöministeriön asetus Suomen ympäristökeskuksen maksullisista suoritteista, SSK 420/2000 07. Sosiaali- ja terveysministeriön asetus sosiaali- ja terveydenhuollon tuotevalvontakeskuksen maksullisista suoritteista annetun sosiaali- ja terveysministeriön päätöksen muuttamisesta, SSK 498/2000 08. Landskapslag om tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande kemikalier (09/04/1990), AFS Nr 32/1990 09. Landskapslag om ändring av landskapslagen angående tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande kemikalier (12/05/1995), AFS Nr 60/1995 10. Landskapsförordning om ändring av landskapsförordning om tillämpning i landskapet Åland av riksförfattningar om explosionfarliga ämnen och kemikalier (12/10/2000), AFS Nr 73/2000 11. Maa- ja metsätalousministeriön asetus 109/00 viljakasvien siemenkaupasta (24/11/2000)
Suède	01. Förordningen (2000:338) om biocidprodukter 02. Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS) 2000:3 om ändring i KIFS 1998:8 03. KIFS 1998:8 om kemiska produkter och biotekniska organismer 04. KIFS 2000:4 om ändring i KIFS 1994:12 05. Miljöbalken 1998:808 06. Förvaltningslagen 1986:223 07. Djurskyddsförordningen 1988:539 08. Sekretesslagen 1980:100 09. Sekretessförordningen 1980:657 10. Förordningen 2000:384 11. Sprängämnesinspektionens föreskrifter (SÄIFS) 1994:4 om varuinformationsblad 12. Marknadsföringslagen 1994:450 13. Förordningen 1998:942 om kemikalieavgifter m.m. 14. Förordningen 1998:900 om tillsyn enligt miljöbalken

❖ **Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché de produits biocides**

JO L 123, 24.4.1998, p. 1-63

Date de transposition: 13.5.2000

15. Förordningen 2000:341 om ändring i förordningen om tillsyn

16. Förordningen 1988:525 med instruktion för Kemikalieinspektionen

Royaume-Uni 01. The Biocidal Products Regulations 2001; 06/04/2001, Statutory Instrument No 880

❖ **Directive 98/81/CE du Conseil, du 26 octobre 1998, modifiant la directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés**

JO L 330, 5.12.1998, p. 13-31

Date de transposition: 5.6.2000

Belgique	01. Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09/12/1993 relatif aux installations effectuant des opérations mettant en oeuvre des micro-organismes ou des organismes, pathogènes ou génétiquement modifiés - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/12/1993 betreffende de inrichtingen die activiteiten verrichten waarbij pathogene of genetisch gemodificeerde micro-organismen of organismen worden aangewend, Moniteur belge du 25.1.1994, p. 1424
	02. Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 384 af 26. maj 2000
	02. Bekendtgørelse af 28. juni 2001 om genteknologi og arbejdsmiljø, Bekendtgørelse nr. 642 tradte i kraft den 16. juli 2001
	03. Bekendtgørelse af lov om arbejdsmiljø, Lovbekendtgørelse nr. 784 af 11. oktober 1999
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	01. Code de l'environnement Livre V Prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre III
	02. Décret n° 93-773 du 27/03/1993 pris pour l'application s'agissant des utilisations civiles de l'article 6 de la loi n° 92-654 du 13/07/1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19/07/1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, JORF n° 75 du 30.3.1993
	03. Arrêté du 09/06/1993 relatif au dossier de déclaration d'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés prévu à l'article 19 du décret n° 93-773 du 27/03/1993, JORF n° 148 du 29.6.1993
	04. Arrêté du 27/12/1994 relatif au dossier de demande d'agrément prévu au titre Ier du décret n° 93-773 du 27/03/1993, JORF n° 13 du 15.1.1995, p. 786
Irlande	01. Genetically modified organisms (contained use) Regulations, 2001, Statutory Instrument No 73 of 2001
Italie	01. Decreto legislativo 12 aprile 2001, n° 206 (pubblicato nel "Supplemento ordinario n° 133 alla Gazzetta ufficiale della Repubblica italiana n° 126 del 1/6/2001 - Serie generale") Attuazione della direttiva 98/81/CE che modifica la direttiva 90/219/CE, concernente l'impiego confinato di microorganismi geneticamente modificati
Luxembourg	01. Règlement du 5 octobre 2001 déterminant les informations que doivent contenir les demandes d'autorisation de projets d'utilisation confiée d'organismes génétiquement modifiés, Mémorial A n° 128 du 18.10.2001, p. 2592
Pays-Bas	Aucune notification à ce jour
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 2/2001 de 4 de Janeiro, Diário da República - I série A, n.º 3 de 4.1.2001, p. 39
Finlande	01. Laki geeniteknikaalain muuttamisesta, 26/05/2000, SSK 490/2000
	02. Valtioneuvoston asetus geeniteknika-asetuksen muuttamisesta, SSK 491/2000

❖ **Directive 98/81/CE du Conseil, du 26 octobre 1998, modifiant la directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés**

JO L 330, 5.12.1998, p. 13-31

Date de transposition: 5.6.2000

	03. Sosiaali- ja terveysministeriön asetus geenitekniikalla muunnettujen mikro-organismien suljetun käytön riskiarvioinnin periaatteista sekä eristämis- ja muista suojatoimenpiteistä, 31/05/2000, SSK 492/2000
	04. Geeniteknikkalaki, 17/03/1995, SSK 377/1995
	05. Geeniteknikka-asetus, 24/04/1995, SSK 821/1995
Suède	Aucune notification à ce jour
Royaume-Uni	01. The Genetically Modified Organisms (Contained Use) Regulations 2000, Statutory Instrument, Health and Safety 2000 No 2831 (coming into force 15.11.2000)
	02. Public Health (Genetically Modified Micro-Organisms) (Contained Use) Regulations 2001 - 26/04/2001, Second supplement to the Gibraltar Gazette No 3220 of 26.4.2001, p. 132-183
	03. The Genetically Modified Organisms (Contained Use) Regulations (Northern Ireland) 2001, Statutory Instrument N° 295/2001 of 15.11.2000, coming into operation 25.9.2001

❖ **Directive 98/98/CE de la Commission du 15 décembre 1998 portant vingt-cinquième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

JO L 355, 30.12.1998, p. 1-624

Date de transposition: 1.7.2000

Belgique	01. Arrêté royal du 28 septembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi et l'arrêté royal du 5 octobre 1998 limitant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, Moniteur belge n° 228 du 25.11.2000, p. 39238
	02. Arrêté royal du 28 septembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme et son environnement, Moniteur belge n° 228 du 25.11.2000, p. 39339
	03. Arrêté ministériel du 10 octobre 2000 rectifiant l'annexe VI de l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement, Moniteur belge n° 228 du 25.11.2000, p. 39347
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 1065 af 30 november 2000 om klassificering, emballering, mærkning, salg og opbevaring af kemiske stoffer og produkter
Allemagne	01. Vierte Verordnung zur Änderung der Gefahrstoffverordnung, Bundesgesetzblatt Teil I Nr. 48 vom 29.10.1999, S. 2059
Grèce	01. Décision ministérielle 652/2000 modifiant la décision 378/94 du Conseil Chimique Supérieur pour la mise en conformité à la directive 98/98/CE de la Commission du 15 décembre 1998 portant vingt-cinquième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses et en conformité avec les errata de la directive 98/98/CE (19/03/2001), Efimerida tis Kyverniseos, FEK n° 363 du 5.4.2001, p. 6302
Espagne	01. Orden del Ministerio de la Presidencia de 5 de octubre del 2000, por la que se modifican los Anexos I, II, III, IV y V del Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado, etiquetado de sustancias peligrosas, aprobado por el Real-Decreto 383/1995, de 10 de marzo. Boletín Oficial del Estado número 243 de 10.10.2000, p. 34757. Anexos en el Suplemento del Boletín Oficial del Estado número 243 de 10.10.2000
France	01. Arrêté du 27 juin 2000, JORF du 25.7.2000, p. 11434
Irlande	01. European Communities (Classification, packaging, labelling and notification of dangerous substances) (Amendment) Regulations, 2000, Statutory Instrument No 393 of 29.11.2000
Italie	01. Decreto legislativo n. 205, GURI n. 205 del 2.9.2000
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 8.6.2001 modifiant et complétant les annexes I, III, IV et VI de la loi modifiée du 15 juin 1994 (Mémorial A N° 68 du 13.6.2001) - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

- ❖ **Directive 98/98/CE de la Commission du 15 décembre 1998 portant vingt-cinquième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l’emballage et l’étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l’intérêt pour l’EEE)**

JO L 355, 30.12.1998, p. 1-624

Date de transposition: 1.7.2000

Pays-Bas	01. Artikel 9(2) ‘Besluit verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten WMS’.
	02. Artikel 19(2) ‘Nadere regels verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten (WMS)’
	03. Bekendmaking wijziging EG-richtlijn betreffende bestuursrechtelijke bepalingen inzake gevaarlijke stoffen, Staatscourant van 21.9.2001, nr. 183
Autriche	01. Chemikalienverordnung 1999, BGBl. II Nr. 2000/81
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 195-A/2000, Diário da República I série A n.º 193 de 22.8.2000, p. 4248(2)
Finlande	01. Sosiaali- ja terveystieteiden päätös kemikaalien luokitusperusteita ja merkintöjen tekemistä koskevan sosiaali- ja terveystieteiden päätöksen muuttamisesta
Suède	01. Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS 1999:3)
Royaume-Uni	01. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) (No 2) Regulations, 1999, Statutory Instrument No 3165
	02. The Chemicals (Hazards Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations (Northern Ireland) 2001; 15.5.2001, S.R. I. 168

❖ **Directive 1999/32/CE du Conseil, du 26 avril 1999, relative à la réduction de la teneur en soufre de quelques combustibles liquides, et à la modification de la directive 93/12/CEE**

JO L 121, 11.5.1999, p. 13-18

Date de transposition: 1.7.2000

Belgique	01. Normes belges: - produits pétroliers, gasoil chauffage: NBN T52-716 octobre 2000 - produits pétroliers, combustibles résiduels: NBN T 52-717 octobre 2000 - produits pétroliers, gasoil marine: NBN T 52-703 janvier 2001 02. Arrêté royal du 07/03/2001 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gasoil de chauffage 03. Arrêté royal du 07/03/2001 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre de combustibles résiduels 04. Arrêté royal du 07/03/2001 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gasoil à usage maritime
Danemark	01. Bekendtgørelse af 22. juni 2000 om begrænsning af svovindholdet i visse flydende brændstoffer
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	01. Décision 340/2000 - Harmonisation de la législation hellénique à la directive 1999/32/CE, relative à la réduction de la teneur en soufre de quelques combustibles liquides, et à la modification de la directive 93/12/CEE (15/02/2001), Efimerida tis Kyverniseos, FEK 222/B du 6.3.2001, p. 4557
Espagne	01. Real Decreto 287/2001, de 16 de marzo, por el que se reduce el contenido de azufre de determinados combustibles líquidos. Boletín Oficial del Estado número 75 de 28.3.2001, p. 11532
France	01. Arrêté du 19 juin 2000 relatif aux caractéristiques du gazole pêche 02. Arrêté du 19 juin 2000 relatif aux caractéristiques du diesel marine léger, JORF du 27.6.2000, p. 9648 03. Arrêté du 25 avril 2000 relatif aux caractéristiques des fiouls lourds, JORF du 27.6.2000, p. 7056 04. Arrêté du 11 août 1999 modifiant l'arrêté du 29 août 1957 modifié fixant les caractéristiques du fioul domestique, JORF du 8.9.1999 05. Arrêté du 15 août 2000 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (combustion), JORF du 25.9.2000, p. 15313
Irlande	01. The Air Pollution Act (Sulphur Content of Heavy Fuel and Gas Oil) Regulations, 2001, Statutory Instrument N° 13 of 2001
Italie	01. Decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 7 settembre 2001, n° 395: Recepimento della direttiva 99/32/CE relativa alla riduzione del tenore di zolfo di alcuni combustibili liquidi, GURI serie generale, n°255 del 2.11.2001
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 21 février 2000 concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides, Mémorial 16, du 7.3.2000, p. 491

❖ **Directive 1999/32/CE du Conseil, du 26 avril 1999, relative à la réduction de la teneur en soufre de quelques combustibles liquides, et à la modification de la directive 93/12/CEE**

JO L 121, 11.5.1999, p. 13-18

Date de transposition: 1.7.2000

Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> 01. Besluit van 13 juni 2000, tot wijziging van het Besluit zwavelgehalte brandstoffen ter uitvoering van richtlijn 99/32/EG van de Raad van de Europese Unie van 26 april 1999, betreffende een vermindering van eht brandstofgehalte van bepaalde vloeibare brandstoffen en tot wijziging van Richtlijn 93/12/EEG (PbEG L 121) 02. Wijziging van het Besluit bepalingmethode zwavelgehalte brandstoffen, Staatscournant van 18.7.2000, nr. 136, blz. 8
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> 01. Tiroler Heizungsanlagenverordnung 2000, LGBL. für Tirol Nr. 66/2000 02. Verordnung der Oö. Landesregierung vom 3. November 1980 über die Lagerung und Verfeuerung von brennbaren Flüssigkeiten, LGBL. Nr. 83/1980, zuletzt geändert durch 57/1992 03. Reduktion des Schwefelgehaltes in “Schwerölen” und “Gasölen” durch die Kraftstoffverordnung 1999, BGBl. II Nr. 418/1999 04. Verordnung mit der die Verordnung über die Begrenzung des Schwefelgehaltes von Kraftstoffen für nicht zum Betreiben von Kraftfahrzeugen bestimmte Dieselmotoren geändert wird, BGBl. II Nr. 123/2000 05. Kärntner Heizungsanlagengesetz (§14) und Verordnung betreffend Durchführungsbestimmungen zum Luftreinhaltegesetz, LGBL. Nr. 63/1998 und LGBL. Nr. 26/198 06. Steiermärkisches Baugesetz, LGBL. Nr. 59/1995 für die Steiermark 07. Burgenländisches Luftreinhalte- und Heizungsanlagengesetz 1999, LGBL. Nr. 44/2000 für Burgenland 08. Vorarlberger Luftreinhalteverordnung, LGBL. Nr. 56/1998 und Verordnung über das Inverkehrbringen von Kleinfeuerungen, LGBL. Nr. 57/1998 für Vorarlberg 09. Niederösterreichische Bautechnikverordnung 1997 (§ 173 Abs. 1 Z. 2), LGBL. Nr. 8200/8-0 Stammverordnung 108/98 (Niederösterreich) 10. Verordnung der Wiener Landesregierung , mit der die Verordnung über den höchstzulässigen Schwefelgehalt im Heizöl geändert wird, LGBL. Nr. 60/1990 für Wien 11. Verordnung des Bundesministers für wirtschaftliche Angelegenheiten vom 02/02/1989 über die Begrenzung des Schwefelgehaltes von Heizöl, BGBl. Nr. 94/1989, 38. Stück, 14/02/1989 12. Gewerbeordnung 1994, BGBl. Nr. 194/1994 idF BGBl. I Nr. 88/2000 13. Tiroler Heizungsanlagengesetz 2000, LGBL. für Tirol Nr. 34/2000 14. Verordnung der Landesregierung über eine Änderung der Luftreinhalteverordnung, LGBL. (Vorarlberg) Nr. 27/2000 15. Verordnung der Burgenländischen Landesregierung vom 19. Dezember 2000 zur Durchführung des Burgenländischen Luftreinhalte- und Heizungsanlagengesetzes 1999, LGBL. Nr. 79/2000 für das Burgenland
Portugal	<ul style="list-style-type: none"> 01. Decreto-Lei n.º 281/2000 de 10 de Novembro, Diário da República - I série A - n.º 260 de 10.11.2000

❖ **Directive 1999/32/CE du Conseil, du 26 avril 1999, relative à la réduction de la teneur en soufre de quelques combustibles liquides, et à la modification de la directive 93/12/CEE**

JO L 121, 11.5.1999, p. 13-18

Date de transposition: 1.7.2000

Finlande	01. Valtioneuvoston asetus raskaan polttoöljyn ja kevyen polttoöljyn rikki- ja sulfuripitoisuudesta, 28/12/2000, SSK 766/2000
	02. Landskapslagen om tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande åtgärder mot förorening av luften, 02/04/1991, ÅFS 32/1991
	03. Ålands landskapsstyrelses beslut om ändring av Ålands landskapsstyrelses beslut om tillämpning i landskapet Åland av vissa statsrådsbeslut rörande åtgärder mot förorening av luften, 12/10/2000, ÅFS 72/2000
Suède	01. Förordningen 2000:372 om ändring i förordningen 1998:946 om svavelhaltigt bränsle
	02. Miljöbalken 1998:908
Royaume-Uni	01. The Sulphur Content in Liquid Fuels (Scotland) Regulations 2000, S.S.I.No 169 of 30.6.2000
	02. The Sulphur Content in Liquid Fuels (England and Wales) Regulations 2000
	03. The Motor Fuel (Composition and Content) Ordinance 2001 (No 10 of 2001) first supplement to Gibraltar Gazette; 26.3.2001

❖ **Directive 1999/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 1999 modifiant la directive 67/548/CEE du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de certaines substances dangereuses en Autriche et en Suède**

JO L 199, 30.7.1999, p. 57-58

Date de transposition: 30.7.2000

Belgique	<i>Notification non requise</i>
Danemark	<i>Notification non requise</i>
Allemagne	<i>Notification non requise</i>
Grèce	<i>Notification non requise</i>
Espagne	<i>Notification non requise</i>
France	<i>Notification non requise</i>
Irlande	<i>Notification non requise</i>
Italie	<i>Notification non requise</i>
Luxembourg	<i>Notification non requise</i>
Pays-Bas	<i>Notification non requise</i>
Autriche	01. Chemikalienverordnung 1999 - ChemV 1999, BGB1. II Nr. 81/2000
Portugal	<i>Notification non requise</i>
Finlande	<i>Notification non requise</i>
Suède	01. Förordning 1998:941 om kemiska produkter och biotekniska organismer 02. Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS) 1993:3 om ändring i KIFS 1994:12 03. KIFS 1998:8 om kemiska proukter och biotekniska organismer
Royaume-Uni	<i>Notification non requise</i>

❖ **Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine**

JO L 330 , 5.12.1998, p. 32-54

Date de transposition: 25.12.2000

Belgique	Aucune notification à ce jour
Danemark	01. Bekendtgørelse om vandkvalitet og tilsyn med vandforsyningsanlaeg, Vandkvalitetdavid8kt, af 21. september 2001
Allemagne	01. Verordnung zur Novellierung der Trinkwasserverordnung vom 21. mai 2001, BGBl. Teil I Nr. 24 vom 28.5.2001, S. 959
Grèce	01. Décision ministérielle commune Y2/2600/2001, Efimerida tis Kyverniseos, FEK 892/B du 11.7.2001, p. 10865 02. Décision (Euratom) Y4a 9019-01, Efimerida tis Kyverniseos, FEK 1082/B du 14.8.2001, p. 14987
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	01. Décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001, JORF du 22.12.2001, p. 20381
Irlande	01. European Communities (Drinking Water) Regulations, 2000, Statutory Instrument N° 39 of 1.1.2000
Italie	01. Decreto legislativo 2 febbraio 2001, n. 31, Supplemento ordinario n. 41/L alla Gassetta ufficiale, serie generale, n. 52 del 3.3.2001
Luxembourg	Aucune notification à ce jour
Pays-Bas	01. Besluit van 23 september 1999, houdende wijziging van het Warenwetbesluit Bereiding en behandeling van levensmiddelen en van het Warenwetbesluit Verpakte Waters, Staatsblad van 29.6.1999, nr. 429
Autriche	01. Verordnung des Bundesministers für soziale Sicherheit und Generationen über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch (Trinkwasserverordnung-TWV), BGBl. II Nr. 304/2001
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 243/2001, de 5 de Setembro, Diário da República I série A n.º 206 de 5.9.2001, p. 5754
Finlande	01. Laki terveydensuojelulain muuttamisesta, 19/05/2000, SSK 441/2000 02. Sosiaali- ja terveystieteiden ministeriön asetus talousveden laatuvaatimuksista ja valvontatutkimuksista, 19/05/2000, SSK 461/2000 03. Sosiaali- ja terveystieteiden ministeriön asetus talousveden valvontatutkimuksia tekevästä laboratorioista, 26/02/2001, SSK 173/2001 04. Terveystieteiden suojelulaki (20 §), 19/08/1994, SSK 763/1994 05. Ålands landskapsstyrelses beslut om ändring av Ålands landskapsstyrelses beslut angående tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar om hushållsvatten, 18/01/2001, ÅFS 3/2001 06. Landskapslag om hälsovården, ÅFS 36/1967, s. 119 07. Landskapslag om ändring av landskapslagen om hälsovården, ÅFS 99/1997, s. 269
Suède	01. Statens livsmedelsverks föreskrifter om dricksvatten (SLVFS 2001)

❖ **Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine**

JO L 330 , 5.12.1998, p. 32-54

Date de transposition: 25.12.2000

Royaume-Uni	01. Water, England and Wales 2000 No 3184, The Water Supply (Water Quality) Regulations 2000, Statutory Instrument of 2000, No 3184
	02. Water Supply : The Water Supply (Water Quality) (Scotland) Regulations 2001, Statutory Instrument of 2001, 4.6.2001
	03. Bill for an ordinance to amend the Public Health Ordinance in order to provide for the transposition into the law of Gibraltar Council Directive 98/83/EC of 3 November 1998 on the quality of water intended for human consumption, Third supplement to the Gibraltar Gazette, No 3219 of 19.4.2001
	04. Public Health Ordinance (Amendment) Ordinance n° 19 of 2001 (07/06/2001), First supplement to the Gibraltar Gazette No 3, 227 of 7.6.2001, p. 117
	05. Public Health (Potable water) rules 1994 (Amendment) Rules 2001 - Legal notice n° 61 of 2001 (7.6.2001), Second supplement to the Gibraltar Gazette No 3227 of 7.6.2001, p. 201
	06. The Water supply (water quality) (Amendment) Regulation 2001 - Water, England and Wales (5.9.2001), Statutory Instrument 2001/2885

**PRESENTATION DETAILLEE DES MESURES DE TRANSPOSITION
DES ETATS MEMBRES COMMUNIQUEES POUR LES DIRECTIVES
COMMUNAUTAIRES A TRANSPOSER DURANT LA PERIODE
ETUDIEE (NOTIFICATIONS REÇUES AU 31 DECEMBRE 2001)**

(2001)

- ❖ **Directive 2000/71/CE de la Commission du 7 novembre 2000 portant adaptation au progrès technique des méthodes de mesure fixées dans les annexes I, II, III et IV de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil conformément à son article 10 (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

O J L 287, 14.11.2000, p. 46-50

Date de transposition: 01.01.2001

Belgique	01. Arrêté royal du 20/03/2000 remplaçant l'arrêté royal du 26/09/1997 relatif aux dénominations, aux caractéristiques et à la teneur en plomb des essences pour les véhicules à moteur, Moniteur belge du 12.04.2000, p. 11332 (F. 2000 - 943) 02. Arrêté royal du 20/03/2000 remplaçant l'arrêté royal du 28/10/1996 relatif à la dénomination, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gasoil diesel pour les véhicules routiers, Moniteur belge du 12.04.2000, p. 11329 (F. 2000 - 942)
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 77 af 16. februar 2001 om kvaliteten af benzin og dieselolie
Allemagne	01. Zweite Verordnung zur Änderung der Verordnung über die Beschaffenheit und die Auszeichnung der Qualitäten von Kraftstoffen vom 22. Dezember 1999, BGBl. Teil I Nr. 61 vom 31.12.1999, S. 2845-2846
Grèce	01. Décision ministérielle 237/2001 qui approuve la décision du Conseil Supérieur de Chimie (AXS), Efimerida tis Kyverniseos, FEK 1284/B du 5.10.2001, p. 17469
Espagne	01. Real Decreto 1728/1999, de 12 de noviembre, por el que se fijan las especificaciones de los gasóleos de automoción y de las gasolinas. Boletín Oficial del Estado número 272 de 13.11.1998, p. 39659
France	01. Arrêté du 29/12/2000 modifiant l'arrêté du 23/12/1999 relatif aux caractéristiques du gazole et du gazole grand froid, JORF du 8.2.2001, p. 2142 Arrêté du 29/12/2000 modifiant l'arrêté du 23/12/1999 relatif aux 02. caractéristiques du supercarburant sans plomb, JORF du 8.2.2001, p. 2142
Irlande	01. The Air Pollution Act, 1987 (Environmental Specifications for Petrol and Diesel Fuels) (Amendment) Regulations 2001, Statutory Instrument N° 234 of 2001, adopted 31/05/2001
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 6 avril 2001 modifiant les annexes I, II, III et IV du règlement grand-ducal du 21 février 2000 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel, Mémorial A N° 48 du 27.4.2001, p. 1025
Pays-Bas	01. Art. 6 of the "Besluit kwaliteitseisen brandstoffen wegverkeer", Staatscourant nr 237 van 6.12.2000, blz. 20
Autriche	01. Kraftstoffverordnung 1999, BGBl. II Nr. 418/1999
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 254/2001, de 22 de Setembro, Diário da República I série A n.º 221 de 22.9.2001, p. 6027

❖ **Directive 2000/71/CE de la Commission du 7 novembre 2000 portant adaptation au progrès technique des méthodes de mesure fixées dans les annexes I, II, III et IV de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil conformément à son article 10 (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

O J L 287, 14.11.2000, p. 46-50

Date de transposition: 01.01.2001

Finlande	<ul style="list-style-type: none"> 01. Valtioneuvoston asetus moottoribensiinin ja dieselöljyn laatuvaatimuksista, 28/12/2000, SSK 1271/2001 02. Valtioneuvoston asetus ilmanlaadusta, 09/08/2001, SSK 711/2001 03. Landskapslagen om miljöskydd och miljötillstånd, 23/05/2001, ÅFS 30/2001 04. Landskapsförordning om tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande åtgärder mot förorening av luften, ÅFS 38/2001 05. Landskapsförordning om ändring av landskapsförordningen om tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande åtgärder mot förorening av luften, ÅFS 48/2001
Suède	<ul style="list-style-type: none"> 01. Förordningen (1985:838) om motorbränslen i dess lydelse enligt (2 §), SFS 2000:1476; 16/01/2001
Royaume-Uni	Aucune notification à ce jour

❖ **Directive 1999/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation de voitures particulières neuves**

JO L 12, 18.1.2000, p.16-23

Date de transposition: 18.1.2001

Belgique	01. Arrêté royal du 05.09.01 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO ₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, Moniteur belge du 12.10.2001, p. 35480-35496
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 216 af 28. marts 2000 om energimaerkning m.v. af nye personbiler
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	Aucune notification à ce jour
Irlande	01. European Communities (Consumer Information on Fuel Economy and CO ₂ Emissions of new Passenger Cars) Regulations, 2001, Statutory Instrument 339 of 2001, signed into law on 19 July 2001
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 6 avril 2001 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO ₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, Mémorial A 44 du 17.4.2001, p. 942
Pays-Bas	01. Besluit van 3 november 2000, houdende regels inzake de etikettering van het energiegebruik van personenauto's (Besluit etikettering energiegebruik personenauto's), Staatsblad 2000 475 (blz. 1-36)
Autriche	01. Bundesgesetz über die Bereitstellung von Verbraucherinformationen beim Marketing für neue Personenkraftwagen (Personenkraftwagen-Verbraucherinformationsgesetz), BGBl. I Nr. 26/2001
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 304/2001, Diário da República n.º 274 de 26.11.2001, p. 7551
Finlande	01. Valtioneuvoston asetus autojen polttoaineenkulutuksen ja hiilidioksidipäästöjen ilmoittamisesta, SSK 938/2000, s. 2386
Suède	01. Konsumentverkets (KOVFS 1996:12) riktlinjer för information om nya personbilars bränsleförbrukning, koldioxidutsläpp (co ₂) och miljöklass samt 4 § marknadsföringslagen (1995:40), KOVFS 1996:12, 30/12/1996
Royaume-Uni	01. The Passenger Car (Fuel Consumption and CO ₂ Emissions Information) Regulations 2001 (No 3523) - Laid before Parliament: 31/10/2001; Coming into force: 21.11.2001

❖ **Directive 2000/21/CE de la Commission, du 25 avril 2000, concernant la liste des actes communautaires mentionnée à l'article 13, paragraphe 1, cinquième tiret, de la directive 67/548/CEE du Conseil (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

JO L 103, 28.4.2000, p. 70-71

Date de transposition: 1.4.2001

Belgique	01. Arrêté Ministériel du 5 septembre 2001 modifiant l'article 2, §7, 1 ^o , e, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 mai 1982, réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou pour son environnement, Moniteur belge du 10.10.2001, p. 34682
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 1002 af 14. december 1995 02. Bekendtgørelse nr. 702 af 18. juli 2001 om ændring af bekendtgørelse om anmeldelse af nye kemiske stoffer
Allemagne	01. § 2 Absatz 3 Satz 1 Nr. 2 des Gesetzes über den Schutz vor gefährlichen Stoffen (Chemikaliengesetz)
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	01. Real decreto 507/2001, de 11 de mayo, por el que se modifica el Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado y etiquetado de sustancias peligrosas, aprobado por el Real Decreto 363/1995, de 10 de marzo. Boletín Oficial del Estado número 114 de 12.5.2001, p. 17175
France	Aucune notification à ce jour
Irlande	01. European Communities (Classification, packaging, labelling and notification of dangerous substances) (Amendment) Regulations, 2000, Statutory Instrument No 393 of 29.11.2000
Italie	01. Decreto 18 maggio 2001 - Recepimento della direttiva 2000/21/CE concernente l'elenco degli atti legislativi comunitari di cui all'art. 13 § 1, quinto trattino della direttiva 67/548/CEE in materia di classificazione, imballaggio ed etichettatura di sostanze pericolose, GURI, n. 165 del 18.7.2001, pag. 32
Luxembourg	Aucune notification à ce jour
Pays-Bas	01. Artikel 71 van de Wet milieugevaarlijke stoffen (ADW, Kluwer) 02. Artikel 9, tweede lit, onder h, van het "Kennisgevingsbesluit gebaseerd op de Wet milieugevaarlijke stoffen"(ADW, Kluwer) 03. Artikel 4 van de Bestrijdingsmiddelenwet 1962(ADW, Kluwer)
Autriche	01. Bundesgesetz über den Schutz des Menschen und der Umwelt vor Chemikalien (Chemikaliengesetz 1996 – ChemG 1996), BGBl. I Nr. 53/1997 02. Bundesgesetz, mit dem ein Biozid-Produkte-Gesetz erlassen wird sowie das Lebensmittelgesetz 1975 und des Chemikaliengesetz 1996 geändert werden, BGBl. I Nr. 105/2000
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 222/2001 de 8 de Agosto, Diário da República, I série A, n.º 183, 8.8.2001, p. 4874
Finlande	01. Sosiaali- ja terveystieteiden tutkimuskeskuksen asetus sosiaali- ja terveystieteiden tutkimuskeskuksen aineiden ilmoitusmenettelyä koskevan päätöksen 1642/1993 8 §:n muuttamisesta, 19/03/2001, SSK 261/2001 02. Landskapsförordning om tillämpning i landskapet Åland av riksförfattningar om explosionsfarliga ämnen och kemikalier (ÅFS 5/1996) genom vilken rikets social- och hälsovårdsministeriets förordning om ändring av 8 § social- och hälsovårdsministeriets beslut om förfarandet vid anmälan om nya ämnen (FFS 261/2001) genomförs

- ❖ **Directive 2000/21/CE de la Commission, du 25 avril 2000, concernant la liste des actes communautaires mentionnée à l'article 13, paragraphe 1, cinquième tiret, de la directive 67/548/CEE du Conseil (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

JO L 103, 28.4.2000, p. 70-71

Date de transposition: 1.4.2001

Suède	01. Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS 1998:8) om kemiska produkter och biotekniska organismer
Royaume-Uni	01. Health and Safety : The Notification of New Substances (Amendment) Regulations 2001, No 1055, into force on 13/04/2001

❖ **Directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations**

JO L 85, 29.3.1999, p. 1-22

Date de transposition: 1.4.2001

Belgique	<p>01. Arrêté du 20 avril 2001 du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, Moniteur belge du 10.7.2001, p.23818</p> <p>02. 14 arrêtés du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 8/11/2001 fixant des conditions d'exploiter à diverses installations: - industrie de revêtement de véhicules, - productions de vernis, laques, peintures, encres ou pigments, - fabrication de produits pharmaceutiques, - nettoyage de surfaces, - revêtements de cuir, - conversion du caoutchouc, - revêtement de fil de bobinage, - extraction d'huiles végétales et de graisses animales et activités de raffinage d'huiles végétales, - fabrication de chaussures et pantoufles ou parties de celles-ci, - imprégnation du bois, mise en peinture ou retouche de véhicules ou parties de véhicules, Moniteur belge du 4.12.2001, p. 41339</p>
Danemark	Aucune notification à ce jour
Allemagne	01. Verordnung vom 21. August 2001 zur Umsetzung der Richtlinie 1999/13/EG über die Begrenzung von Emissionen flüchtiger organischer Verbindungen, BGBl. Teil I Nr. 44 vom 24.8.2001, S. 2180
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	01. Arrêté du 29 mai 2000 portant modification de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, JORF du 13.8.2000, p. 12553
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 4 juin 2001 portant - application de la directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations et - modification du règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés, Mémorial A n° 71 du 22.6.2001, p. 1432
Pays-Bas	01. Regeling oplosmiddelenboekhouding en metingen VOS-emissies, Staatscourant nr. 152 van 9.8.2001, blz. 5
Autriche	01. Änderung der Gewerbeordnung 1994, BGBl. I Nr. 88/2000
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 242/2001, de 31 de Agosto, Diário da República I série A n.º 202
Finlande	<p>01. Valtioneuvoston asetus orgaanisten liuottimien käytöstä eräissä toiminnoissa ja laitoksissa aiheutuvien haihtuvien orgaanisten yhdisteiden päästöjen rajoittamisesta, 31/05/2001, SSK 435/2001</p> <p>02. Valtioneuvoston asetus ympäristönsuojeluasetuksen muuttamisesta, 23/05/2001, SSK 436/2001</p>

❖ **Directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations**

JO L 85, 29.3.1999, p. 1-22

Date de transposition: 1.4.2001

Suède	<ol style="list-style-type: none">01. Miljöbalken (1998:808)02. Förordning (1998:899) om miljöfarlig verksamhet och hälsoskydd03. Förordning (1998:900) om statliga myndigheters serviceskyldighet04. Förordning (1998:901) om verksamhetsutövers egenkontroll05. Förordning (1998:905) om miljökonsekvensbeskrivningar06. Tryckfrihetsförordningen07. Förvaltningslagen (1986:223)08. Sekretesslagen (1980:100)
Royaume-Uni	<ol style="list-style-type: none">01. The Environmental Protection Act 1990 (Part I); 01/11/199002. The Pollution Prevention and Control Act 1999; 27/07/199903. The Industrial Pollution Control (Northern Ireland) Order 1997 ; 26/11/199704. The Pollution Prevention and Control (England and Wales) Regulations 2000; 01/08/200005. The Pollution Prevention and Control (Scotland) Regulations 2000; 28/09/2000

❖ **Directive 2000/32/CE de la Commission, du 19 mai 2000, portant vingt-sixième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

JO L 136, 8.6.2000, p. 1-89

Date de transposition: 1.6.2001

Belgique	01. Arrêté royal du 11 juillet 2001 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement, Moniteur belge du 5.9.2001, p. 30058 02. Arrêté royal du 11 juillet 2001 modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi, Moniteur belge du 5.9.2001, p. 30129
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 1065 af 30. november 2000 om klassificering, emballering, mærkning, salg og opbevaring af kemiske stoffer og produkter
Allemagne	01. Vierte Verordnung zur Änderung der Gefahrstoffverordnung, Bundesgesetzblatt Teil I Nr. 48 vom 29.10.1999, S. 2059
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	01. Orden del Ministerio de la Presidencia de 5 de abril 2001 por la que se modifican los anexos I, IV, V, VI y IX del Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado y etiquetado de sustancias peligrosas, aprobado por el Real Decreto 363/1995, de 10 de marzo. Boletín Oficial del Estado número 94 de 19.4.2001, p. 14216
France	01. Arrêté du 30 juin 2001 modifiant l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et transposant les directives 2000/32/CE de la Commission du 19 mai 2000 et 2000/33/CE de la Commission du 25 avril 2000, portant respectivement vingt-sixième et vingt-septième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE modifiée, JORF du 31.8.2001, p. 12308, NOR MEST0110991A
Irlande	01. European Communities (Classification, packaging, labelling and notification of dangerous substances) (Amendment) Regulations, 2000, Statutory Instrument No. 393 of 29.11.2000
Italie	01. Decreto 26 gennaio 2001. Disposizioni relative alla classificazione, imballaggio ed etichettatura di sostanze pericolose in recepimento alla direttiva 2000/32/CE, GURI n. 187 del 17.7.2001, pag. 5-6
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 8 juin 2001 a) modifiant et complétant les annexes I, III, IV, V, VI et IX de la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses et - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses b) adaptant les règlements grands-ducaux du 6 janvier 1996, du 19 juin 1998 et du 21 mai 1999 portant exécution de la loi modifiée du 15 juin 1994, Mémorial A n° 68 du 13.6.2001, p. 1396
Pays-Bas	01. Besluit verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten 02. Regeling inwerkingtreding richtlijn nr. 2000/32/EG 03. Implementatie van artikel 2 van de genoemde richtlijn, Staatscourant nr. 114 van 18.6.2001

- ❖ **Directive 2000/32/CE de la Commission, du 19 mai 2000, portant vingt-sixième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

JO L 136, 8.6.2000, p. 1-89

Date de transposition: 1.6.2001

Autriche	01. Chemikalienverordnung 1999, BGBl. II Nr. 81/2000 02. Bekanntmachung vom 6. Oktober 2000, BGBl. II Nr. 326/2000
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 222/2001, de 8 de Agosto, Diário da República I série A n.º 201
Finlande	01. Sosiaali- ja terveystieteiden ministeriön asetus vaarallisen kemikaalin päälyksen turvasulkimesta ja näkövammaisille tarkoitettusta vaaratunnuksesta, 21/05/2001, SSK 430/2001 02. Sosiaali- ja terveystieteiden ministeriön asetus vaarallisen aineiden luettelosta, 21/05/2001, SSK 624/2001 03. Sosiaali- ja terveystieteiden ministeriön asetus kemikaalien luokitusperusteista ja merkintöjen tekemisestä, 26/09/2001, SSK 807/2001
Suède	01. Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS 2000:9) om ändring i Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS 1994:12) om klassificering och märkning av kemiska av kemiska produkter (29/12/2000) 02. 3 § Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS 2000:8) om ändring i Kemikalieinspektionens föreskrifter (KIFS 1998:8) om kemiska produkter och biotekniska organismer (29/12/2000)
Royaume-Uni	01. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) Regulations 1994, Statutory Instrument 1994/3247 ("CHIP") 02. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations 2000 (CHIP 2000) and Approved Supply list (Sixth Edition) (ASL) 2000 No 2381, coming into force 2.10.2000 03. Notice of approval of the Code of Practice (ACoP). On 20.9.00, Annex V of Directive 67/548/EEC was adopted as an Approved Code of Practice 04. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) Regulations (Northern Ireland) 1995; Statutory Rules 1995 No 168, coming into operation 15.3.2000 05. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations 1995, Statutory Instrument 1995 No 168, coming into force on 2.10.2000

❖ **Directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil, du 8 mai 2000, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments**

JO L 162, 3.7.2000, pp. 1-78

Date de transposition: 3.7.2001

Belgique	Aucune notification à ce jour
Danemark	Aucune notification à ce jour
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	Aucune notification à ce jour
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	Aucune notification à ce jour
Pays-Bas	01. Regeling geluidsemissie buitenmaterieel, Staatscourant 2001, nr. 166, blz. 55, 29.8.2001 02. Intrekking van de Regeling geluidproductie bouwmaschinen (artikel 19, eerste lid van de Regeling geluidemissie buitenmaterieel 03. Besluit van 22 juni 2001, houdende intrekking van het Besluit geluidproductie gazonmaaimachines, Staatsblad 2001, 309
Autriche	01. Verordnung des Bundesministers für Wirtschaft und Arbeit über Geräuschemissionen von zur Verwendung im Freien vorgesehenen Geräten und Maschinen, BGBl. II Nr. 249/2001
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	01. Valtioneuvoston asetus ulkona käytettävien laitteiden melupäästöistä, 05/07/2001, SSK 621/2001
Suède	Aucune notification à ce jour
Royaume-Uni	01. The Noise Emission in the Environment by Equipment for use Outdoors Regulations 2001, Statutory Instrument No 2001/1701 (in force completely on 3.7.2001)

❖ **Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge de déchets**
JO L 182, 16.7.1999, p. 1-19

Date de transposition: 16.7.2001

Belgique	01. Arrêté du Gouvernement flamand du 13.07.01 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et l'arrêté du Gouvernement flamand du 1 ^{er} juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, Moniteur belge du 19.9.2001, p. 31427
Danemark	01. Lov nr. 479 af 7. juni 2001 om ændring af lov om miljøbeskyttelse og lov om forurennet jord, i kraft den 1. juli 2001 02. Bekendtgørelse nr. 650 af 29. juni 2001 om deponeringsanlaeg, i kraft den 16. juli 2001 03. Bekendtgørelse nr. 647 af 29. juni 2001 om uddannelse af driftsledere og personale beskæftiget på deponeringsanlaeg, i kraft den 16. juli 2001 04. Bekendtgørelse nr. 648 af 29. juni 2001 om ændring af bekendtgørelse om affald, i kraft den 16. juli 2001 05. Bekendtgørelse nr. 646 af 29 juni 2001 om godkendelse af listevirksomhed, i kraft den 16. juli 2001
Allemagne	01. Gesetz zur Förderung der Kreislaufwirtschaft und Sicherung der umweltverträglichen Beseitigung von Abfällen (Kreislaufwirtschafts- und Abfallgesetz - KrW/AbfG) vom 27. September 1994, zuletzt geändert durch Artikel 8 des Gesetzes zur Umsetzung der UVP-Änderungsrichtlinie, der IVU-Richtlinie und weitere EG-Richtlinien zum Umweltschutz (Artikelgesetz) vom 27. Juli 2001, BGBl. Teil I Nr. 40 vom 2.8.2001, S.1950 02. Verwaltungsverfahrensgesetz (VwVfG) in der Fassung der Bekanntmachung vom 21. September 1998, BGBl. Teil I, S. 3050 03. Bundes-Immissionsschutzgesetz in der Fassung der Bekanntmachung vom 14. Mai 1990 (BGBl. Teil I Seite 880) zuletzt geändert durch Artikel 2 des Gesetzes vom 27. Juli 2001, BGBl. Teil I Nr. 40 vom 2.8.2001, S. 1950 04. Vierte Verordnung zur Durchführung des Bundes-Immissionsschutzgesetzes (Verordnung über genehmigungsbedürftige Anlagen) in der Fassung der Bekanntmachung vom 14. März 1997 (BGBl. Teil I Nr. S. 504) zuletzt geändert durch Artikel 4 des Gesetzes zur Umsetzung der UVP-Änderungsrichtlinie, der IVU-Richtlinie und weitere EG-Richtlinien zum Umweltschutz (Artikelgesetz) vom 27. Juli 2001, BGBl. Teil I Nr. 40 vom 2.8.2001, S. 1950 05. Neunte Verordnung zur Durchführung des Bundes-Immissionsschutzgesetzes (Verordnung über genehmigungsbedürftige Anlagen) in der Fassung der Bekanntmachung vom 29. mai 1992 (BGBl. Teil I, Seite 1001), zuletzt geändert durch Artikel 5 des Gesetzes zur Umsetzung der UVP-Änderungsrichtlinie, der IVU-Richtlinie und weitere EG-Richtlinien zum Umweltschutz (Artikelgesetz) vom 27. Juli 2001, BGBl. Teil I Nr. 40 vom 2.8.2001, S. 1950 06. Verordnung über die umweltverträgliche Ablagerung von Siedlungsabfällen und über biologische Abfallbehandlungsanlagen vom 20. Februar 2001, BGBl. Teil I Nr. 10 vom 27.2.2001, S. 305
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour

❖ **Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge de déchets**
JO L 182, 16.7.1999, p. 1-19

Date de transposition: 16.7.2001

France	<ul style="list-style-type: none"> 01. Code de l'environnement Livre V, titre 1^{er} 02. Décret n° 2001-594 du 5 juillet 2001 relatif au Conseil national des déchets, JORF du 7.7.2001, page 10857 (NOR ATEP0190033D) 03. Décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets, JORF du 14.5.2000, p. 7265 (NOR ATEP0080001D) 04. Décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975, JORF du 31.12.1993, p. 18703 (NOR ENVP9310021D) 05. Arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés, JORF du 2.10.1997, p. 14292 (NCR ATEP9760348A)
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	01. Projet de règlement grand-ducal concernant la mise en décharge des déchets
Pays-Bas	Aucune notification à ce jour
Autriche	01. Bundesgesetz, mit dem das Abfallwirtschaftsgesetz und das Wasserrechtsgesetz geändert werden (AWG-Novelle Deponien), BGBl. I Nr. 90/2000
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	<ul style="list-style-type: none"> 01. Valtioneuvoston päätös kaatopaikoista, 04/09/1997, SSK 861/1997 02. Valtioneuvoston päätös kaatopaikoista annetun valtioneuvoston päätöksen muuttamisesta, 18/11/1999, SSK 1049/1999 03. Ympäristölupamenettelylaki, 19/04/1991, SSK 735/1991 04. Ympäristölupamenettelyasetus 17/08/1992, SSK 772/1992 05. Jätelaki, 03/12/1993, SSK 1072/1993 06. Jäteasetus, 22/12/1993, SSK 1390/1993 07. Ympäristöministeriön päätös yleisimpien jätteiden sekä ongelmajätteiden luettelosta, 14/11/1996, SSK 867/1996 08. Valtioneuvoston asetus kaatopaikoista annetun valtioneuvoston päätöksen muuttamisesta annetun valtioneuvoston päätöksen voimaantulosäännöksen muuttamisesta, SSK 552/2001
Suède	<ul style="list-style-type: none"> 01. Förordning (2001:512) om deponering av avfall, 19/06/2001 02. Naturvårdsverkets föreskrifter (2001:14) om deponering av avfall, 10/07/2001 03. Miljöbalken (konsoliderad version, utskrift från Regeringskansliets rättsdatabas), SFS nr 1998:808, 11/06/1998 04. Renhållningsförfordning (1998:902) (konsoliderad version, utskrift från Regeringskansliets rättsdatabas), SFS nr 1998:902, 25/06/1998 05. Förordning (1996:971) om farligt avfall (konsoliderad version, utskrift från Regeringskansliets rättsdatabas), SFS 1996:971, 26/09/1996 06. Förordning (1998:901) om verksamhetsutövares egenkontroll, 14/07/1998
Royaume-Uni	Aucune notification à ce jour

❖ **Directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant**

JO L 163, 29.6.1999, p. 41-60

Date de transposition: 19.7.2001

Belgique	<ul style="list-style-type: none"> 01. Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant 02. Arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale relatif à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant, Moniteur belge du 26.7.2001, p. 25341 - (F. 2001 - 1960)
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 671 af 9. juli 2001
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	Aucune notification à ce jour
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal portant application de la directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant, Mémorial A n° 67 du 7.8.2000, p. 1331
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> 01. Besluit van 11 juni 2001, houdende uitvoering van richtlijn 1999/30/EG van de Raad van de Europese Unie van 22 april 1999, betreffende grenswaarden voor zwaveldioxide, stikstofdioxide en stikstofoxiden, zwevende deeltjes en lood in de lucht (PbEG L 163) en richtlijn 96/62/EG van de Raad van de Europese Unie van 27 september 1996 inzake de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit (PbEG L 296) (Bespuit luchtkwaliteit), Staatsblad 2001, 269 02. Besluit van 9 juli 2001, houdende vaststelling van het tijdstip van inwerkingtreding van het Besluit luchtkwaliteit, Staatsblad 2001, 344 03. Regeling van de Minister van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer van 9 juli 2001, nr. MJZ2001074955, houdende vaststelling van de wijze van meten en berekenen van luchtverontreiniging ingevolge het Besluit luchtkwaliteit (Meetregeling luchtkwaliteit), Staatscourant 2001, 135 04. Smogregeling 2001, Staatscourant 2001, 109
Autriche	01. Bundesgesetz, mit dem das Abfallwirtschaftsgesetz und das Wasserrechtsgesetz geändert werden (AWG-Novelle Deponien), BGBl. I Nr. 90/2000
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	<ul style="list-style-type: none"> 01. Valtioneuvoston asetus ilmanlaadusta, 09/08/2001, SSK 711/2001, s. 2187 02. Landskapslagen om miljöskydd och miljötillstånd, 23/05/2001, ÅFS 30/2001 03. Landskapsförordning om tillämpning i landskapet Åland av vissa riks författningar rörande åtgärder mot förorening av luften, 21/06/2001, ÅFS 38/2001 04. Landskapsförordning om ändring av landskapsförordningen om tillämpning i landskapet Åland av vissa riks författningar rörande åtgärder mot förorening av luften, 13/09/2001, ÅFS 48/2001

❖ **Directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant**

JO L 163, 29.6.1999, p. 41-60

Date de transposition: 19.7.2001

Suède	<ol style="list-style-type: none">01. Miljöbalken (1998:908)02. Förordning 1997:69303. Förordning 2001:52704. Naturvårdsverkets föreskrifter NFS 2000:1205. Kungörelse 1993:1206. Kungörelse 1993:11
Royaume-Uni	<ol style="list-style-type: none">01. The Air Quality Limit Values Regulations 2001. 2001 No 2315, coming into force 19.6.200102. The Air Quality Limit Values (Wales) Regulations 2001, coming into force 19.6.200103. The Air Quality Limit Values (Scotland) Regulations 2000, 2001 No 224, coming into force 19.6.2001

❖ **Directive 2000/33/CE de la Commission, du 25 avril 2000, portant vingt-septième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

JO L 136, 8.6.2000, p. 90-107

Date de transposition: 1.10.2001

Belgique	01. Arrêté royal du 14 septembre 2001 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement, Moniteur belge du 1.11.2001, p. 37952
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 1065 af 30. november 2000 om klassificering, emballering, mærkning, salg og opbevaring af kemiske stoffer og produkter
Allemagne	01. Prüfnachweisverordnung (ChemPrüfV), Bundesgesetzblatt I Nr. 48 vom 29.10.1999, S. 2060
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	01. Orden del Ministerio de la Presidencia de 5 de abril 2001 por la que se modifican los anexos I, IV, V, VI y IX del Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado y etiquetado de sustancias peligrosas, aprobado por el Real Decreto 363/1995, de 10 de marzo. Boletín Oficial del Estado número 94 de 19.4.2001, p. 14216
France	01. Arrêté du 30 juin 2001 modifiant l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et transposant les directives 2000/32/CE de la Commission du 19 mai 2000 et 2000/33/CE de la Commission du 25 avril 2000, portant respectivement vingt-sixième et vingt-septième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE modifiée, JORF du 31.8.2001, p. 12308 - NOR MEST0110991A
Irlande	01. European Communities (Classification, packaging, labelling and notification of dangerous substances) (Amendment) Regulations, 2000 S.I. No.393 of 2000, Statutory Instrument No 393 of 29.11.2000
Italie	01. Decreto ministeriale 11 aprile 2001, recepimento della direttiva 2000/33 recante XXVII adeguamento al progresso tecnico della direttiva 67/548, Supplemento ordinario n. 203 alla GURI serie generale, n. 172 del 26.7.2001, pag. 1-425
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 8 juin 2001 a) modifiant et complétant les annexes I, III, IV, V, VI et IX de la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses et - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses b) adaptant les règlements grands-ducaux du 6 janvier 1996, du 19 juin 1998 et du 21 mai 1999 portant exécution de la loi modifiée du 15 juin 1994, Mémorial A n° 68 du 13.6.2001, p. 1396
Pays-Bas	01. Besluit verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten 02. Implementatie van artikel 1 van de genoemde richtlijn, Staatscourant nr. 140 van 24.8.2001
Autriche	01. Bekanntmachung des BMLFUW - BGBl. II Nr. 326/2000, gemäß Chemikaliengesetz 1996 (ChemG 1996) - BGBl. I Nr. 53/1997 in der Fassung BGBl. I Nr. 108/2001, iVm § 3 Abs. 5 sowie § 4 Abs. 2 der Chemikalienverordnung 1999 (Chem V 1999) BGBl. II Nr. 81/2000

- ❖ **Directive 2000/33/CE de la Commission, du 25 avril 2000, portant vingt-septième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

JO L 136, 8.6.2000, p. 90-107

Date de transposition: 1.10.2001

Portugal	01. Decreto-Lei n.º 222/2001, de 8 de Agosto, Diário da República I série A, n.º 201
Finlande	01. Sosiaali-ja terveysministeriön asetus kemikaalien luokitusperusteista ja merkintöjen tekemisestä, 26/9/2001, SSK 807/2001
Suède	Aucune notification à ce jour
Royaume-Uni	01. Notice of Approval of adopting Annex V to EC Directive 67/548/EEC as an Approved Code of Practice

ANNEXE I: EXTRAIT DU «DIX-HUITIÈME RAPPORT ANNUEL SUR LE CONTRÔLE DE L'APPLICATION DU DROIT COMMUNAUTAIRE (2000)» (*CHAPITRE ENVIRONNEMENT*)

Au cours de l'année 2000, le nombre de nouveaux cas (plaintes, cas décelés d'office et infractions) dans le domaine de l'environnement a de nouveau eu tendance à augmenter (755 cas en 2000, contre 612 en 1999). La Commission a porté devant la Cour de justice européenne 39 affaires (dont aucune sur le fondement de l'article 228) et a émis 122 avis motivés ou avis motivés complémentaires (dont huit sur le fondement de l'article 228). À cet égard, il faut savoir que la Commission s'efforce de parvenir au règlement des infractions présumées dès lors que celles-ci sont constatées, sans qu'il soit nécessaire d'engager une procédure formelle d'infraction.

La procédure prévue à l'article 228 (ex-article 171) s'est de nouveau avérée efficace en dernier ressort pour contraindre les États membres à se conformer aux arrêts rendus par la Cour. En 2000, deux décisions de saisine ont été prises, et plusieurs lettres de mise en demeure ou avis motivés ont été adressés pour non-communication, non-conformité ou application incorrecte. Ces affaires sont évoquées plus en détail ci-après dans la partie consacrée aux différents secteurs.

Pour la première fois depuis 1993, année depuis laquelle il est possible d'infliger une amende à un État membre qui ne se conforme pas à un arrêt de la Cour de justice, celle-ci a rendu une décision en ce sens sur le fondement de l'article 228. Il s'agit de l'affaire C-387/97 *opposant la Commission à la Grèce* au sujet de l'élimination des déchets en Crète (voir le point «Déchets» ci-après).

La Commission continue à appliquer l'article 10 du traité, en vertu duquel les États membres sont tenus de coopérer loyalement avec les institutions communautaires lorsque toutes les demandes d'information de la Commission sont restées sans réponse. En effet, une absence de coopération met la Commission dans l'impossibilité de remplir efficacement son rôle de gardienne du traité.

La Commission a poursuivi en 2000 ses travaux de suivi de la communication adoptée en octobre 1996 (portant sur la «mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement»), en particulier pour ce qui est des inspections environnementales, au sujet desquelles elle a présenté une proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales sur la base de l'article 175 du traité. Au dernier stade de la procédure de conciliation, lancée en septembre 2000 en raison des divergences de vues qui opposaient le Parlement européen et le Conseil quant à la forme à donner à une telle réglementation, un accord a été trouvé début janvier 2001 sur une recommandation concernant les inspections environnementales dans les États membres. Cet accord reposait en grande partie sur un compromis proposé par la présidence suédoise et sur quelques modifications supplémentaires apportées par le Parlement européen.

En fonction des rapports que les États membres doivent lui rendre, la Commission pourrait proposer une directive en 2003 à la lumière de l'expérience tirée de la recommandation, ainsi que des travaux complémentaires que le réseau IMPEL (*Implementation and Enforcement of EU Environmental Law* – réseau européen pour la mise en œuvre du droit de l'environnement) doit consacrer à la fixation de critères minimums pour les qualifications des inspecteurs et les programmes de formation. Le réseau IMPEL élaborera

également, à titre de contribution, un mécanisme permettant aux États membres de faire rapport et de dispenser des conseils sur les services et les procédures d'inspection, que l'on pourrait qualifier d'évaluation par les pairs.

Le réseau IMPEL a poursuivi ses travaux. Il convient de citer en particulier la conférence sur la mise en œuvre du droit de l'environnement qui s'est tenue en octobre 2000 à Villach (Autriche), conférence à l'occasion de laquelle il a été longuement question, notamment, de la mise en place de réseaux nationaux sous l'égide du réseau IMPEL.

En 2000, la Commission a également pris certaines initiatives afin de développer les principes de la politique environnementale de la Communauté. Le 9 février 2000, elle a adopté le livre blanc sur la responsabilité environnementale³¹. Celui-ci a pour objet d'examiner différentes solutions en vue de mettre en place un système de responsabilité environnementale à l'échelon communautaire. Un tel système a pour objectif: a) d'améliorer l'application des principes environnementaux énoncés dans le traité CE (principes du "pollueur-payeur", de prévention et de précaution); b) d'améliorer la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement; et c) d'assurer la restauration appropriée de l'environnement. Le livre blanc conclut que la meilleure solution serait une directive-cadre communautaire relative à la responsabilité environnementale. La Commission envisage d'adopter une proposition dans le courant de l'année 2001. Le 2 février 2000, elle a adopté une communication sur le principe de précaution³². L'objectif de cette communication est d'informer toutes les parties intéressées sur l'approche que la Commission entend suivre dans l'application de ce principe, ainsi que de mettre au point des lignes directrices pour l'application de celui-ci.

S'agissant de la *communication par les États membres des mesures nationales d'exécution dans le domaine de l'environnement*, aucune évolution significative n'a pu être notée par rapport au rapport précédent. Plusieurs directives sont arrivées à échéance de transposition en 2000. Comme par le passé, la Commission a dû engager plusieurs procédures d'infraction pour non-communication de mesures de transposition à l'encontre, dans de nombreux cas, de tous les États membres. Des précisions sur ces procédures sont fournies ci-après dans les points relatifs aux différents secteurs et directives.

S'agissant de la *conformité des mesures nationales de transposition*, il faut noter que des procédures pour non-conformité sont en cours dans tous les domaines de la législation environnementale et pour tous les États membres. Le contrôle de la mise en conformité des législations des États membres avec les obligations découlant des directives environnementales constitue une priorité pour la Commission. S'agissant de la transposition des dispositions communautaires, on a constaté une certaine amélioration pour ce qui est de la notification, avec les actes réglementaires destinés à assurer la transposition des directives, d'explications circonstanciées et de tableaux de concordance. Cette remarque vaut pour l'Allemagne, la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, la France, ainsi que, dans certains cas, le Danemark et l'Irlande.

La Commission est également amenée à vérifier que les États membres *appliquent correctement le droit communautaire* (directives et règlements) *de l'environnement*, exercice qui constitue une part importante de la mission qui lui est confiée. Il lui incombe à cet égard de contrôler les mesures concrètes prises par les États membres pour satisfaire à

³¹ COM(2000) 66 final.

³² COM(2000) 1 final.

certaines obligations générales (désignation de zones, élaboration de programmes, plans de gestion, etc.), et de se pencher sur des cas ponctuels où une pratique ou une décision administrative particulière est dénoncée comme contraire au droit communautaire. Les plaintes et pétitions des particuliers ou des organisations non gouvernementales, de même que les questions écrites et orales et les pétitions, adressées au Parlement européen portent le plus souvent sur une application incorrecte.

Le nombre de plaintes a continué à augmenter en 2000, suivant en cela l'évolution déjà constatée durant les années précédentes (432 en 1998, 453 en 1999 et 543 en 2000). L'Espagne, la France, l'Italie et l'Allemagne ont fait l'objet du plus grand nombre de plaintes. Si on les classe en grandes catégories, tout en sachant qu'elles mentionnent fréquemment plusieurs problèmes, on observe que les plaintes enregistrées en 2000 évoquent la conservation de la nature dans un cas sur trois, l'impact environnemental dans un cas sur quatre, des problèmes liés aux déchets dans un cas sur six et la pollution de l'eau dans un cas sur dix; les autres domaines représentant entre 1 et 4 % des plaintes.

Comme le signalait le rapport précédent, la Commission est amenée, lorsqu'elle examine des cas particuliers, à analyser des situations de fait et de droit très concrètes et très proches des citoyens, ce qui n'est pas sans soulever certaines difficultés pratiques. C'est pourquoi, sans abandonner l'instruction des cas d'application incorrecte (en particulier ceux qui font ressortir des questions de principe ou d'intérêt général ou encore des pratiques administratives contraires aux directives), la Commission concentre ses efforts sur le traitement des problèmes de notification et de conformité.

1. Liberté d'accès à l'information

La directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement constitue une législation à vocation globale particulièrement importante, dans la mesure où la diffusion des informations auprès des citoyens permet une prise en compte de tous les problèmes environnementaux, encourage une participation éclairée et effective aux choix collectifs et renforce le contrôle démocratique. La Commission estime que les citoyens, grâce à cet instrument, peuvent utilement contribuer à la protection de l'environnement.

Or, si tous les États membres ont communiqué les mesures nationales de transposition de la directive, plusieurs droits nationaux doivent encore être mis en conformité avec les prescriptions qu'elle contient.

La Commission a adressé un avis motivé aux autorités allemandes en application de l'article 228 du traité pour non-exécution de l'arrêt rendu dans l'affaire C-217/97, constatant que l'Allemagne n'avait pas autorisé l'accès aux informations pendant la durée d'une procédure administrative, dans la mesure où les autorités publiques avaient obtenu les informations dans le cadre de cette procédure, qu'elle n'avait pas prévu dans sa loi sur l'information relative à l'environnement (*Umweltinformationsgesetz – UIG*) de disposition selon laquelle les informations en matière d'environnement font l'objet d'une communication partielle, dans la mesure où il est possible d'en retirer les éléments confidentiels, et qu'elle n'avait pas limité le paiement d'une redevance aux seuls cas dans lesquels des informations ont effectivement été communiquées. La Commission a également saisi la Cour d'un recours contre cet État membre (affaire C-29/00) pour non-respect du délai de deux mois imparti pour communiquer une réponse à la demande d'information qui lui avait été adressée.

Plusieurs procédures pour non-conformité ont pu être classées au cours de l'année 2000. Un recours introduit en 1999 contre la Belgique (affaire C-402/99) concernant plusieurs aspects non conformes de la transposition, au niveau tant fédéral que régional, a été abandonné, après modification des dispositions nationales en cause. La Commission a décidé de classer une autre procédure concernant la Belgique suite à l'adoption des mesures nécessaires en vue de la transposition de l'obligation de motiver formellement les refus d'accès à l'information qui figure à l'article 3, paragraphe 4, de la directive. L'Espagne ayant communiqué de nouvelles mesures, la Commission a été en mesure de retirer le recours introduit précédemment devant la Cour contre cet État membre (affaire C-189/99) en ce qui concerne plusieurs incohérences entre la loi espagnole et la directive. De même, une procédure ayant trait à la non-conformité de la législation portugaise transposant la directive a été classée en 2000, après examen des mesures notifiées par le Portugal.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre la France (affaire C-233/00) fondé sur le fait que les mesures de cet État membre n'assuraient pas une transposition formelle, explicite et conforme de plusieurs éléments de la directive, parmi lesquels l'obligation de motiver formellement les refus d'accès à l'information.

Elle a également décidé de saisir la Cour d'un recours contre l'Autriche pour transposition incomplète de la directive 90/313/CEE (six *Länder* n'ayant pas transposé correctement les dispositions relatives à la liberté d'accès à l'information et les exceptions concernant celle-ci, ainsi que les dispositions relatives aux définitions des autorités et des organismes publics).

La Commission continue à recevoir des plaintes portant le plus souvent sur des questions telles que le refus des administrations nationales de donner suite aux demandes d'information, les délais de réponse, l'interprétation trop large par les administrations nationales des exceptions au principe de communication ou l'exigence de paiement de redevances excédant des montants raisonnables. La directive 90/313/CEE est l'une des rares directives qui contient une disposition en vertu de laquelle les États membres sont tenus d'instaurer des mécanismes de recours nationaux applicables en cas de demandes d'accès à l'information abusivement rejetées ou négligées ou de réponses non satisfaisantes de la part des autorités saisies de semblables demandes. Lorsque la Commission est saisie de plaintes dénonçant ce genre de situations, elle recommande aux plaignants de faire usage des voies de recours nationales qui permettent la mise en œuvre effective des objectifs de la directive. Pour cette raison, elle ne donne généralement pas suite à ce type de plaintes individuelles par des procédures d'infraction, à moins que ces plaintes ne révèlent l'existence d'une pratique administrative généralisée au niveau de l'État membre concerné.

En juin 1998, la Communauté et les États membres ont signé la convention de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement ("convention d'Aarhus"). Conformément à la pratique communautaire, la Communauté ne sera en mesure de ratifier la convention que lorsque les dispositions pertinentes du droit communautaire, y compris celles de la directive 90/313/CEE, auront été dûment modifiées pour refléter ces obligations internationales.

Le 29 juin 2000, la Commission a adopté une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès du public à l'information environnementale³³. Cette proposition est destinée à remplacer la directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement et se fonde sur l'expérience acquise en ce qui concerne l'application de cette directive. Elle inclut les obligations découlant de la convention d'Aarhus pour ce qui est de l'accès à l'information environnementale. Elle ouvrira donc également la voie à la ratification de cette convention par la Communauté. Elle a pour troisième objectif d'adapter la directive de 1990 à la «révolution électronique», de manière à refléter les changements intervenus dans la manière dont les informations sont créées, collectées, stockées et diffusées auprès de la population. Un rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'expérience acquise dans l'application de la directive du Conseil 90/313/CEE³⁴ accompagne la proposition de la Commission.

2. Évaluation de l'impact environnemental

La directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/CE, demeure le principal instrument juridique pour tout ce qui touche aux questions d'environnement en général. Elle impose en effet une prise en compte des enjeux environnementaux dans de nombreuses décisions ayant une portée collective.

Le délai de transposition de la directive 97/11/CE modifiant la directive 85/337/CEE a pris fin le 14 mars 1999. Fin 2000, six États membres (Belgique, France, Allemagne, Grèce, Luxembourg et Espagne) n'avaient toujours pas communiqué leurs mesures de transposition à la Commission, raison pour laquelle celle-ci a décidé de saisir la Cour de justice à leur encontre. Les procédures pour non-communication ouvertes précédemment contre l'Autriche, la Finlande, le Danemark, le Portugal et le Royaume-Uni ont pu être classées dans le courant de l'année 2000.

À la suite de l'avis rendu le 20 octobre 1998 par le Parlement européen sur la proposition de directive adoptée en décembre 1996 par la Commission concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement³⁵, la Commission a adopté en février 1999 une proposition modifiée³⁶. Celle-ci vise à intégrer les considérations environnementales au stade de la préparation et de l'adoption de plans et de programmes fixant le cadre dans lequel de futurs projets prendront place. Le 30 mars 2000, une position commune relative à cette proposition de directive a été adoptée. Le Parlement européen en a terminé sa deuxième lecture le 6 septembre 2000 et a adopté 17 amendements. Le Conseil a quant à lui entamé sa deuxième lecture sur la base de l'avis du Parlement européen au cours du second semestre 2000. La directive devrait être finalisée dans le courant du premier semestre 2001.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué dans les précédents rapports sur le contrôle de l'application du droit communautaire, de nombreuses plaintes reçues par la Commission, ainsi que de nombreuses pétitions présentées au Parlement européen, dénoncent, au moins de manière incidente, l'application incorrecte par les autorités nationales de la directive 85/337/CEE, telle que modifiée. Ces plaintes mettant en cause la qualité des études d'impact et

³³ COM(2000) 402 final.

³⁴ COM(2000) 400 final.

³⁵ COM(96) 511 final.

³⁶ COM(1999) 73 final.

l'insuffisance de leur prise en considération posent d'importants problèmes aux services de la Commission, car le contrôle du respect de ces dispositions par les autorités nationales est des plus malaisés et la nature essentiellement procédurale de la directive permet peu de contester les choix opérés par les autorités nationales compétentes dès lors que la procédure prescrite par la directive a été respectée. Comme la Commission l'a déjà souligné, les cas d'application incorrecte de cette directive concernent le plus souvent des questions de fait (existence et qualification). Le contrôle des infractions a donc toutes chances de s'exercer le plus efficacement de manière décentralisée, notamment à travers les tribunaux nationaux.

Le 22 octobre 1998, la Cour avait rendu un arrêt contre l'Allemagne (affaire C-301/95), constatant plusieurs manquements de cet État membre aux obligations qui lui incombent. En l'absence de mesures d'exécution suffisantes de cet arrêt, la Commission a décidé d'engager contre l'Allemagne la procédure prévue à l'article 228 du traité. Les manquements en question portaient sur le caractère incomplet de la transposition de la directive pour ce qui est des projets énumérés dans son annexe II. La Cour a constaté que, en excluant de l'obligation d'évaluation de leurs incidences sur l'environnement des classes entières de projets énumérées à l'annexe II de la directive, l'Allemagne avait manqué à ses obligations. Ce pays avait communiqué plusieurs projets législatifs dans les délais prévus au cours de la procédure, mais n'a toujours pas adopté et notifié la réglementation requise à la Commission.

Le 21 janvier 1999, la Cour a rendu son arrêt dans l'affaire C-150/97, constatant que le Portugal, en n'adoptant pas les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer pleinement et correctement aux dispositions de la directive 85/337/CEE, avait manqué aux obligations lui incombant en vertu de l'article 12, paragraphe 1, de ladite directive. Suivant les conclusions de l'avocat général Mischo, la Cour a constaté non seulement le non-respect de la date de transposition, mais également le fait que la législation portugaise³⁷ transposant tardivement la directive ne s'appliquait pas aux projets dont la procédure d'approbation était en cours à la date de son entrée en vigueur, soit le 7 juin 1990.

La Commission a donc invité les autorités portugaises à l'informer des mesures adoptées en vue de l'exécution de cet arrêt. Vu le caractère insuffisant des mesures prises par le Portugal, elle a poursuivi la procédure engagée sur la base de l'article 228 du traité à son encontre.

Dans l'affaire C-392/96, la Cour a jugé que, en n'adoptant pas toutes les mesures nécessaires pour assurer la transposition correcte de l'article 4, paragraphe 2, en ce qui concerne les projets repris aux points 1(d) et 2(a) de l'annexe II de la directive 85/337/CEE, et en n'ayant que partiellement transposé l'article 2, paragraphes 3, 5 et 7 de celle-ci, l'Irlande avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12 de ladite directive. L'affaire portait notamment sur la fixation par l'Irlande de seuils pour certains types de projets, tels que les premiers reboisements lorsqu'ils risquent d'entraîner des transformations écologiques négatives, le défrichement de terres ou l'extraction de tourbe. Ces seuils étaient si élevés que, en pratique, de nombreux projets aux incidences sur l'environnement considérables échappaient à la procédure d'évaluation prévue par la directive. S'agissant de la non-transposition de l'article 2, paragraphes 3, 5 et 7 de la directive, l'Irlande ne contestait pas l'existence d'un manquement. L'Irlande n'ayant pas

³⁷ Décret-loi 278/97, 8.10.1997.

arrêté les mesures nécessaires afin d'exécuter l'arrêt, la Commission lui a adressé un avis motivé en application de l'article 228 du traité.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre la Belgique (affaire C-230/00), fondé sur le fait que ce pays se réserve la possibilité d'autoriser tacitement de nombreux types de plans et de projets relevant de la directive. Elle a également adressé un avis motivé à l'Italie, étant donné que, dans certaines de ses régions, sont exclus des procédures d'évaluation de l'impact environnemental, les projets pour lesquels une autorisation de réalisation a été sollicitée avant l'entrée en vigueur de certaines lois régionales récentes sur l'évaluation de l'impact environnemental, et ce bien que la directive soit applicable dans les États membres depuis le 3 juillet 1988, date limite de sa transposition en droit national.

La Commission poursuit la procédure engagée contre l'Italie en raison du caractère insuffisant des réglementations régionales transposant l'annexe II de la directive, et procède actuellement à l'examen des éléments neufs communiqués par l'Italie en 2000.

Certains cas d'application incorrecte ont également fait l'objet de procédures d'infraction. Des avis motivés ont été adressés au Luxembourg pour non-respect de la procédure d'évaluation d'impact prévue par la directive en ce qui concerne l'autorisation d'un projet d'autoroute dans ce pays, au Portugal en raison d'une consultation publique insuffisante au sujet de certains projets d'aménagement de voies rapides, ainsi qu'à l'Espagne pour une infraction à la directive commise dans le cadre du projet de voie rapide Oviedo-Llanera (Asturies) et du projet de modification de la ligne de chemin de fer reliant Valence à Tarragone.

Suite à une demande de décision préjudicielle présentée par un tribunal luxembourgeois (affaire C-287/98), la Cour de justice a dit pour droit, le 19 septembre 2000, qu'une juridiction nationale appelée à vérifier la légalité d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, dans le cadre de la réalisation d'une autoroute, de biens immobiliers appartenant à un particulier peut contrôler si le législateur national est resté dans les limites de la marge d'appréciation tracées par la directive 85/337/CEE, notamment lorsque l'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement n'a pas été effectuée, que les informations recueillies n'ont pas été mises à la disposition du public et que le public concerné n'a pas eu la possibilité d'exprimer son avis avant le lancement du projet, contrairement aux prescriptions de l'article 6, paragraphe 2, de la directive.

3. Air

La directive 96/62/CE du Conseil concernant la qualité de l'air ambiant devait être transposée pour le 21 mai 1998. Cette directive constitue la base d'une série d'actes communautaires à adopter pour fixer de nouvelles valeurs limites pour les polluants atmosphériques, à commencer par ceux déjà couverts par les directives existantes, ainsi que pour déterminer des seuils d'information et d'alerte, pour harmoniser les méthodes d'évaluation de la qualité de l'air et pour permettre une meilleure gestion de la qualité de l'air dans un souci de protection de la santé et des écosystèmes. Fin 2000, tous les États membres à l'exception de l'Espagne s'étaient acquittés de leur obligation de notification des mesures de transposition pour l'article 3 de la Directive. Au cours de l'année 2000, la Commission a été en mesure de classer les procédures pour non-communication engagées contre la Belgique (après l'envoi d'un avis motivé en 2000) et contre la Grèce (à la suite de la saisine de la Cour en 1999) (affaire C-463/99). En revanche, l'action engagée devant la Cour contre l'Espagne (affaire C-417/99) a dû être poursuivie.

La directive 97/68/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les émissions de gaz et de particules polluantes provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers devait être transposée pour le 30 juin 1998 au plus tard. Fin 2000, tous les États membres à l'exception de la France avaient communiqué les mesures de transposition de cette directive, permettant de ce fait de classer les recours introduits contre l'Italie (affaire C-418/99) et l'Irlande (affaire C-355/99). La procédure engagée contre la France (affaire C-320/99) a dû être poursuivie.

La directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 93/12/CEE du Conseil³⁸ devait faire l'objet d'une transposition pour le 1^{er} juillet 1999 au plus tard. Les mesures de transposition ayant été notifiées, les procédures engagées en 1999 contre le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Irlande, le Danemark, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Autriche, la Suède et la Finlande ont pu être classées en 2000. L'Italie a également adopté son décret de transposition, qui n'a toutefois pas encore été publié. La Commission a par ailleurs décidé de poursuivre la procédure d'infraction contre le Royaume-Uni pour non-communication (concernant Gibraltar).

La directive 1999/32/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides et modifiant la directive 93/12/CEE³⁹ devait être transposée pour le 1^{er} juillet 2000. La Suède, le Danemark, la Finlande et les Pays-Bas ont communiqué leurs mesures de transposition; quant aux mesures adoptées par le Royaume-Uni et l'Autriche, elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire de ces pays. Les autres États membres n'avaient pas encore communiqué leurs mesures de transposition à la fin de l'année 2000.

Les directives suivantes, qui ont été adoptées en 1999 et qui concernent la qualité de l'air, doivent être transposées en 2001; il convient toutefois de noter que cette transposition pourrait intervenir plus tôt:

- directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations⁴⁰;
- directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant⁴¹;
- directive 1999/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation de voitures particulières neuves⁴².

La Commission a également pris plusieurs mesures en raison de l'application incorrecte des directives relatives à la qualité de l'air; étant donné toutefois que ces mesures concernent

³⁸ JO L 350 du 28.12.1998, p. 58.

³⁹ JO L 121 du 11.5.1999, p. 13.

⁴⁰ JO L 85 du 29.3.1999, p. 1.

⁴¹ JO L 163 du 29.6.1999, p. 41.

⁴² JO L 12 du 18.1.2000, p. 16.

essentiellement d'autres directives environnementales, elles sont mentionnées dans le cadre d'autres secteurs (cf. chapitre 4, *Déchets*, et chapitre 9, *Environnement et industrie*).

4. Eau

Le contrôle de la mise en œuvre de la législation communautaire relative à la qualité de l'eau continue de faire l'objet d'une activité importante de la part de la Commission. Cette situation s'explique par l'importance quantitative et qualitative des obligations découlant du droit communautaire qui pèsent sur les États membres en la matière, ainsi que par la sensibilité croissante des citoyens aux questions de protection de la qualité de l'eau.

S'agissant de la directive 75/440/CEE relative aux eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les États membres, plusieurs procédures d'infraction sont en cours. Ces dernières portent notamment sur l'établissement de plans d'action organiques (article 4, paragraphe 2), qui constituent un outil essentiel pour la protection de l'eau (nitrates, pesticides, etc.), ainsi que sur les conditions de mise en œuvre des dérogations prévues à l'article 4, paragraphe 3.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 17 juin 1998 contre le Portugal (affaire C-214/97), la Cour a constaté que le document fourni par les autorités portugaises, malgré son titre et les projets décrits, ne constituait pas un programme d'action organique; en effet, il ne contenait pas de calendrier d'assainissement des eaux, ne couvrait pas l'ensemble des cours d'eau et ne fournissait pas de cadre adéquat assurant une amélioration de la qualité des eaux. À la suite d'un avis motivé adressé au Portugal pour n'avoir présenté aucun programme d'action organique, et ce même après l'arrêt rendu par la Cour, la Commission a été en mesure de classer la procédure engagée contre cet État membre, après que celui-ci eut finalement soumis en 2000 un plan d'action organique satisfaisant aux prescriptions de la directive.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre l'Italie (affaire C-375/00) concernant l'absence de tout programme d'action organique pour la Lombardie.

S'agissant de la directive 76/160/CEE relative à la qualité des eaux de baignade, le taux de surveillance des zones de baignade et la qualité des eaux tendent à augmenter. Cependant, malgré ces progrès, des procédures d'infraction se poursuivent contre la plupart des États membres, dans la mesure où les exigences de la directive sont encore loin d'être pleinement respectées.

En application de l'article 228, la Commission a décidé de saisir la Cour contre le Royaume-Uni en ce qui concerne les eaux de baignade le long de la côte de la Fylde, dans le nord-ouest de l'Angleterre, où certaines des plages désignées ne satisfaisaient pas aux normes fixées par la directive. La Commission considère par conséquent que l'arrêt de la Cour du 14 juillet 1993 (affaire C-56/90) n'a toujours pas fait l'objet d'une exécution complète de la part du Royaume-Uni.

La Commission a poursuivi la procédure engagée contre l'Espagne conformément à l'article 228 du traité à la suite de l'arrêt rendu par la Cour le 12 février 1998, constatant le manquement de cet État membre pour ce qui est de la conformité des eaux de baignade intérieures aux valeurs obligatoires mentionnées par la directive (affaire C-92/96). La Commission procède actuellement à l'examen de la réponse fournie par l'Espagne à l'avis motivé qu'elle lui a adressé en 2000.

Le 8 juin 1999, la Cour avait rendu son arrêt dans l'affaire C-198/97, établissant que l'Allemagne avait manqué à ses obligations concernant la qualité des eaux et la fréquence des échantillonnages. Étant donné que cet État membre n'exécute toujours pas cet arrêt, la Commission a décidé d'engager à son encontre la procédure prévue à l'article 228 du traité. Dans un arrêt du 25 mai 2000 (affaire C-307/98), la Cour a condamné la Belgique pour avoir exclu du champ d'application de la directive, sans justifications appropriées, de nombreuses zones de baignade en eaux intérieures, et pour n'avoir pas adopté, dans un délai de dix ans à compter de la notification de cette directive, les mesures nécessaires pour que la qualité des eaux de baignade soit rendue conforme aux valeurs limites fixées par ladite directive. La Commission a décidé d'envoyer une lettre de mise en demeure à la Belgique en application de l'article 228 du traité pour non-respect de l'arrêt susmentionné.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre la France (affaire C-147/00), contre les Pays-Bas (affaire C-268/00), contre le Royaume-Uni (affaire C-427/00) et contre la Suède (affaire C-368/00) concernant la qualité des eaux et/ou la fréquence des échantillonnages. Elle a également décidé de saisir d'un recours contre le Danemark et a adressé un avis motivé à la Finlande pour le même grief. La procédure contre le Portugal se poursuit également. La réponse de l'Italie à l'avis motivé qui lui a été adressé en 1999 est actuellement en cours d'examen. Le recours contre la France engagé en 1999 concernant l'absence de mesure pour le paramètre «coliformes totaux», obligatoire conformément à la directive, a été joint au recours précité engagé contre ce même État membre.

Des procédures d'infraction ont été engagées à l'encontre de la plupart des États membres en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive 76/464/CEE concernant les substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique, ainsi que des directives fixant des normes spécifiques par substance.

L'absence de programmes comprenant des objectifs de qualité afin de réduire la pollution par des substances relevant de la liste II de l'annexe de la directive est à l'origine de nombreuses procédures, et a entraîné en 2000 de nouveaux arrêts en manquement contre les États membres.

À la suite des arrêts rendus par la Cour le 11 juin 1998 contre le Luxembourg (affaire C-206/96), le 25 novembre 1998 contre l'Espagne (affaire C-214/96) et le 1^{er} octobre 1998 contre l'Italie (affaire C-285/96), arrêts constatant que ces États membres avaient manqué à leurs obligations en n'établissant pas de programmes comprenant des objectifs de qualité afin de réduire la pollution par ces substances, les pays concernés ont communiqué des mesures destinées à se mettre en conformité avec l'article 7 de la directive. L'examen de ces mesures complexes est en cours.

La Commission entend faciliter l'adoption de programmes par les États membres conformément à l'article 7 de la directive 76/464/CEE en élaborant un document d'orientation en la matière. Ce document a pour objet d'aider les États membres à mettre en œuvre la directive existante (article 7 de la directive 76/464/CEE) et la nouvelle directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE). Huit aspects devant être inclus dans les programmes de réduction de la pollution y seront répertoriés.

Les arrêts rendus par la Cour pour le même grief contre la Belgique (arrêt du 21 janvier 1999 dans l'affaire C-207/97) et contre la République fédérale d'Allemagne (arrêt du 11 novembre 1999 dans l'affaire C-184/97) ont été suivis en 2000 de deux nouveaux arrêts, à savoir l'arrêt du 25 mai 2000 contre la Grèce (affaire C-384/98) et l'arrêt du 13 juillet

2000 contre le Portugal (affaire C-261/98). L'affaire similaire concernant les Pays-Bas est toujours pendante (affaire C-152/98). La Commission a décidé se saisir la Cour d'un recours contre la France et l'Irlande.

À la suite de deux arrêts rendus par la Cour de justice en 1998 (affaire C-208/97 et affaire C-213/97), constatant que le Portugal avait manqué aux obligations lui incombant en ce qui concerne la mise en œuvre de directives-filles de la directive 76/464/CEE concernant les rejets de certaines substances dangereuses dans le milieu aquatique, le Portugal a communiqué des mesures satisfaisantes pour se conformer aux arrêts; ces deux affaires ont donc pu être classées.

L'insuffisance des programmes de réduction de la pollution entraîne de nombreux cas particuliers d'application incorrecte de cette directive (pollution de tel ou tel cours d'eau par des rejets agricoles ou industriels). Seule une prise en compte globale du problème est de nature à résoudre ces difficultés ponctuelles. De plus, il subsiste dans plusieurs États membres des problèmes liés à l'absence d'autorisation systématique préalablement aux opérations de rejet.

Ainsi, la procédure engagée en application de l'article 228 contre la Grèce à la suite de l'arrêt du 11 juin 1998 (affaires jointes C-232/95 et C-233/95) se poursuit, la Grèce n'ayant pas mis en œuvre les programmes de réduction de la pollution par les substances de la liste II de la directive 76/464/CEE pour ce qui est du lac Vegoritis et du golfe Pagasétique. Les mesures communiquées par la Grèce n'ayant pas été jugées suffisantes, un avis motivé a été adressé aux autorités de ce pays en application de l'article 228 du traité.

La procédure engagée en application de l'article 226 contre le Portugal concernant les rejets d'une usine agro-alimentaire à Santo Tirso se poursuit également, et la Commission examine les mesures adoptées par les autorités portugaises. Après avoir adressé au Portugal un avis motivé dans lequel elle constatait que les conditions d'exploitation d'une entreprise fabricant des herbicides et déversant les effluents sans traitement préalable dans le cours de la Capa Rota pouvaient être considérées comme un cas d'application incorrecte de la directive 76/464/CEE, la Commission a été en mesure de classer l'affaire dans le courant de l'année 2000.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre le Royaume-Uni en raison de l'absence de désignation suffisante des eaux concernées par la directive 79/923/CEE relative aux eaux conchylicoles, ainsi que de programmes d'amélioration et de suivi approprié des eaux en question. Cette affaire est toujours pendante, les autorités britanniques ayant communiqué un nombre considérable d'eaux conchylicoles ayant été désignées récemment et de programmes d'amélioration correspondants, qui sont actuellement examinés par la Commission.

Après la notification par la Finlande de mesures relatives à la désignation des eaux concernées, à la fixation d'objectifs qualitatifs, à l'élaboration de programmes de réduction de la pollution et à l'échantillonnage, la Commission a pu classer la procédure engagée contre ce pays pour application incorrecte de la directive 78/659/CEE concernant les eaux aptes à la vie des poissons.

La Commission a également pu classer la procédure engagée contre le Portugal en application de l'article 228, à la suite de l'arrêt du 18 juin 1998 (affaire C-183/97) constatant la non-conformité de la législation portugaise avec la directive 80/68/CEE

concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses. Le 22 avril 1999, la Cour avait rendu son arrêt dans l'affaire C-340/96, constatant que le Royaume-Uni, en acceptant des engagements dépourvus de valeur obligatoire de la part des distributeurs d'eau, avait manqué aux obligations lui incombant en vertu de la directive 80/778/CEE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. En 2000, la Commission a pu classer la procédure engagée en application de l'article 228 du traité, le Royaume-Uni lui ayant communiqué les mesures nécessaires adoptées.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre l'Irlande (affaire C-2000/316) pour application incorrecte de la directive 80/778/CEE, compte tenu de la présence importante de contaminants microbiologiques, décelés par l'Agence irlandaise pour la protection de l'environnement, dans des eaux destinées à la consommation humaine, en particulier en milieu rural.

La Commission a décidé de saisir la Cour contre le Portugal pour n'avoir pas fixé, en ce qui concerne les Açores, de valeurs limites pour les paramètres énumérés à l'annexe I de la directive 80/778/CEE.

La Commission a adressé un avis motivé à l'Espagne concernant la mauvaise qualité de l'eau potable dans plusieurs villes de la province d'Alicante (Javea, Denia, Teulada-Moraira, Benitachell, Muchamiel, Bussot et Aigues). La réponse des autorités espagnoles est actuellement en cours d'examen.

La directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, qui remplacera la directive 80/778/CEE à compter de 2003⁴³, devait être transposée en droit national pour le 25 décembre 2000. Les États membres pourraient devoir prendre des mesures sans tarder afin de garantir le respect des nouvelles valeurs limites fixées par la nouvelle directive. Force est malheureusement de constater qu'aucun État membre n'avait communiqué de mesures de transposition complètes à cette date. La Finlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont notifié des mesures à la Commission, mesures qui, toutefois, ne couvrent pas l'ensemble de leur territoire et/ou ne transposent pas la directive dans son intégralité.

Le 23 octobre 2000, le Parlement européen et le Conseil ont adopté une nouvelle directive (2000/60/CE) établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau⁴⁴. Les États membres ont trois ans pour transposer les dispositions de cette directive en droit national.

La législation communautaire comprend deux instruments juridiques visant à lutter contre le problème spécifique de la pollution par les phosphates et les nitrates, ainsi que de l'eutrophisation en résultant.

Le premier de ces instruments est la directive 91/271/CEE concernant le traitement des eaux urbaines résiduaires. Elle impose aux États membres de veiller, à partir de 1998, 2000 ou 2005, selon la taille des agglomérations, à ce que celles-ci disposent de système de collecte et de traitement des eaux usées. La Commission doit donc désormais contrôler, en plus de la communication des mesures de transposition et la conformité desdites mesures,

⁴³ JO L 330 du 5.12.1998, p. 32.

⁴⁴ JO L 327 du 22.12.2000, p.1.

les cas d'application incorrecte. Cette directive étant fondamentale pour l'assainissement des eaux et la lutte contre l'eutrophisation, la Commission attache une importance particulière à ce qu'elle soit mise en œuvre en temps utile.

Le 6 juin 2000, la Cour a rendu un arrêt contre la Belgique (affaire C-236/99), constatant que celle-ci, en communiquant à la Commission un programme relatif à la mise en œuvre de la directive non conforme à celle-ci pour ce qui est de la région de Bruxelles-Capitale, avait manqué aux obligations lui incombant en vertu de l'article 17 de la directive. La Commission a poursuivi la procédure d'infraction engagée contre l'Espagne pour identification insuffisante et incorrecte des zones sensibles en vertu de l'article 5 de la directive.

Elle a saisi la Cour d'un recours contre l'Italie (affaire C-396/00) fondé sur l'absence de traitement des eaux urbaines résiduaires dans l'agglomération de Milan, ainsi que d'un recours contre l'Autriche pour non-conformité de la transposition de la directive en ce qui concerne les retards accusés dans le domaine de la collecte et du traitement des eaux urbaines résiduaires. La procédure ayant trait au non-respect, par l'Allemagne, de plusieurs des prescriptions de la directive s'est poursuivie en 2000. La Commission a également adressé un avis motivé à la Belgique pour plusieurs infractions à cette directive.

Le second instrument de la lutte contre l'eutrophisation est la directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution causée par les nitrates d'origine agricole. La Commission a continué à accorder une grande importance aux procédures engagées pour faire respecter cette directive.

À la suite de l'arrêt rendu par la Cour le 1^{er} octobre 1998 dans l'affaire C-71/97, constatant que l'Espagne avait manqué à ses obligations en n'établissant pas de codes de bonne pratique et en ne désignant pas de zones vulnérables, la Commission a pu classer la procédure engagée en application de l'article 228, l'Espagne lui ayant communiqué les mesures requises. Par ailleurs, le 13 avril 2000, la Cour a condamné l'Espagne (affaire C-274/98) pour n'avoir pas établi les programmes d'action visés à l'article 5 de la directive.

La Commission a poursuivi une action toujours pendante devant la Cour contre l'Italie concernant l'élaboration de programmes d'action et la soumission de rapports (affaire C-127/99).

Elle a également saisi la Cour d'un recours contre la France (affaire C-258/00) pour désignation incorrecte des zones vulnérables, ainsi que d'un recours contre l'Allemagne (affaire C-161/00) pour non-conformité des programmes d'action exécutés. La procédure engagée en 1999 contre la Grèce en raison de l'absence de programmes d'actions, de codes de bonne pratique agricole et de certaines mesures de contrôle a été maintenue, mais n'a pas encore été exécutée, la Grèce ayant communiqué certaines mesures à la Commission. La Cour a été saisie d'un recours contre les Pays-Bas (affaire C 322/00) concernant plusieurs lacunes présentées par les programmes d'action. Par ailleurs, la Commission a pu classer la procédure engagée contre l'Autriche en raison du caractère non contraignant de son programme d'action, après modification de la législation de ce pays dans ce domaine et communication de celle-ci à la Commission. La Commission a également classé la procédure engagée contre le Royaume-Uni, après que celui-ci eut désigné l'estuaire du Ythan comme zone vulnérable aux nitrates à la suite de l'avis motivé que lui avait adressé la Commission.

Les deux procédures engagées contre la Belgique, l'une pour non-conformité de la transposition s'agissant des mesures nationales d'exécution, l'établissement de codes de bonne pratique et la désignation de zones vulnérables, et l'autre pour application incorrecte de la directive, se poursuivent. La Commission a décidé de saisir la Cour de ces deux affaires.

Le 7 décembre 2000 (affaire C-69/99), la Cour a condamné le Royaume-Uni pour non-adoption de toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux obligations prévues à l'article 3, paragraphes 1 et 2 (désignation de zones vulnérables) et à l'article 5 (établissement de programmes d'action) de la directive.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre le Luxembourg (affaire C-266/00) concernant les codes de bonne pratique, les programmes et la soumission de rapports. Elle a également adressé un avis motivé à la Finlande concernant le caractère insuffisant de ses programmes d'action eu égard aux périodes d'interdiction, à la capacité des cuves destinées au stockage, ainsi qu'aux règles applicables à l'épandage du lisier. Elle procède actuellement à l'examen des nouvelles mesures adoptées par la Finlande à la suite de cet avis motivé.

La Commission a également engagé des procédures d'infraction contre plusieurs États membres concernant la directive 91/692/CEE relative à la standardisation et à la rationalisation des rapports dans le secteur de l'eau. En effet, certains États membres n'ont pas communiqué, ou ont communiqué de manière incomplète ou tardive, les rapports qu'ils sont tenus d'établir sur la mise en œuvre de certaines directives. La Commission n'a donc pas été en mesure de rédiger de manière adéquate les rapports communautaires qu'elle a elle-même l'obligation d'établir. Elle a par conséquent saisi la Cour d'un recours contre le Portugal (affaire C-435/99). La procédure engagée contre la Belgique se poursuit; la Commission procède actuellement à l'examen de la réponse que celle-ci lui a communiquée fin 2000. Par ailleurs, la Commission a pu, dans le courant de cette même année, classer les procédures engagées contre l'Espagne, l'Italie et l'Irlande, celles-ci lui ayant présenté leur rapport après avoir reçu un avis motivé. La procédure engagée contre la France a également pu être classée, après examen de la réponse des autorités françaises à l'avis motivé adressé par la Commission.

5. Nature

Les deux principaux instruments juridiques pour la protection de la nature sont la directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages et la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

S'agissant de la transposition de la directive 79/409/CEE, plusieurs problèmes de non-conformité subsistent, notamment pour ce qui est de la chasse et des dérogations (article 7, paragraphe 4, et article 9). Ainsi, dans un arrêt rendu le 7 décembre 2000 contre la France concernant les dates d'ouverture et de clôture de la saison de chasse pour les oiseaux migrateurs (affaire C-38/99), la Cour a constaté que la France, en ne communiquant pas toutes les mesures de transposition applicables à l'ensemble de son territoire et en ne mettant pas en œuvre correctement la disposition précitée, n'avait pas transposé correctement l'article 7, paragraphe 4, de la directive. La Commission a également poursuivi le recours engagé devant la Cour contre l'Italie (affaire C-159/99) pour non-transposition de l'article 9 (dérogations aux régimes de protection découlant des articles 5,

6, 7 et 8). Elle a par ailleurs décidé de saisir la Cour d'un recours contre la Grèce au sujet de la durée de la période de chasse, ainsi que d'un recours contre la Suède pour mauvaise transposition de certaines dispositions de la directive 79/409/CEE, dont l'article 9. Cette dernière affaire a également trait à l'article 4 (tel que remplacé par les articles 6, paragraphes 2, 3 et 4 de la directive 92/43/CEE) et à l'article 6, paragraphe 3, de la directive 79/409/CEE.

La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre la Finlande pour non-conformité à la directive de la législation finlandaise relative à la chasse (chasse de certaines espèces d'oiseaux aquatiques pendant le printemps, et saison de chasse de certaines espèces d'oiseaux). La Commission a adressé un avis motivé à l'Espagne au début de l'année 2000 concernant la chasse de certaines espèces d'oiseaux migrateurs; elle examine actuellement la réponse communiquée par les autorités de ce pays. La Commission procède également à l'examen des procédures d'infraction concernant les pratiques de chasse dans deux zones françaises de protection spéciale (Baie de Canche et Platier d'Oye).

D'autres cas de non-conformité avec la directive 79/409/CEE ont été traités durant l'année 2000. La Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre la Belgique pour non-transposition de l'article 5, points c) et e), et de l'article 6, paragraphe 1, de la directive 79/409/CEE. La Cour a également été saisie d'un recours contre la Belgique pour mauvaise transposition de l'article 4, paragraphes 1, 2 et 4, et de l'annexe I de la directive 79/409/CEE.

Fin 2000, soit six ans et demi après l'expiration du délai fixé au mois de juin 1994, les derniers États membres avaient finalement notifié à la Commission les mesures de transposition de la directive 92/43/CEE. Toutefois, dans de nombreux cas, la transposition s'est avérée insuffisante, notamment en ce qui concerne l'article 6 (régime de protection des habitats intégrés dans les futures zones spéciales de conservation) et les articles 12 à 16 (régime de protection des espèces). Ainsi, dans son arrêt du 6 juin 2000 (affaire C-256/98), la Cour a condamné la France pour n'avoir pas adopté dans le délai prescrit toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive. La France n'ayant pas adopté les mesures nécessaires en vue de l'exécution de cet arrêt, la Commission lui a adressé une lettre de mise en demeure, puis un avis motivé en application de l'article 228 du traité. Elle a également décidé de renvoyer le Luxembourg et la Belgique devant la Cour pour mauvaise application d'un certain nombre de dispositions de la directive. La Cour a également été saisie d'un recours contre la Suède pour transposition incorrecte de l'article 4, paragraphe 5, de l'article 5, paragraphe 4, de l'article 6, paragraphes 2 à 4, ainsi que des articles 15 et 16 de la directive 92/43/CEE.

S'agissant de l'application des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE, les principaux problèmes ont, comme par le passé, trait à la désignation et à la protection des sites présentant un intérêt naturel, qu'il s'agisse de la désignation de sites pour les oiseaux, de la sélection d'autres sites en vue de rejoindre le réseau Natura 2000, ou de la protection de ces sites.

Comme l'indiquait la précédente édition du présent rapport, le classement, conformément à l'article 4 de la directive 79/409/CEE, de zones de protection spéciale (ZPS) pour les oiseaux sauvages dès lors que sont réunis les critères ornithologiques objectifs qui

imposent ce classement, continue de soulever des difficultés vis-à-vis de plusieurs États membres.

La Commission poursuit des procédures d'infractions concernant plusieurs cas particuliers d'importance significative.

La Cour avait rendu en 1999 deux arrêts contre la France. Dans le premier (affaire C-166/97), elle reconnaissait le manquement de cet État membre en ce qui concerne le classement en zone de protection spéciale d'une superficie suffisante dans l'estuaire de la Seine, ainsi que l'adoption de mesures visant à conférer à la ZPS classée un statut juridique suffisant conformément à l'article 4, paragraphes 1 et 2, de la directive. Elle rejetait en revanche le grief relatif à la création d'une installation industrielle au centre de la ZPS, estimant que la Commission n'avait pas produit les éléments suffisants pour contredire les éléments apportés par les autorités françaises. Dans le courant de l'année 2000, la procédure engagée contre la France en application de l'article 228 du traité s'est poursuivie afin d'obliger les autorités françaises à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de cet arrêt.

Dans son second arrêt (affaire C-96/98), la Cour constatait que la France, en n'ayant pas classé en zone de protection spéciale, dans le délai prescrit, une superficie suffisante dans le Marais poitevin, en n'ayant pas adopté de mesures conférant aux zones de protection spéciale classées dans le Marais poitevin un statut juridique suffisant, et en n'ayant pas pris les mesures appropriées pour éviter la détérioration tant des sites du Marais poitevin classés en zones de protection spéciale que de certains de ceux qui auraient dû l'être, avait manqué à ses obligations. La France n'ayant pas adopté les mesures nécessaires en vue de l'exécution de cet arrêt, la Commission a décidé en 2000 de lui adresser une lettre de mise en demeure en application de l'article 228 du traité.

Le 7 décembre 2000, la Cour a rendu un nouvel arrêt (affaire C-374/98) contre la France pour des griefs similaires, estimant qu'en ne classant en ZPS aucun territoire du site des Basses Corbières et en omettant d'adopter pour ce site des mesures de conservation spéciale suffisantes quant à leur étendue géographique, elle ne s'était pas acquittée des obligations lui incombant en vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la directive. La Commission a pu classer la procédure contre l'Autriche, celle-ci lui ayant communiqué les mesures concernant le classement en ZPS de la vallée de la Lech, dans le Tyrol.

Alors que certaines zones auraient dû être classées en ZPS au moment de l'entrée en vigueur de la directive, soit en 1981, les sites existants dans un certain nombre d'États membres sont toujours trop peu nombreux ou ont une superficie trop faible. La Commission privilégie actuellement la poursuite de procédures d'infractions générales contre cette insuffisance globale, plutôt que la poursuite de l'absence de classement et de protection de chaque site individuel.

Ainsi, la Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours concernant la France pour désignation insuffisante de zones de protection spéciale en vertu de l'article 4, paragraphes 1 et 2, de la directive. Les procédures engagées précédemment en ce qui concerne deux zones distinctes (la plaine des Maures et les basses vallées de l'Aude) ont été jointes à cette affaire.

La Commission a également engagé des recours contre d'autres États membres pour le même grief. Elle a poursuivi les procédures engagées contre l'Allemagne, l'Italie, le

Luxembourg, le Portugal et la Finlande. La procédure concernant ce dernier État membre a débouché sur la saisine de la Cour (affaire C-240/00); la Commission examine toutefois actuellement les mesures communiquées par l'Allemagne et le Portugal, avant de décider s'il convient de poursuivre les procédures à l'encontre de ces deux États membres. La Commission a également saisi la Cour d'un recours contre l'Espagne pour non-désignation d'un nombre suffisant de ZPS dans la région de Murcie (affaire C-354/00). Elle a aussi décidé d'adresser un avis motivé à l'Espagne pour non-désignation d'un nombre suffisant de ZPS sur l'ensemble de son territoire.

La Commission procède actuellement à l'examen d'un nombre important de nouvelles zones de protection spéciale désignées par les Pays-Bas, à la suite de l'envoi d'un avis motivé par la Commission en application de l'article 228 visant à contraindre cet État membre à exécuter l'arrêt de la Cour du 19 mai 1998 (affaire C-3/96).

Les États membres ont continué à proposer des zones de conservation au sens de la directive 92/43/CEE. Le Royaume-Uni s'est engagé à désigner des zones supplémentaires conformément à cette directive et a communiqué à la Commission une première série de zones ayant été désignées récemment. Ces nouveaux sites font actuellement l'objet d'un examen, et la Commission a décidé de surseoir à la saisine de la Cour décidée en 1999 contre le Royaume-Uni jusqu'à l'issue de l'examen des sites nouvellement notifiés. En 2000, la Commission a également décidé de prolonger la suspension de la procédure d'infraction contre les Pays-Bas, ceux-ci lui ayant communiqué une liste importante. Cette dernière sera examinée dans le cadre de la région biogéographique atlantique, en même temps que les listes de sites communiquées par d'autres États membres en ce qui concerne cette région. S'agissant de la liste présentée par l'Autriche, la situation n'est pas entièrement satisfaisante; la poursuite de la procédure la concernant dépendra toutefois des séminaires biogéographiques prévus en 2001. De même, la liste complémentaire fournie par le Portugal en 2000 à la suite de l'ouverture d'une procédure d'infraction par la Commission est en cours d'examen. S'agissant de l'importante liste soumise par la Finlande en 1998, la Commission a décidé de suspendre la procédure engagée devant la Cour en 1998 contre ce pays afin de permettre l'examen des mesures prises par celui-ci dans le courant de l'année 2000.

La Commission a poursuivi les procédures engagées devant la Cour contre l'Irlande (affaire C-67/99), l'Allemagne (affaire C-71/99) et la France (affaire C-220/99).

Ayant décidé de prolonger l'exécution de la procédure engagée devant la Cour contre la Suède afin de pouvoir procéder à l'évaluation de la «liste indicative» soumise par cette dernière, la Commission a décidé fin 2000 de poursuivre l'affaire en raison des lacunes présentées par cette liste. Enfin, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la Belgique, dont la liste ne contenait aucun site représentatif de nombreux types d'habitats présents sur le territoire belge, parmi lesquels figurent des habitats prioritaires. Après avoir examiné la nouvelle liste présentée par la Belgique en 2000, la Commission a décidé de poursuivre la procédure engagée à son encontre.

Le 7 novembre 2000, la Cour de justice a rendu un important arrêt dans l'affaire relative au port de Bristol (affaire C-371/98), à la suite d'une demande de décision préjudicielle présentée par un tribunal britannique en application de l'article 234. Elle a déclaré qu'un État membre ne peut pas prendre en compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales, lors du choix et de la

délimitation des sites à proposer à la Commission en tant que sites susceptibles d'être identifiés comme étant d'importance communautaire.

Comme le soulignait déjà la précédente édition du présent rapport, il faut remarquer que, fréquemment, les informations relatives aux sites et aux espèces qu'ils abritent ne sont pas communiquées de manière complète ou appropriée par les États membres. Il est par conséquent plus difficile d'engager les étapes ultérieures prévues par la directive 92/43/CEE et de constituer le réseau Natura 2000.

La Commission continue par ailleurs de faire preuve de rigueur dans l'octroi des financements communautaires destinés à la conservation des sites dans le cadre du règlement LIFE sur les sites intégrés ou en voie d'intégration dans le réseau Natura 2000. Elle examine de plus avec vigilance le respect des règles environnementales lorsqu'elle reçoit des demandes de cofinancement au titre du Fonds de cohésion. En juin 1999, les commissaires chargés de l'environnement et de la politique régionale ont adressé aux États membres une lettre leur rappelant les obligations qui leur incombent en vertu des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE. Les États membres n'ayant pas transmis une liste suffisante en vue de la constitution du réseau Natura 2000 ont été avertis que la Commission pourrait ne pas être en mesure d'évaluer les plans et programmes de cofinancement soumis. En 2000, des conditions ont été incluses dans les plans et programmes des Fonds structurels et dans les programmes de développement rural, imposant aux États membres de présenter les listes de sites Natura 2000 encore en souffrance.

L'application du régime de protection spéciale conformément à l'article 4, paragraphe 4, de la directive 79/409/CEE et de l'article 6, paragraphes 2 à 4, de la directive 92/43/CEE continue à poser quelques problèmes (non-désignation de zones satisfaisant aux critères ornithologiques objectifs en tant que zone de protection spéciale et/ou refus d'octroi du régime de protection spéciale pour des projets concernant ces sites). En avril 2000, la Commission a publié un guide d'interprétation afin de fournir aux États membres des lignes directrices concernant l'interprétation de certaines notions-clés utilisées à l'article 6 de la directive 92/43/CEE.

La Commission a adressé un avis motivé à l'Autriche pour infraction à l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive 92/43/CEE dans le cadre d'une extension d'un terrain de golf situé dans la vallée de l'Enns; elle a également décidé de saisir la Cour d'un recours contre la Belgique pour non-protection de la ZPS située dans la vallée de la Zwarte Beek. La Commission a saisi la Cour de justice d'un recours contre l'Irlande pour défaut d'adoption des mesures de protection contre le surpâturage des habitats des espèces d'oiseaux sauvages relevant de la directive 79/409/CEE et présents dans l'ouest de l'Irlande (affaire C-117/00).

Enfin, la Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre le Portugal en ce qui concerne le projet de barrage d'Abrilongo, qui aura des incidences sur la ZPS de Campo Maior et les espèces devant être protégées conformément à la directive 79/409/CEE, et a adressé un avis motivé à ce même État membre pour avoir autorisé la réalisation d'un projet d'aménagement de voie rapide sans avoir procédé aux études d'incidence appropriées.

Il faut également noter que certains problèmes d'application de la directive 92/43/CEE peuvent surgir en ce qui concerne la protection, non des sites désignés, mais des espèces. Cela a par exemple amené la Commission à engager une procédure d'infraction contre la

Grèce pour les menaces pesant sur une espèce de tortue (*Caretta caretta*) sur l'île de Zakynthos (affaire C-103/00). Elle a également décidé d'adresser un avis motivé à l'Allemagne pour manquement à l'obligation de protéger de manière satisfaisante les habitats d'une espèce de hamster menacée d'extinction (le *Cricetus cricetus*) situés dans la Horbacher Börde, à proximité d'Aix-la-Chapelle, non loin de la frontière néerlandaise; ce site est l'un des sites les plus importants pour cette espèce dans le nord-ouest de l'Allemagne. Il a également été décidé d'adresser un avis motivé au Royaume-Uni pour manquement à l'obligation d'assurer une protection satisfaisante au triton crêté (*Triturus cristatus*).

On relèvera enfin, s'agissant de l'application du règlement (CE) n° 338/97 mettant en œuvre dans la Communauté la convention de Washington de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ("convention CITES"), que les procédures d'infraction contre la Grèce ont conduit celle-ci à communiquer en 1999 diverses mesures et décisions ministérielles intervenues pour compléter la loi n° 2637 du 27 août 1998 dans le cadre de la mise en œuvre du règlement. L'examen de la conformité de la législation hellénique est en cours et, en conséquence, l'exécution de la saisine de la Cour est suspendue.

6. Bruit

Comme dans le passé, la mise en œuvre des directives dans ce secteur ne soulève pas de grandes difficultés, ces directives établissant des normes applicables aux nouveaux produits à mettre sur le marché. Or, les plaintes reçues par la Commission portent sur des questions de bruit ambiant et ne peuvent par conséquent pas être traitées au niveau communautaire.

Le 8 mai 2000, le Parlement européen et le Conseil ont adopté la directive 2000/14/CE concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments⁴⁵.

7. Substances chimiques et biotechnologie

La législation communautaire relative aux substances chimiques et aux biotechnologies englobe plusieurs groupes de directives portant sur des produits ou des activités qui présentent des caractéristiques communes: complexité technique, évolution fréquente pour s'adapter aux nouvelles connaissances, champ d'application à la fois scientifique et industriel, et risques particuliers pour l'environnement.

La directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses se caractérise notamment par ses modifications fréquentes, rendues nécessaires par les progrès scientifiques et techniques. Ainsi, la directive 98/98/CE du 15 décembre 1998⁴⁶ portant vingt-cinquième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE devait être transposée pour juillet 2000. En outre, la directive 1999/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 1999 modifiant la directive 67/548/CEE du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de certaines substances

⁴⁵ JO L 162 du 3.7.2000, p. 1.

⁴⁶ JO L 355 du 30.12.1998, p.1.

dangereuses en Autriche et en Suède devait être transposée par ces deux États membres pour le 30 juillet 2000 au plus tard.

À cet égard, il arrive encore fréquemment que les États membres communiquent tardivement leurs mesures de transposition; toutefois, la Commission engage systématiquement des procédures à leur encontre afin de les amener à se conformer à leurs obligations.

En 2000, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à l'Allemagne pour non-conformité de la définition et du traitement des fibres (de silicates) vitreuses artificielles avec la directive 67/548/CE. Elle a également décidé d'adresser un avis motivé au Royaume-Uni, puis de renvoyer celui-ci devant la Cour de justice en raison de l'exclusion du territoire de Gibraltar du champ d'application des mesures de transposition de la directive 67/548/CEE et des directives modificatrices ultérieures.

La directive 96/56/CE prévoit le remplacement du sigle CEE par le sigle CE en matière d'étiquetage des substances dangereuses pour le 1^{er} juin 1998. En 1998, la Commission a adressé un avis motivé à la Belgique, à l'Allemagne, au Portugal et à la Grèce pour non-transposition de cette directive. Depuis, celle-ci a été transposée par tous les États membres; le seul recours encore pendant (affaire C-406/99), engagé contre l'Allemagne, a donc pu être classé en 2000.

En ce qui concerne la directive 97/69/CE portant vingt-troisième adaptation de la directive relative aux substances dangereuses, l'Autriche et les Pays-Bas ont récemment communiqué des mesures à la Commission, de sorte que les procédures ouvertes à leur encontre ont également pu être classées.

La directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides⁴⁷ devait être transposée par les États membres pour le 14 mai 2000 au plus tard. Des procédures d'infraction pour non-communication des mesures de transposition ont dû être engagées à l'encontre de douze États membres, à savoir l'Autriche, la Belgique, la Finlande (concernant la province d'Åland), la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni; la procédure engagée contre l'Autriche a pu être classée en 2000.

S'agissant de la directive 86/609/CEE relative à la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques, la Commission a pu classer la procédure engagée conformément à l'article 228 du traité contre la Belgique, après exécution par cette dernière de l'arrêt rendu à son encontre le 15 octobre 1998 par la Cour pour non-transposition de la directive (affaire C-268/97). La Commission a toutefois décidé d'adresser un avis motivé à la Belgique concernant l'octroi de dispenses trop nombreuses pour l'utilisation, à des fins expérimentales, de chats et de chiens n'ayant pas été élevés dans ce but.

La Commission a également poursuivi un recours introduit contre l'Irlande (affaire C-354/99), renvoyé la France devant la Cour (affaire C-152/00) et décidé d'engager un recours contre les Pays-Bas pour mauvaise transposition de la directive. Elle a retiré son recours contre l'Autriche après communication par celle-ci des mesures requises.

⁴⁷ JO L 123 du 24.4.1998 p.1.

En ce qui concerne les micro-organismes génétiquement modifiés (MGM), leur usage est régi par la directive 90/219/CEE relative à leur usage confiné. S'agissant des organismes génétiquement modifiés (OGM), leur usage est régi par la directive 90/220/CEE relative à leur dissémination. Le cadre législatif existant (directive 90/220/CEE du 23 avril 1990) est actuellement en cours de réexamen. Le 20 décembre 2000, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord sur un texte commun. Le nouveau système devrait être adopté définitivement en février 2001. La directive modifiée vise à mettre en place un cadre plus transparent et plus efficace pour la procédure d'approbation de la mise sur le marché des OGM, à déterminer des principes communs pour l'évaluation des risques ainsi qu'un programme de contrôle obligatoire et enfin, à adapter les procédures administratives aux risques encourus, y compris les risques indirects.

La Commission a adressé un avis motivé à la France pour mauvaise transposition de plusieurs dispositions de la directive 90/219/CEE.

La directive 90/219/CEE a été modifiée par la directive 98/81/CE du Conseil du 26 octobre 1998 relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés⁴⁸, laquelle devait être transposée pour le 5 juin 2000. Fin 2000, des recours étaient engagés à l'encontre de tous les États membres, à l'exception de la Suède, de la Finlande et du Danemark, pour non-communication des mesures de transposition de cette directive.

Enfin, deux procédures pour application incorrecte de la directive 90/220/CEE ouvertes à l'encontre de la France sont toujours en cours.

Le premier manquement a trait aux étapes ultérieures de la procédure d'autorisation de mise sur le marché de produits consistant en OGM ou contenant des OGM. Conformément à la directive, lorsqu'une décision favorable a été prise en ce qui concerne la mise sur le marché d'un tel produit, l'autorité compétente de l'État membre qui a reçu la notification initiale doit donner son consentement par écrit à la notification de manière à permettre la mise sur le marché du produit. Or, la France n'a toujours pas donné son consentement en ce qui concerne deux décisions favorables adoptées en 1997. Cependant, dans une affaire similaire concernant du maïs, la Cour de justice a été saisie d'une question préjudicielle posée par le Conseil d'État français (affaire C-6/99) lui demandant de se prononcer sur l'existence d'une marge d'appréciation des autorités nationales après adoption par la Commission d'une décision favorable au sens de l'article 13, paragraphe 4, de la directive 90/220/CEE. Dans sa décision du 21 mars 2000, la Cour a dit pour droit que, si, après transmission à la Commission d'une demande de mise sur le marché d'un OGM, aucun État membre n'a émis d'objection, ou si la Commission a pris une «décision favorable», l'autorité compétente qui a transmis la demande est tenue de délivrer le «consentement écrit» permettant la mise sur le marché du produit. Toutefois, si l'État membre concerné dispose entre-temps de nouveaux éléments d'information qui l'amènent à considérer que le produit en question peut présenter un risque pour la santé humaine et l'environnement, il ne sera pas tenu de donner son consentement, à condition qu'il en informe immédiatement la Commission et les autres États membres. Dans un récent arrêt, rendu le 4 novembre 2000, le Conseil d'État français a suivi la décision de la Cour, considérant qu'en l'absence de nouveaux éléments d'information concernant les risques, le ministère français ne pouvait pas remettre en question la décision prise par la Commission sur l'avis des trois comités scientifiques. La procédure contre la France demeure ouverte (elle en est actuellement au

⁴⁸ JO L 330 du 5.12.1998, p. 13.

stade de l'avis motivé), la Commission examinant la possibilité d'appliquer la clause de sauvegarde prévue à l'article 16 de la directive 90/220/CEE.

La Commission a également décidé de saisir la Cour d'un recours contre la France pour non-transposition et mauvaise transposition de plusieurs dispositions de la directive 90/220/CEE.

8. Déchets

Les procédures d'infraction dans le domaine des déchets demeurent nombreuses et portent aussi bien sur la transposition formelle que sur l'application pratique. Ainsi qu'il était déjà indiqué dans la précédente édition du présent rapport, les difficultés à faire appliquer le droit communautaire dans ce secteur s'expliquent probablement autant par les nécessaires modifications des comportements des particuliers, des administrations et des entreprises, que par le coût de ces modifications. S'agissant de la directive-cadre sur les déchets (directive 75/442/CEE, telle que modifiée par la directive 91/156/CEE), la plupart des difficultés rencontrées ont trait à son application à des installations spécifiques. Celle-ci donne lieu à de nombreuses plaintes dénonçant essentiellement les décharges de déchets (décharges non contrôlées, contestation de la localisation des projets d'aménagement de décharges contrôlées, décharges légales mal exploitées, pollution de l'eau à la suite du déversement direct de déchets, etc.). En vertu de la directive, une autorisation préalable doit être obtenue pour la mise en exploitation d'installations d'élimination et de valorisation de déchets; dans le cas de l'élimination des déchets, cette autorisation doit d'ailleurs fixer des conditions d'exploitation qui en limitent les incidences sur l'environnement.

L'adoption par le Conseil, le 26 avril 1999, de la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets⁴⁹ devrait contribuer à clarifier le cadre juridique dans lequel les installations mettant en œuvre ce mode d'élimination sont autorisées dans les États membres.

Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, la Commission se fonde sur ce type de cas particuliers pour déceler d'éventuels problèmes plus généraux concernant une application incorrecte du droit communautaire, tels que l'absence ou l'inadéquation de plans de gestion des déchets, en partant de l'hypothèse qu'une décharge illégale peut révéler un besoin non satisfait de gestion des déchets.

C'est dans cet esprit qu'en 1998, la Commission a saisi la Cour une deuxième fois à l'encontre la Grèce (affaire C-387/97), lui demandant d'infliger à ce pays une astreinte de 24 600 euros par jour en application de l'article 228 du traité pour défaut d'exécution de l'arrêt rendu par la Cour le 7 avril 1992 (affaire C-45/91). Cette affaire concerne l'existence et le fonctionnement d'une décharge illégale de déchets solides située dans le ravin du Kouroupitos, dans la région de La Canée, où des déchets ménagers, des quantités limitées de déchets dangereux (comme des huiles usagées et des piles) et différents types de déchets commerciaux et industriels étaient déversés illégalement. Suivant les conclusions rendues par l'avocat général le 28 septembre 1999, la Cour a déclaré dans son arrêt du 4 juillet 2000 qu'en n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour assurer que, dans la région de La Canée, les déchets seront éliminés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans porter préjudice à l'environnement conformément aux articles 4 et 6 de la directive 75/442/CEE relative aux déchets, et à l'article 12 de la directive 78/319/CEE relative aux déchets toxiques et dangereux, la Grèce n'a pas pris les mesures indispensables que comporte

⁴⁹ JO L 182 du 16.7.1999, p.1.

l'exécution de l'arrêt de la Cour du 7 avril 1992 et a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 171 (devenu article 228) du traité. La Cour a décidé d'infliger à la Grèce une astreinte de 20 000 euros par jour de retard dans la mise en œuvre des mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêt précité. En décembre 2000, les autorités grecques ont versé 1 760 000 euros, équivalant à l'astreinte journalière pour la période allant de juillet à septembre 2000. La Commission a demandé à la Grèce d'effectuer ses versements sur une base mensuelle.

Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, c'est la première fois que la Cour de justice des Communautés européennes décidait d'infliger une amende à un État membre en application de l'article 228 du traité. L'Union européenne a ainsi franchi une étape décisive à l'égard des États membres pour ce qui est du respect du droit communautaire en matière d'environnement.

Dans un arrêt du 9 novembre 1999 (affaire C-365/97), la Cour a constaté que les autorités italiennes n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour que les déchets rejetés dans le cours d'eau qui traverse le vallon de San Rocco soient éliminés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans porter préjudice à l'environnement, et qu'elles n'avaient pas non plus pris les mesures nécessaires pour que les déchets recueillis dans une décharge illégale soient remis à un ramasseur privé ou public ou à une entreprise d'élimination. La Commission procède actuellement à l'examen des mesures prises par l'Italie afin de se conformer à cet arrêt, mesures qui lui ont été communiquées en 2000.

La Commission a décidé de traduire l'Autriche devant la Cour de justice pour mauvaise transposition de la définition communautaire des déchets (l'Autriche prévoit des exceptions qui ne sont pas couvertes par la définition communautaire; de plus, elle n'a pas transposé certaines annexes des directives 75/442/CEE et 91/689/CEE). Elle a par ailleurs adressé un avis motivé à la Belgique, fondé sur le fait que les mesures de transposition adoptées par la Région wallonne ne comportent aucune définition correcte des déchets. Elle a également adressé un avis motivé au Luxembourg, puis décidé de saisir la Cour pour mauvaise transposition de la décision 94/3/CE établissant une liste des déchets (catalogue) en application de la directive 75/442/CEE.

Des problèmes concernant l'application effective de la directive 75/442/CEE ont également été constatés en 2000. Ainsi, la Commission a décidé de traduire la Grèce devant la Cour pour une décharge non contrôlée située dans le Péloponnèse, et a décidé d'introduire un recours contre l'Espagne concernant plusieurs décharges illégales. Elle a également engagé un recours contre l'Italie pour non-communication du rapport prévu par les directives 75/439/CEE (huiles usagées) et 75/442/CEE (affaire C-376/00).

En 2000, la Commission a saisi la Cour d'un recours contre l'Italie (affaire C-65/00) pour non-conformité au droit communautaire de sa réglementation sur les déchets dangereux dispensant les entreprises qui valorisent des déchets dangereux de l'autorisation prévue par les directives 91/156/CEE et 91/689/CEE.

Eu égard à l'importance de la planification en matière de gestion des déchets — ainsi que les exemples ci-dessus le montrent —, la Commission a décidé en octobre 1997 d'engager des procédures d'infraction à l'encontre de l'ensemble des États membres qui, à l'exception de l'Autriche, n'avaient pas instauré un système de planification pour la gestion des déchets. Ces procédures ont trait à divers manquements concernant, selon les cas, les plans requis par l'article 7 de la directive-cadre, les plans de gestion des déchets dangereux tels

que prévus à l'article 6 de la directive 91/689/CEE, ainsi que les déchets d'emballages, pour lesquels l'article 14 de la directive 94/62/CE exige une planification spécifique.

En 2000, la Commission a poursuivi les recours engagés contre la France (affaire C-292/99), l'Irlande (affaire C-461/99) et l'Italie (affaire C-466/99) concernant les trois catégories de plans précitées, et a également décidé de renvoyer la Grèce (affaire C-132/00), le Luxembourg (C-401/00) et le Royaume-Uni (affaire C-35/00) devant la Cour. Elle a décidé de poursuivre le recours introduit contre l'Espagne.

Par ailleurs, les procédures engagées précédemment à l'encontre de la Suède et du Portugal ont été classées en 2000. Après avoir reçu notification, par le dernier *Land* (Basse-Saxe) qui n'en disposait pas encore, d'un plan concernant les déchets non dangereux et les déchets d'emballages, la Commission a été en mesure de classer également cette procédure.

S'agissant de la directive 91/689/CEE relative aux déchets dangereux, des procédures d'infraction avaient été engagées en 1998 contre plusieurs États membres pour non-communication de certaines informations requises portant sur les établissements et entreprises d'élimination et/ou de valorisation des déchets dangereux. En 2000, la Commission a saisi la Cour d'un recours contre la Grèce concernant cette question. Elle a été en mesure de classer les procédures engagées à l'encontre du Portugal et du Royaume-Uni, après que ceux-ci lui eurent communiqué les informations requises à la suite d'un avis motivé. La Commission a poursuivi la procédure engagée contre la France en raison du caractère toujours incomplet des informations communiquées conformément à cette directive.

En ce qui concerne la mise en œuvre des directives concernant les piles et accumulateurs contenant certaines substances dangereuses (directives 91/157/CEE et 93/86/CEE), la Commission poursuit les procédures d'infraction engagées à l'encontre des États membres qui n'ont pas encore établi les programmes prévus par l'article 6 de la directive. Des avancées ont été réalisées dans ce domaine au cours de l'année 2000. Après avoir envoyé un avis motivé à l'Espagne, en application de l'article 228, pour non-exécution de l'arrêt rendu à son encontre le 28 mai 1998 (affaire C-298/97), la Commission a décidé de classer la procédure, après que l'Espagne lui eut communiqué les mesures d'exécution. Elle a décidé pour les mêmes raisons de clore la procédure engagée contre la Grèce en application de l'article 228 pour non-exécution de l'arrêt de la Cour du 8 juillet 1999 (affaire C-215/98) et défaut d'élaboration d'un programme applicable aux piles usagées, obligation à laquelle cet État membre était tenu de se conformer depuis septembre 1992. Le recours engagé contre le Portugal a également été classé après évaluation des mesures mises en œuvre par cet État membre. La Commission procède actuellement à un examen visant à déterminer si les mesures prises par l'Autriche après l'envoi d'un avis motivé sont suffisantes.

On rappellera enfin que la directive 98/101/CE de la Commission du 22 décembre 1998 portant adaptation au progrès technique de la directive 91/157/CEE du Conseil relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses⁵⁰ devait être transposée pour le 1^{er} janvier 2000. En 2000, la Commission a été en mesure de classer les procédures engagées à l'encontre de la Belgique, du Danemark et de l'Espagne pour non-communication de mesures de transposition de cette directive. Fin 2000, des procédures

⁵⁰ JO L 1 du 5.1.1999, p. 1.

avaient été engagées pour non-communication à l'encontre de sept États membres, à savoir l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Portugal, le Royaume-Uni, la Grèce et les Pays-Bas.

Dans son arrêt du 13 avril 2000 (affaire C-123/99), la Cour a déclaré que la Grèce n'avait pas adopté les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages. La Commission a adressé un avis motivé aux Pays-Bas pour non-conformité de leur législation à plusieurs égards. Par ailleurs, le recours engagé à l'encontre du Royaume-Uni (affaire C-455/99) pour non-communication des mesures de transposition de la directive a été classé à la suite de la notification des mesures en cause⁵¹. La Commission a poursuivi la procédure ouverte à l'encontre de l'Allemagne concernant sa réglementation sur les emballages (connue sous la dénomination «décret Töpfer»), qui encourage la réutilisation des matériaux d'emballage. Elle a également décidé d'adresser à cet État membre un avis motivé, fondé sur le fait que le quota de réutilisation prévu par le décret précité constitue une source d'entrave aux échanges et une discrimination indirecte concernant les eaux minérales mises en bouteille à la source qui sont importées.

Les mesures de transposition doivent non seulement être communiquées à la Commission, mais également être conformes à la législation communautaire pertinente. La Commission considérant que tel n'était pas le cas au Danemark, elle a décidé de traduire cet État membre devant la Cour (affaire C-246/99) concernant l'interdiction des boîtes métalliques pour le conditionnement des boissons et d'autres types d'emballages non réutilisables.

La Commission a saisi la Cour d'un recours contre l'Allemagne (affaire C-228/00) au sujet de l'application de différents critères permettant de distinguer les déchets valorisables des déchets à éliminer et, partant, de s'opposer à des transferts de déchets, en violation du règlement (CEE) n° 259/93 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne. Elle a également introduit un recours contre le Luxembourg pour non-respect du règlement (CEE) n° 259/93, consistant dans le refus d'autoriser le transport de déchets vers des incinérateurs français équipés à des fins énergétiques.

Des procédures d'infraction ont été ouvertes en 1999 à l'encontre de plusieurs États membres pour non-communication des rapports annuels visés à l'article 41 du règlement (CEE) n°259/93. Les procédures engagées contre la Grèce, l'Italie et l'Irlande ont été classées compte tenu du caractère satisfaisant des réponses communiquées par lesdits États membres. La Commission a adressé un avis motivé aux Pays-Bas concernant les transferts de déchets depuis les Pays-Bas vers d'autres pays.

S'agissant de la directive 75/439/CEE concernant l'élimination des huiles usagées, la Commission a ouvert une procédure à l'encontre de l'Allemagne en application de l'article 228 pour non-exécution de l'arrêt de la Cour du 9 septembre 1999 (affaire C-102/97), cet État membre n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour donner la priorité au traitement par régénération des huiles usagées, alors que les contraintes d'ordre technique, économique et organisationnel le permettaient. Elle a également poursuivi le recours intenté contre le Portugal pour mauvaise transposition de la directive (affaire C-392/99).

⁵¹ The Producer Responsibility Obligations (Packaging Waste) (Amendment) Regulations (Northern Ireland) 1999 S.R.N.I. (Statutory Rules for Northern Ireland) No. 496.

En ce qui concerne l'élimination des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT), deux produits particulièrement dangereux, il convient de rappeler que la directive 96/59/CE, qui abroge l'ancienne directive 76/403/CEE, devait être transposée par les États membres pour le 16 mars 1998. Au cours de l'année 2000, la Commission a été en mesure de classer les procédures engagées à l'encontre de tous les États membres qui n'avaient pas notifié leurs mesures de transposition pour la date précitée, y compris les recours introduits contre la Grèce (affaire C-464/99) et le Royaume-Uni (affaire C-468/99). La directive dispose que les États membres sont tenus d'établir, dans un délai de trois ans après son adoption, soit pour le 16 septembre 1999, un plan de décontamination et/ou d'élimination des appareils inventoriés et des PCB qu'ils contiennent et un projet concernant la collecte et l'élimination ultérieure de certains appareils conformément à l'article 11 de la directive, ainsi que de dresser des inventaires conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la directive. Toutefois, de nombreux États membres n'ont toujours pas communiqué les mesures nécessaires à la Commission. Celle-ci a par conséquent adressé un avis motivé au Royaume-Uni, au Danemark, à l'Allemagne, à la Suède, au Portugal, à la Grèce, à la France, à l'Espagne, à l'Italie, à l'Irlande et au Luxembourg en 2000. Elle a également décidé par la suite de traduire les six derniers devant la Cour.

S'agissant, enfin, de la directive 86/278/CEE relative aux boues d'épuration, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la Suède, à la Belgique, à l'Irlande, à l'Italie et au Portugal pour non-respect des obligations d'information et de surveillance qui leur incombent en vertu de cette directive. Conformément à l'article 10 de cette dernière, les États membres doivent veiller à ce que des registres soient tenus à jour, dans lesquels sont notés les quantités de boues produites et celles livrées à l'agriculture, la composition et les caractéristiques des boues, ainsi que le type de traitement effectué, de manière à pouvoir vérifier que l'utilisation des boues d'épuration dans l'agriculture ne compromet pas la production alimentaire et la qualité des sols à long terme.

9. Environnement et industrie

Il convient de signaler en premier lieu que la procédure ouverte à l'encontre de l'Italie pour non-respect de l'arrêt de la Cour du 17 juin 1999 (affaire C-336/97) a été classée à la fin de l'année 2000, après que l'Italie eut remédié à son manquement en établissant des plans d'urgence, en organisant des inspections et en prenant des mesures de contrôle conformément à la directive 82/501/CEE (directive «Seveso»).

On notera ensuite que la directive 96/82/CE (dite «Seveso II»), qui remplace la directive 82/501/CEE (dite «Seveso I») à compter du 3 février 2001, devait être transposée pour le 3 février 1999 au plus tard. Faute de communication des mesures de transposition, la Commission a décidé de traduire l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne, l'Irlande et le Portugal devant la Cour. Par ailleurs, les procédures pour non-communication engagées précédemment à l'encontre du Luxembourg, du Royaume-Uni et de la Grèce ont pu être classées.

Pour ce qui est de la directive 87/217/CEE concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante, la Commission a décidé de saisir la Cour d'un recours contre l'Irlande pour non-conformité de ses mesures de transposition. L'adoption d'une nouvelle réglementation a ensuite permis le classement de l'affaire. De même, la procédure ouverte pour la même raison à l'encontre de la Belgique a pu être classée en 2000.

S'agissant des deux directives concernant la lutte contre la pollution atmosphérique provenant de l'incinération des déchets municipaux, à savoir les directives 89/369/CEE (installations nouvelles) et 89/429/CEE (installations existantes), la Commission a été en mesure de classer le recours engagé contre la Belgique pour non-conformité de sa législation de transposition (affaire C-287/99). La Commission a par ailleurs traduit l'Espagne devant la Cour (affaire C-2000/139) pour avoir autorisé les îles Canaries à exploiter des incinérateurs non conformes à la directive 89/369/CEE, et a décidé d'engager un recours contre la France au sujet du permis d'exploitation accordé à de nombreux incinérateurs rejetant d'importantes quantités de dioxine en violation du droit communautaire.

On rappellera que la directive 94/67/CE concernant l'incinération des déchets dangereux devait être transposée pour le 31 décembre 1996. Les recours engagés contre la Belgique (affaire C-338/99) et l'Italie (affaire C-421/99) pour non-communication des mesures de transposition ont pu être classés dans le courant de l'année 2000, après adoption et communication des mesures requises par les États membres concernés. La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à l'Autriche pour mauvaise transposition de la directive.

Il faut rappeler que la directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive «IPPC»), adoptée le 24 septembre 1996, devait être transposée pour le 30 octobre 1999. La Commission a poursuivi les procédures engagées contre l'Espagne, la Grèce, le Royaume-Uni (concernant l'Irlande du Nord et Gibraltar), le Luxembourg, l'Allemagne, la Finlande (concernant la province d'Åland) et la Belgique pour non-communication des mesures de transposition. Les procédures engagées précédemment contre l'Autriche et le Portugal pour le même motif ont été classées en 2000, ces États membres ayant communiqué les mesures de transposition nécessaires à la Commission.

La Commission a poursuivi la procédure engagée devant la Cour à l'encontre de la Belgique concernant le recours au «permis tacite», recours déjà évoqué dans la précédente édition du présent rapport, étant donné que les réponses fournies par les autorités belges ne contenaient aucun élément indiquant que la législation nationale avait été mise en conformité avec la directive.

10. Radioprotection

La législation communautaire en matière de radioprotection est fondée sur le chapitre III du traité Euratom relatif à la protection sanitaire. Elle couvre tous les aspects de la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes, et non pas uniquement ceux relatifs à l'énergie nucléaire. En fait, les personnes sont surtout exposées aux radiations liées à l'utilisation médicale de cette énergie. Elle garantit de plus une protection indirecte de l'atmosphère, de l'eau et des sols dans la Communauté contre l'incidence des radiations. La Commission contrôle la mise en œuvre de la législation en matière de radioprotection conformément à l'article 124 et à la procédure prévue aux articles 141 et 143 du traité Euratom, qui correspondent respectivement à l'article 211 et aux articles 226 et 228 du traité CE.

Le droit primaire, c'est-à-dire le traité Euratom proprement dit, impose certaines obligations aux États membres dans ses articles 33 à 37, notamment en ce qui concerne l'éducation et la formation professionnelle, la surveillance de l'environnement et

l'élimination des déchets radioactifs. En outre, la radioprotection fait actuellement l'objet de cinq directives principales et de trois règlements.

La particularité de la législation arrêtée sur la base du traité Euratom réside dans le fait que la Commission s'assure de la conformité des mesures de transposition nationales avant leur adoption définitive. Conformément à l'article 33 du traité Euratom, les États membres sont tenus de communiquer à la Commission tout projet de disposition propre à assurer le respect des normes de base en matière de radioprotection. La Commission fait toutes recommandations en vue d'assurer l'harmonisation de ces mesures. Ces recommandations sont semblables aux contrôles de conformité effectués dans les autres domaines du droit communautaire de l'environnement, contrôles qui peuvent déboucher sur l'envoi d'une lettre de mise en demeure. En 2000, le nombre de projets de législation nationale communiqués en application de l'article 33 du traité Euratom a fortement augmenté; cette hausse tient au fait que le délai fixé pour la transposition des deux principales directives en matière de radioprotection, les directives 96/29/Euratom et 97/43/Euratom, expirait en mai 2000. La Commission a reçu vingt notifications (contre onze en 1999) conformément à l'article 33 du traité Euratom, notifications qui ont été examinées et discutées, bien qu'aucune recommandation formelle n'ait été émise en 2000. Même si les recommandations adressées en application de l'article 33 ne sont pas contraignantes, les États membres les suivent généralement très bien. Il est par conséquent moins souvent nécessaire d'ouvrir des procédures d'infraction pour non-conformité dans le domaine de la radioprotection.

L'article 35 du traité Euratom dispose que chaque État membre établit les installations nécessaires pour effectuer le contrôle permanent du taux de la radioactivité de l'atmosphère, des eaux et du sol, ainsi que le contrôle du respect des normes de base. La Commission peut vérifier le fonctionnement et l'efficacité de ces installations de contrôle. En 2000, la Commission a procédé à deux vérifications en vertu de l'article 35.

Conformément à l'article 36 du traité Euratom, les États membres communiquent des renseignements sur les taux de radioactivité mesurés dans l'environnement. La Commission peut ainsi s'assurer que les normes de base sont respectées. En 2000, elle a adopté les recommandations 2000/476/Euratom concernant l'application de l'article 36 du traité Euratom relatif à la surveillance des taux de radioactivité dans l'environnement en vue d'évaluer l'exposition de l'ensemble de la population (JO L 191 du 27.7.2000, p. 37).

Conformément à l'article 37 du traité Euratom, chaque État membre est tenu de fournir à la Commission les données générales de tout projet de rejet d'effluents radioactifs. La Commission examine ces données afin de déterminer si la mise en œuvre du projet en cause est susceptible d'entraîner une contamination radioactive de l'environnement d'un autre État membre. Elle émet ensuite un avis, que l'État membre doit prendre en considération lorsqu'il octroie une autorisation pour le projet en question. L'article 37 vise à prévenir tout risque de contamination radioactive de l'environnement d'un autre État membre et, partant, à protéger la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants. En 2000, la Commission a émis douze avis en application de l'article 37 du traité Euratom. Une procédure d'infraction était également pendante en application de l'article 37: la Commission considérant que le Royaume-Uni avait manqué aux obligations qui lui incombaient en vertu de cet article en ne communiquant pas les données générales concernant le démantèlement du réacteur nucléaire Windscale Pile I, elle avait décidé de le saisir devant la Cour. Le réacteur Windscale Number 1 Pile avait été construit et était exploité sur l'actuel site de Sellafield à titre de centre expérimental et d'installation de

production pour le programme d'armement britannique. Selon les informations dont disposait la Commission, son démantèlement était en cours de préparation. Compte tenu du fait que les opérations de démantèlement sont considérées comme un «projet de rejet d'effluents radioactifs», les autorités britanniques auraient dû fournir les données générales du projet de démantèlement à la Commission. Les autorités du Royaume-Uni ont toutefois fait valoir l'argument de principe que le traité Euratom ne couvre pas l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires. Elles étaient par conséquent d'avis que l'article 37 n'était pas applicable aux projets relatifs au réacteur Windscale Pile 1. La Commission ne partage pas cet avis: elle considère en effet que les dispositions du chapitre III du traité Euratom relatif à la protection sanitaire (notamment son article 37) s'appliquent aux activités aussi bien civiles que militaires. La protection de la santé et de la sécurité de la population en matière de radioprotection constitue un objectif indivisible et prend en compte tous les dangers résultant des rayonnements ionisants, quelle qu'en soit la source. Les autorités britanniques ont reconnu par la suite que les opérations envisagées afin d'éliminer les déchets provenant du réacteur n'étaient pas liées au programme de défense national, et se sont déclarées disposées à fournir les renseignements en cause dès que le projet d'élimination aurait été finalisé. L'affaire a été classée.

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le délai de transposition des deux principales directives en matière de radioprotection, à savoir la directive 96/29/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants (JO L 159 du 29.6.1996, p. 1) et la directive 97/43/Euratom du Conseil relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales (JO L 180 du 9.7.1997, p. 22), expirait le 13 mai 2000, date à laquelle ont été abrogées toutes les anciennes directives (adoptées depuis 1959) fixant des normes de base.

La directive 96/29/Euratom concernant les normes de base relatives à la protection sanitaire introduit un nouveau concept dosimétrique afin de protéger la santé des travailleurs et de la population de manière efficace et complète. À cet effet, elle prévoit l'abaissement des limites de dose, fixe de nouvelles exigences en ce qui concerne la justification de toutes les pratiques mettant en jeu des rayonnements ionisants, et systématise le principe ALARA (*As Low As Reasonably Achievable*, c'est-à-dire le niveau le plus bas qu'il est raisonnablement possible d'atteindre). La directive s'applique aux pratiques, aux activités professionnelles et aux situations d'intervention. Elle introduit également les concepts nouveaux de libération et d'exemption pour les matières contenant de la radioactivité. Outre les sources artificielles de rayonnements, elle vise également les rayonnements naturels sur le lieu de travail. Enfin, elle fixe de nouvelles exigences pour l'évaluation des doses reçues par la population.

Deux États membres seulement ont communiqué à la Commission l'ensemble de leurs mesures nationales de transposition de la directive 96/29/Euratom dans les délais prévus par celle-ci. La Commission a par conséquent engagé, durant l'été 2000, des procédures d'infraction à l'encontre de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Irlande, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni pour non-communication des mesures de transposition définitives. L'Autriche ayant toutefois communiqué ultérieurement ses mesures nationales, la Commission a été en mesure de classer la procédure d'infraction la concernant avant la fin de l'année.

La directive 96/29/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire à compter du 13 mai 2000 a abrogé l'ancienne directive 80/386/Euratom dans ce même domaine. Une seule procédure était encore en cours en ce qui concerne la directive 80/386/Euratom; elle avait été engagée à l'encontre des Pays-Bas pour non-respect des normes de base dans le cas, notamment, des mères allaitantes, de l'exposition interne, et des doses reçues. Cette procédure a été classée en 2000, la cessation définitive de ces infractions pouvant être obtenue dans le cadre de la procédure ouverte à l'encontre des Pays-Bas en application de la directive 96/29/Euratom (cf. *supra*).

La directive 97/43/Euratom relative aux expositions à des fins médicales améliore le niveau de protection radiologique pour les patients et le personnel médical. Elle tient compte de l'évolution récente des traitements et des équipements médicaux. Elle s'appuie également sur l'expérience tirée de la mise en œuvre des anciennes directives dans la pratique, et complète la directive 96/29/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire. La nouvelle directive fournit une description plus précise du principe de justification, régule la répartition des responsabilités et fixe des critères pour les spécialistes qualifiés dans le domaine médical.

S'agissant de cette directive, trois États membres ont notifié à la Commission l'ensemble de leurs mesures de transposition nationales dans le délai imparti. La Commission a par conséquent engagé des procédures d'infraction à l'encontre de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Irlande, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni durant l'été 2000 pour non-communication des mesures de transposition définitives. La Suède ayant toutefois communiqué ultérieurement ses mesures nationales, la Commission a pu classer la procédure d'infraction la concernant avant la fin de l'année 2000.

L'ancienne directive 84/466/Euratom relative aux expositions médicales a été abrogée par la nouvelle directive 97/43/Euratom. La procédure d'infraction engagée contre l'Espagne (affaire C-96/21) concernant la directive 84/466/Euratom a été classée après que l'Espagne eut communiqué à la Commission les nouvelles mesures de transposition qui avaient fait l'objet d'une publication. Une autre procédure était toujours en cours à l'encontre de la Belgique. En effet, la législation belge qui avait été communiquée ne satisfaisait pas pleinement aux exigences de la directive 84/466/Euratom en ce qui concerne, notamment, la formation, les spécialistes qualifiés, ainsi que les critères d'acceptabilité et la surveillance des installations radiologiques. Cette procédure a été classée, la cessation définitive de ces infractions pouvant être obtenue dans le cadre de la nouvelle procédure ouverte à l'encontre de la Belgique en application de la directive 97/43/Euratom (cf. *supra*).

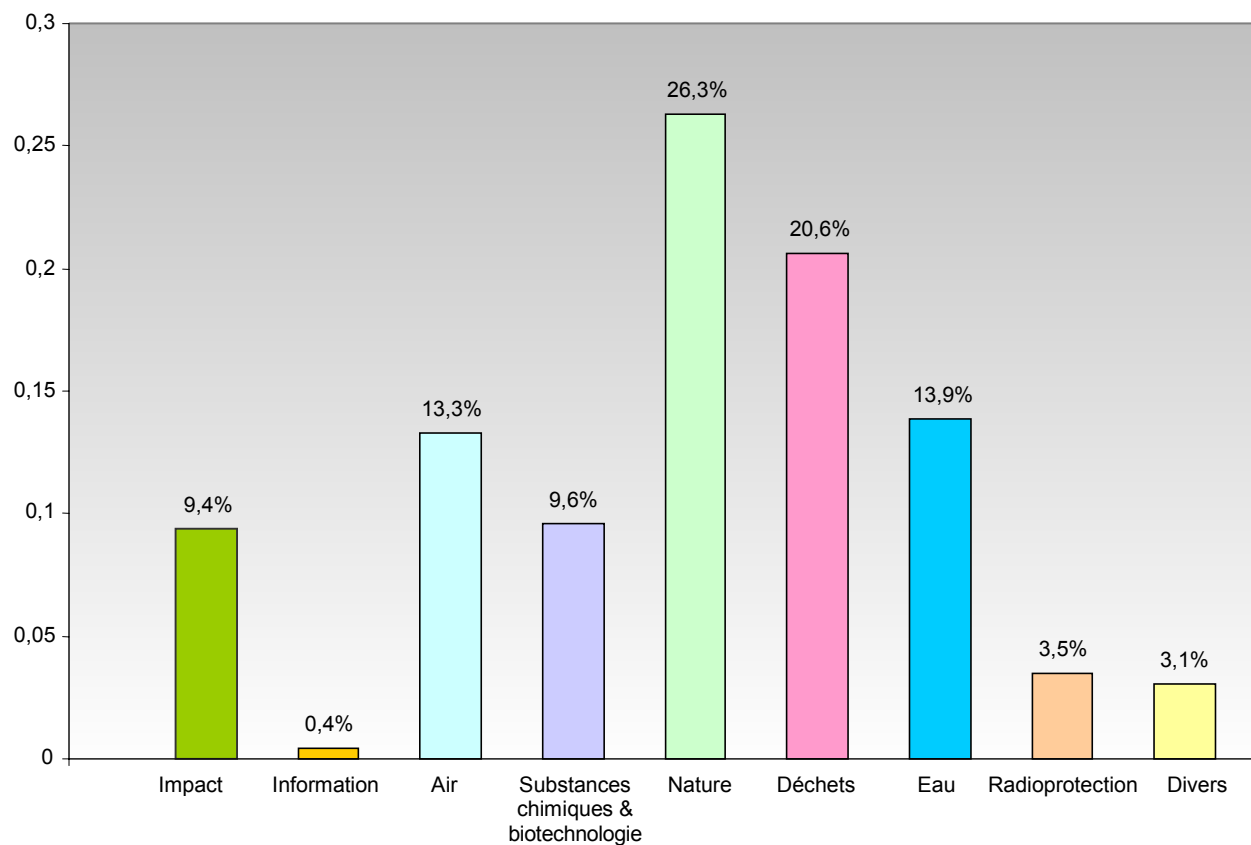
La directive 89/618/Euratom concernant l'information de la population comporte des dispositions relatives à l'information de la population sur les mesures de protection sanitaire applicables et sur le comportement à adopter en cas d'urgence radiologique. La Suède n'avait communiqué aucune mesure de transposition pour plusieurs dispositions de cette directive, telles que l'information de la population en cas d'urgence et les procédures concernant la transmission des informations. En 2000, la Commission a reçu une notification portant sur les nouvelles mesures de transposition adoptées par cet État membre, et la procédure a été classée. Le contrôle de la conformité de la législation française ayant révélé que celle-ci n'était pas entièrement conforme à la directive en ce qui concerne les définitions, l'information préalable de la population en cas d'urgence et l'information du personnel d'intervention, un avis motivé a été adressé à la France en 2000.

La procédure ouverte à l'encontre de l'Allemagne se poursuit, étant donné que la législation allemande ne garantit pas que, en cas d'urgence radiologique, la population affectée soit informée sans délai sur la situation et sur le comportement à adopter. En outre, la législation allemande ne transpose pas complètement les dispositions relatives à l'information des équipes d'intervention. Enfin, les procédures de diffusion des informations nécessaires ne sont pas conformes aux critères définis dans la directive. Il semble que l'Allemagne procède actuellement à l'élaboration d'une nouvelle législation susceptible d'apporter une solution à ces problèmes. La Commission n'a toutefois reçu aucune communication concernant l'adoption d'une nouvelle réglementation, et l'infraction subsiste. Elle a par conséquent décidé de traduire l'Allemagne devant la Cour.

La procédure d'infraction ouverte à l'encontre de la France pour non-conformité avec la directive 90/641/Euratom concernant la protection opérationnelle des travailleurs extérieurs exposés à un risque de rayonnements ionisants au cours de leur intervention en zone contrôlée a été classée en 2000, l'examen des nouvelles mesures communiquées en 1999 ayant permis de constater que celles-ci étaient satisfaisantes. Cette directive assure aux travailleurs extérieurs une radioprotection opérationnelle équivalente à celle dont bénéficient les travailleurs employés à titre permanent par l'exploitant. Les travailleurs extérieurs sont des travailleurs employés par une entreprise autre que l'exploitant d'une installation autorisée conformément à la législation sur la radioprotection, qui sont exposés à un risque de rayonnements. Ils peuvent intervenir successivement dans plusieurs installations, dans un ou plusieurs États membres. Ils sont donc susceptibles d'être exposés à des rayonnements dans plusieurs zones contrôlées (où les risques sont importants). Ces conditions de travail particulières nécessitent un système de surveillance radiologique approprié, indispensable à leur protection sanitaire. Selon l'analyse de la Commission, la Belgique n'a pas instauré un système uniforme satisfaisant pleinement à la directive. Il a par conséquent été décidé de la traduire devant la Cour.

ANNEXE II: TABLEAU DE BORD PRÉSENTANT, PAR ÉTAT MEMBRE ET PAR SECTEUR, LE NOMBRE DE CAS DE NON-COMMUNICATION, DE NON-CONFORMITÉ ET DE MAUVAISE APPLICATION HORIZONTALE

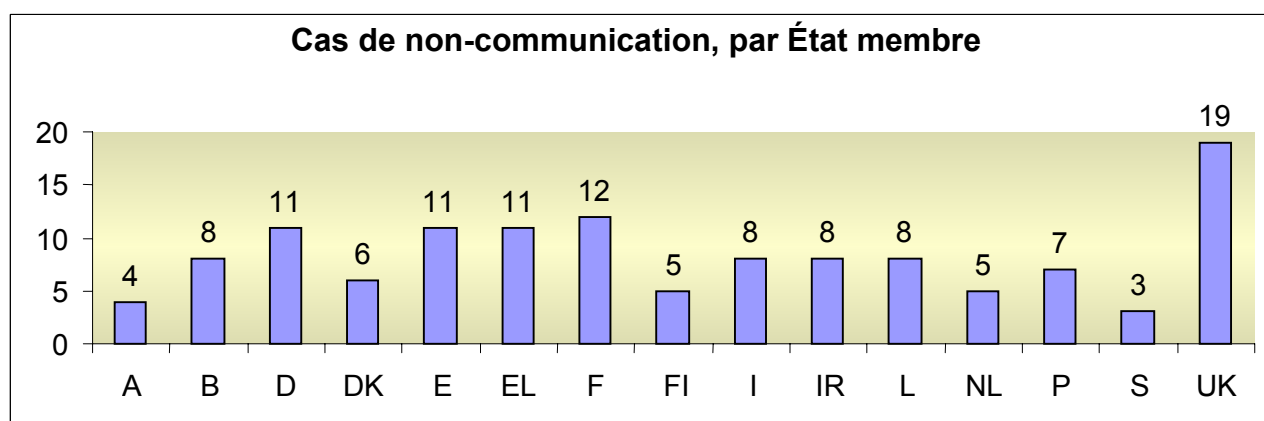
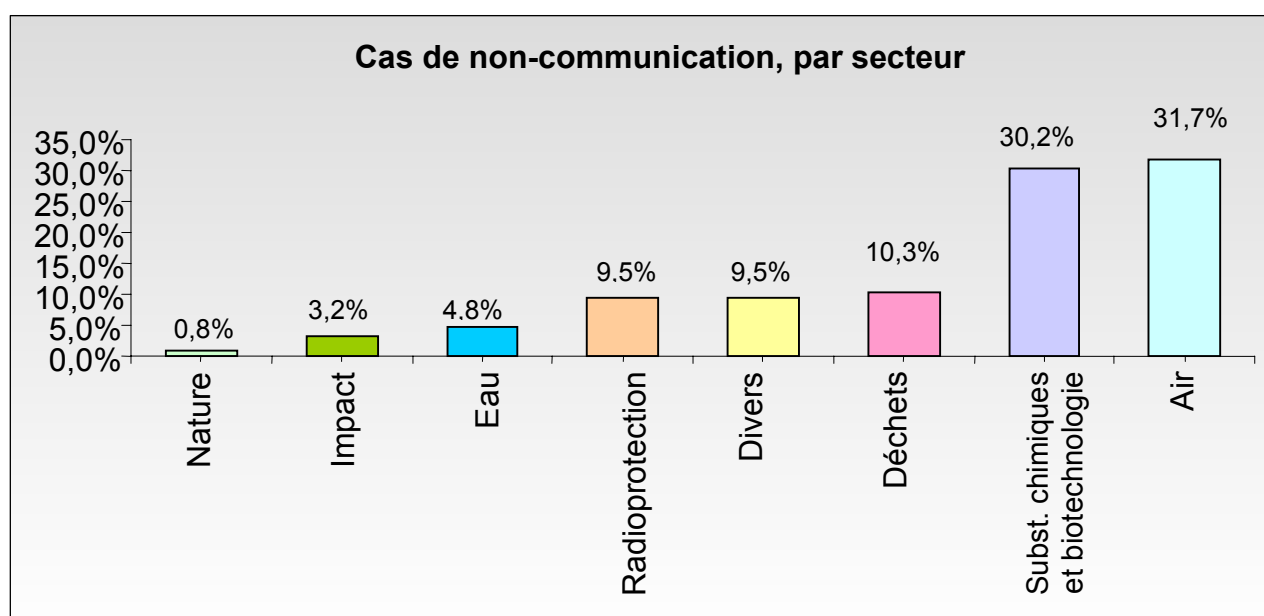
Total des procédures d'infraction ouvertes, par secteur



Procédures d'infraction ouvertes (31.12.2001)

Cas de non-communication

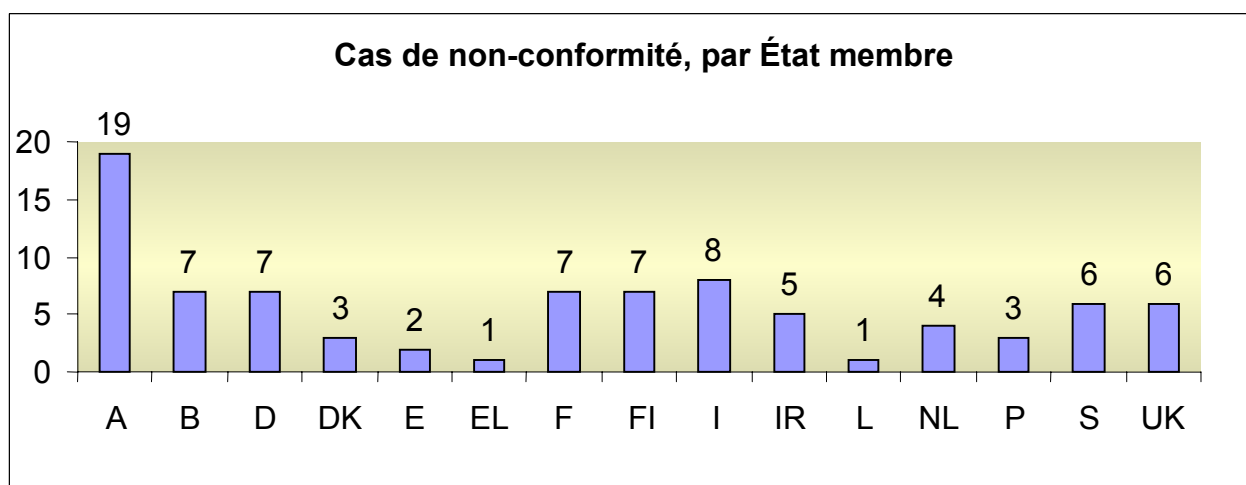
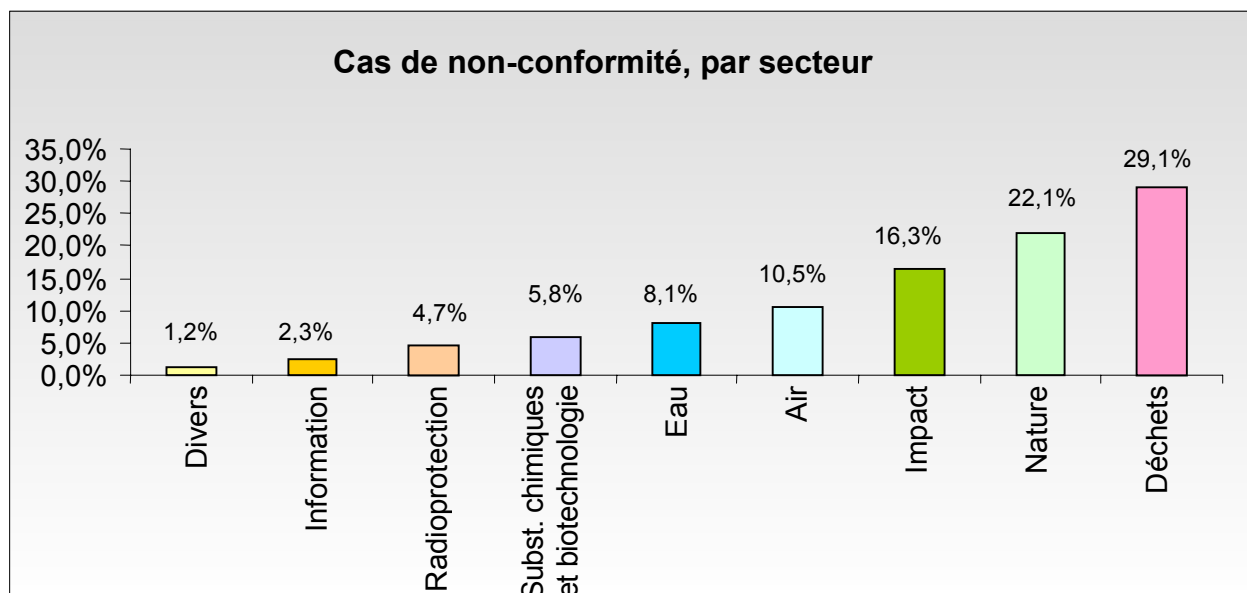
	A	B	D	DK	E	EL	F	FI	I	IR	L	NL	P	S	UK		
Nature	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,8%
Impact	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	4	3,2%
Eau	0	1	0	1	1	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	6	4,8%
Radioprotection	0	0	2	1	0	0	2	0	0	1	0	2	2	0	2	12	9,5%
Divers	0	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1	0	12	9,5%
Déchets	0	1	1	0	1	1	0	1	2	1	1	1	1	0	2	13	10,3%
Subst. chimiques & biotechnologie	2	2	4	1	3	4	4	2	0	3	3	0	1	1	8	38	30,2%
Air	2	2	3	2	5	4	3	1	5	2	1	1	2	0	7	40	31,7%
Total	4	8	11	6	11	11	12	5	8	8	8	5	7	3	19	126	100,0%



Procédures d'infraction ouvertes (31.12.2001)

Cas de non-conformité

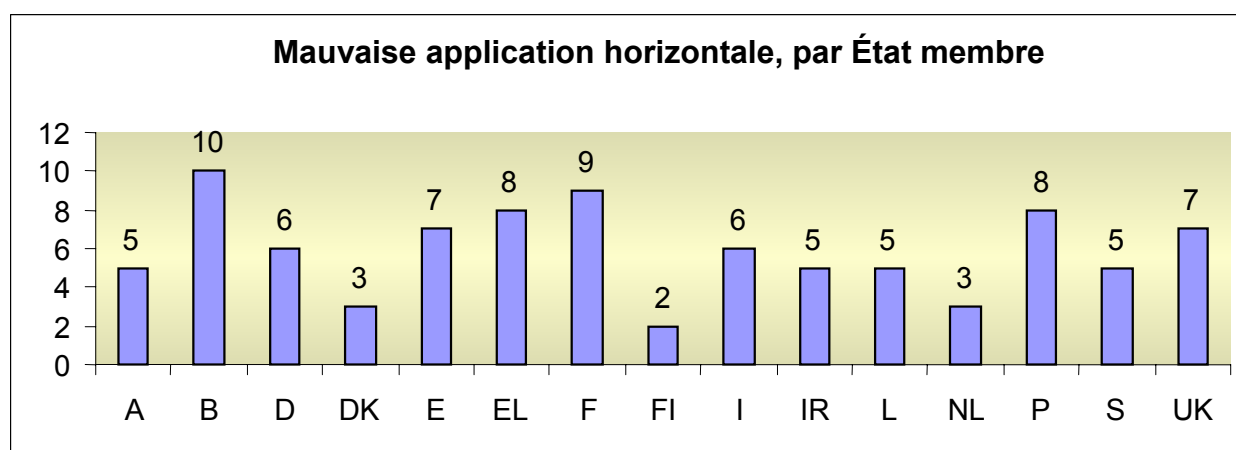
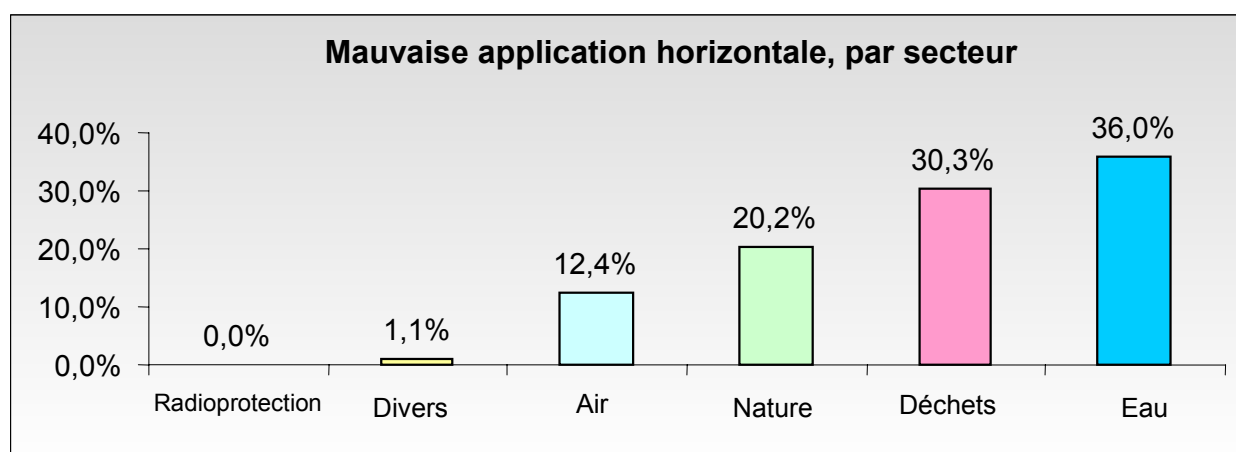
	A	B	D	DK	E	EL	F	FI	I	IR	L	NL	P	S	UK		
Divers	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,2%
Information	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2,3%
Radioprotection	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4,7%
Subst. chimiques & biotechnologie	0	0	0	0	0	0	3	0	0	1	0	1	0	0	0	5	5,8%
Eau	1	1	1	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	1	7	8,1%
Air	5	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	2	0	9	10,5%
Impact	1	2	0	0	2	1	0	1	1	2	0	1	0	1	2	14	16,3%
Nature	2	1	2	0	0	0	1	5	2	0	1	1	1	2	1	19	22,1%
Déchets	7	1	4	3	0	0	1	0	4	0	0	1	1	1	2	25	29,1%
Total	19	7	7	3	2	1	7	7	8	5	1	4	3	6	6	86	100%



Procédures d'infraction ouvertes (31.12.2001)

Mauvaise application: cas «horizontaux»*

	A	B	D	DK	E	EL	F	FI	I	IR	L	NL	P	S	UK		
Impact	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
Subst. chimiques & biotechnologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
Radioprotection	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
Divers	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,1%
Air	1	1	0	1	1	1	0	1	1	1	1	0	1	1	0	11	12,4%
Nature	2	2	2	0	1	1	2	1	1	2	1	0	1	1	1	18	20,2%
Déchets	1	2	2	1	2	4	2	0	3	2	1	1	2	1	3	27	30,3%
Eau	1	4	2	1	3	2	5	0	1	0	2	2	4	2	3	32	36,0%
Total	5	10	6	3	7	8	9	2	6	5	5	3	8	5	7	89	100%



* On entend par manquement horizontal le fait de ne pas transposer certaines obligations dérivées ou secondaires contenues dans les directives, telles que l'établissement de plans, l'élaboration de programmes, la classification de sites, la désignation de zones, la soumissions de rapports, etc.